

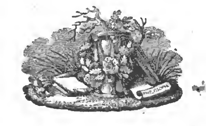
ŒUVRES

POLITIQUES

DE M. DE PRAI

OEUVRES
POLITIQUES
DE M. DE PRADT,
ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES.

Pièces relatives
A SAINT-DOMINGUE ET A L'AMÉRIQUE.
CONGRÈS DE PANAMA.



PARIS.
PICHON ET DIDIER, ÉDITEURS,
LIBRAIRES-COMMISSIONNAIRES,
SUCCESSEURS DE BÉCHET AÎNÉ,
QUAI DES AUGUSTINS, N° 47.

1828.

IMPRIMERIE DE TROUVÉ ET COMPAGNIE,
RUE NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES, N° 16.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Tous les documents propres à jeter du jour sur l'état actuel de l'Amérique, ne peuvent qu'être précieux à connaître au milieu des changements qu'elle a déjà subis, et à l'approche de ceux qui s'y préparent encore. L'état de ce pays est fort peu connu en Europe. La distance des lieux, la partialité des rapports, l'incrédulité d'une partie des in- téressés à un changement qui les bless incrédulité qu'ils cherchent à propag la singularité des événements, la r veauté d'une partie des acteurs l'apparition sur la scène du r frappé d'étonnement, l'a

presqu'exclusivement vers le théâtre de l'Europe, sont les causes qui ont contribué à tenir comme dans un lointain bien obscur, tous les objets relatifs à la révolution de l'Amérique. Cependant l'intérêt de cette révolution s'agrandit tous les jours : elle s'affermit, elle s'étend, elle prend une consistance presqu'indépendante de l'Europe, et tend tous les jours davantage à la séparer d'elle.... Le temps arrivera, et il n'est pas loin, dans lequel, quoi qu'on fasse, on sera bien obligé de revenir à s'en occuper.... Il n'est au pouvoir de personne de se sous-aire à l'influence d'un pareil mouve-ent. C'est donc servir à la fois l'intérêt s peuples et celui des gouvernements, le propager des notions exactes sur le ce vaste continent. Il est bon premiers de connaître la vé-rées, parce que la vérité

est toujours bonne à connaître; il sera profitable aux seconds de trouver les esprits bien disposés, le jour où ils auront à agir. L'époque n'en est pas éloignée, une détermination secondée par un assentiment tel que celui qui suit toujours de la connaissance de la vérité, ne rencontrera que peu ou point d'obstacles.

C'est donc également dans l'intérêt de tout le monde que nous publions les pièces suivantes....

L'état de St. Domingue est entièrement défiguré aux yeux de presque tous les Français... N'entendant pour ainsi dire que les plaintes, les regrets, ou les fâcheux pronostics des colons, ils s'éloignent généralement de l'idée que des nègres puissent faire ce qu'ont fait des blancs, que sans ceux-ci les nègres soient capables de penser, d'agir, de travail-

ler, de cultiver leur esprit ou leurs champs... Sans doute les pertes des colons sont immenses et bien déplorables; l'on voudrait pouvoir leur faire retrouver et par-delà, tout ce qu'ils ont perdu...., Mais et ces dommages, et ces regrets, et ces suppositions fantastiques, ne changeront rien à ce qui existe, et ne rendront pas plus à la France qu'aux propriétaires dépossédés. Quand on aura assez ri de quelques dénominations attribuées aux principaux fonctionnaires d'Haïti; quand on aura assez répété que des nègres sont par nature, impropres à rien savoir, ni à rien faire autrement que sous la direction des blancs, à quoi et ces dérisions, et ces incrédulités auront-elles servi? La netteté du coup-d'œil, et la force de l'esprit ne consistent point à s'obstiner à ne point voir ce qui existe, et à re-

jeter ce qui blesse, mais au contraire à discerner l'un avec toutes ses proportions, et à accepter l'autre avec tous ses déplaisirs. Or, voilà où l'on en est pour St. Domingue ; sa perte est immense, il est vrai, mais elle est irréparable... S'y résigner de bonne grâce et de bonne heure, s'arranger de ce qui existe, tels sont le parti et les ressources indiquées par la raison. C'est encore elle qui indique que bien des dommages se répareraient pendant le temps sacrifié à l'attente de chances chimériques. Il est bon que l'on sache que tout est changé à St. Domingue, hommes et choses : il est bon que l'on sache que les vingt dernières années équivalent à vingt siècles, pour l'amélioration morale et politique qui se fait remarquer parmi les nègres. Dût cette vérité blesser beaucoup d'amours-propres, il est

bon, bien plus, il est indispensable que l'on sache que l'instruction, les arts, les armes de l'Europe, sont aujourd'hui parmi les nègres, pour les instruire, les former et les défendre : que l'ordre civil, politique, administratif et judiciaire parmi eux, ne le cède point à ceux de l'Europe, et qu'ils ont fait et continuent de faire sur eux-mêmes l'application de toutes les méthodes d'amélioration qui sont en usage en Europe... Il est bon de faire connaître où en sont la propriété et la culture, et d'expliquer pourquoi pendant un temps, on n'a point cultivé, pourquoi et comment on a cultivé et on cultivera dans d'autres... Ces distinctions sont indispensables à connaître dans des questions de cette nature...

La déclaration du congrès de Buenos-Ayres est très-peu connue et mérite bien

de l'être.... Un peuple entier fait connaître les griefs qui l'ont forcé à chercher en lui-même les moyens de pourvoir à son salut, et la résolution de se mettre pour toujours à l'abri des dangers qui l'ont poussé à cette détermination. En le lisant, on se sent reporté au temps auquel les États-Unis firent connaître la résolution de se séparer de la métropole et d'exister par eux-mêmes.

La lettre à M. Monroe est l'ouvrage de M. Brackenridge, secrétaire de la commission que le gouvernement américain vient d'envoyer dans l'Amérique méridionale.

L'intérêt de cette pièce est fort grand par les considérations qu'elle présente sur l'état de l'Amérique, ainsi que par la manifestation de la manière dont en Amérique on envisage cette grande question. En Europe, on en juge en

Européens; en Amérique, en Américains, et il doit y avoir entre les deux jugements la distance qui se fait remarquer entre les deux hémisphères et les deux intérêts... Les idées les plus saines sur les causes de la révolution de l'Amérique, les aperçus les plus judicieux sur les germes d'indépendance qui en se développant l'ont fait éclore, les principes les plus généreux de politique de peuple à peuple, les effets les plus évidents du succès de la révolution pour l'Europe, comme pour l'Amérique, l'indication la plus claire du système fédératif des diverses parties de l'Amérique pour se soutenir mutuellement dans leur indépendance, tels sont les divers caractères qui rendent cet écrit infiniment recommandable. Justesse dans les aperçus et les jugements, hardiesse dans les vues, originalité dans l'idée et l'ex-

pression, tout se trouve dans cet écrit, et montre à l'Europe qu'il existe au-delà des mers des penseurs qui ne le cèdent point à ceux qui, en Europe, se font remarquer par l'éclat et la variété de leurs talents.

Il est vraiment curieux de voir répéter au fond des déserts de l'Amérique, ce qui se passe au sein de l'antique civilisation de l'Europe. Et peut-être que le sens et la forme de ces actes ne placent pas la copie trop au-dessous de l'original. C'est la nouveauté de ce spectacle qui nous a déterminé à comprendre au nombre de ces pièces, l'acte d'installation du conseil d'état de la république de Venezuela, à Augustura. Que diraient Charles-Quint et Colomb lui-même, à l'aspect d'un conseil d'état républicain établi sur les bords de l'Orénoque, pour achever de ravir à l'Espagne le sceptre

de cette contrée, et pour substituer une république américaine à la monarchie européenne, expulsée dans la personne de l'Espagne? Il ne manquera pas de personnes pour lesquelles un conseil d'état sur les bords de l'Orénoque, correspondra aux mille et une nuits, et ne paraîtra qu'un objet de dérision; mais qu'elles attendent encore un moment, et l'on verra de quel côté se trouveront les réalités, et les sujets de joie véritable.

Cette pièce acquiert un nouveau prix de la connaissance qu'elle donne des trois époques de la révolution de Venezuela, époques dont la connaissance est étrangère à presque tous les Européens. Sous ce point de vue, cette pièce peut être considérée comme une introduction à l'histoire de la révolution de Venezuela.

ÉCLAIRCISSEMENTS

SUR L'ÉTAT DE St. DOMINGUE.

La partie française de Saint-Domingue, est partagée entre la république d'Haïti, dont Pétion est Président à vie, et le royaume d'Haïti, dont Christophe est le Roi... La première occupe la partie du sud; le siège du gouvernement est fixé au Port-au-Prince... Cette ville renferme vingt-cinq mille âmes... Le territoire de la république d'Haïti est presque double en étendue, de celui du royaume du même nom...

La capitale de ce royaume est la ville du Cap. Elle a été fort embellie par les soins du nouveau souverain, et son palais retrace tout le faste de l'orient... Le môle Saint-Nicolas, le Gibraltar des Antilles, fait partie de ce royaume.

La population des deux parties s'élève à 820,000 hommes, dont 500,000 sous Pétion, et 320,000 sous Christophe. Trente mille seulement sont blancs ou gens de couleur, le reste noir. Sous l'ancienne domination, la population n'était portée qu'à 540,000 hommes. Mais diverses causes puisées dans l'intérêt des colons, contribuaient à faire disparaître le nombre véritable de ce dénombrement. Plusieurs causes ont contribué a l'augmentation qui se fait remarquer aujourd'hui. La liberté du nègre, son passage à l'état de famille, les ménagements accordés aux mères pendant l'allaitement et la grossesse, une nourriture moins mesurée sur l'intérêt du maître que sur les besoins du consommateur, l'abondance et le bon marché des subsistances, les salaires acquis par les troupes, et par les ouvriers qui aujourd'hui travaillent tous pour leur compte. Depuis 1802, le pays a été à peu-près exempt des ravages de la guerre. On s'est observé des deux côtés, mais on s'est peu combattu.

On ne peut rien conclure contre ce dénombrement, de la grande différence qu'il présente avec le dénombrement antérieur. Celui qui a eu lieu à Paris, dans l'année précédente, en fournit en quelque sorte l'explication ; là, cette opération faite avec le plus grand soin, a constaté une population *intra muros* de près de 720,000 âmes, tandis que les mêmes recensements faits dans les années précédentes ne la portaient qu'à 570,000 habitants. Et cependant les moyens de s'assurer de la vérité ne manquaient pas plus à une époque qu'à l'autre.

Un espace de douze à quinze lieues reste inoccupé entre la république et le royaume d'Haïti. Cet abandon résulte d'un accord dont le but a été de former une séparation entre les deux états, pour éviter tous les points de contact.

Les blancs sont tolérés dans la république, exclus dans le royaume.

Dans la république, la propriété a été occupée, acquise ou reçue par les nègres,

qui avaient servi dans le cours de la révolution ou de la guerre. Les ravisseurs, les acquéreurs, n'ont pas suivi de règles dans la formation de leurs propriétés. Les rémunérations ont dû en avoir. Ainsi elles ont été calculées sur les grades, les services, de manière à ce que chacun eût au moins sept arpents.

Les nègres étant tous déclarés et reconnus libres, la culture l'est aussi. Les ouvriers sont les maîtres de leurs prix, comme en Europe : les conventions du travail suivent les lois générales qui les règlent en Europe. Il est d'usage que les nègres s'associent entr'eux pour pourvoir aux diverses exploitations, comme on voit en France les habitants de quelques contrées, passer dans d'autres suvivant les saisons, pour y faire le travail des moissons, aux diverses époques de l'année ; la terre paye le dixième du produit brut, en nature. Il est affermé au profit du gouvernement et livré dans des lieux désignés. C'est là tout l'impôt territorial. Les douanes et

autres impôts indirects établis dans presque toute l'Europe, le sont aussi a Saint-Domingue. Le revenu public s'élève à 30,000,000 de France. L'armée de la république est composée de 24,000 hommes, de toutes armes. La population entière est armée et disciplinée. Le service de la troupe réglée se fait par tiers, 8000 hommes, servent pendant quatre mois et sont remplacés dans les mêmes proportions. Il y a des écoles militaires pour toutes les parties du service. Lorsqu'en 1814, on put se croire menacé, 80,000 fusils existants dans les arsenaux furent distribués à la population. On en a racheté plus de 120,000, qui sont répartis dans cinq départements, distribués sur le territoire de la république. En cas d'attaque, toute la population paraîtrait en armes. Les moules propres à faire les balles ont été distribués à tous les habitants, les armes blanches de même; le plomb nécessaire pour la confection des balles, distribué en saumons de poids différens pour servir suivant les moyens de

le transporter, soit par les hommes, soit par voitures ou les animaux. Tous les moyens de destruction sont préparés, si une invasion avait lieu.

Dans l'intérieur de l'île, on a choisi un vaste emplacement qu'on a fortifié, à-peu-près comme le Kœnigstein en Saxe. La réunion de plusieurs cours d'eau, en défend les approches. Une artillerie immense les soutient : les rochers ont été escarpés, une citadelle bâtie sur la partie la plus élevée, et cette enceinte fortifiée pourrait suffire pendant quelques temps à la subsistance de la garnison. C'est un travail immense, auquel une partie de la population a pris part pendant long-temps. Un grand nombre de bâtiments armés, sont dans le port. Ce sont des bâtiments du troisième rang. Les équipages sont instruits, braves, et déterminés.

L'administration civile est repartie comme en Europe, la justice de même. Le code Napoléon a été réformé dans quelques parties inapplicables aux colonies.

On a substitué dans les administrations des hommes de couleur aux blancs. Les premiers n'ont pas voulu continuer d'avoir l'air d'être régis par eux et d'avouer ainsi leur infériorité. D'ailleurs, ils exercent librement leur industrie.

Le vol et le meurtre sont presqu'inconnus dans cette partie de l'île. L'hospitalité qui a toujours distingué les colons, continue d'être exercée comme elle le fut de tout temps à St-Domingue. La longue interruption des travaux avait forcé à tirer les subsistances du dehors : l'argent était devenu fort rare. Depuis que la culture des vivres a fourni aux besoins de la colonie, et que la reprise de la culture du café et du sucre a présenté des moyens d'échange, le numéraire a reparu, et ne peut manquer de devenir très-abondant ; car les immenses exportations qui faisaient l'ancienne richesse de Saint-Domingue vont reprendre leur cours.

On a cru que les nègres avaient abandonné la culture ; en cela on a méconnu la cause de cet abandon momentané. Il était

tout de calcul, et dirigé dans le sens de la défense de l'île de même que l'abandon des routes. Tant que les habitants ont pu craindre une invasion, ils ont rapporté tous leurs soins à leur défense : c'était l'objet essentiel ; la culture n'était que l'accessoire. De même pour les routes : on cessait de les entretenir pour ne pas faciliter à l'ennemi les moyens de transport ; le pays était voué à la destruction par ses propres habitants. Ils ont repris le travail, avec le sentiment de la sécurité. Ainsi ils s'étaient bornés aux récoltes spontanées du café. Un très petit nombre de sucreries étaient en valeur, dans les parties les plus rapprochées des mornes, considérés comme moyens de défense. Depuis qu'on a cessé de craindre, les sucreries se sont étendues dans la plaine. La culture du café a été reprise avec vigueur. Déjà on fait du sucre pour plusieurs millions, les produits du café sont devenus immenses. Le coton, l'indigo, le sucre, le cacao, sont cultivés comme avant les troubles ; la charrue est

employée dans les plaines et ne cède pas en efficacité à la boue. Les attelages sont formés avec des bœufs : on s'est mis à en élever dans cette partie : ils y prospèrent, et ne coûtent pas plus de 4 à 500 francs les plus beaux par paires. L'éducation publique est composée d'écoles lancastriennes, d'écoles primaires, d'un lycée, et d'un séminaire établi dans la ville du Port-au-Prince, où il occupe un bel édifice. Cette ville renferme une église propre à faire une cathédrale. Une école de dessin est aussi établie au Port-au-Prince; les habitants d'Haïti sont fort attachés à la religion catholique. Une partie des cures est occupée par des prêtres français. Il n'y a plus de préfet apostolique comme avant la révolution. On s'est adressé à Rome pour avoir un évêque. La demande est restée sans réponse. De même pour le royaume d'Haïti. Le Pape attend sans doute la décision de la question de la souveraineté de ce pays. Jadis les îles françaises des Antilles dépendaient du

diocèse de Paris. Ce retard est très préjudiciable à la religion : les prêtres meurent sans remplacement. Les habitants se fatiguent de ces lenteurs : les méthodistes se sont présentés dans le royaume de Christophe, et y font des progrès. Les mariages se font comme en France devant l'officier civil, et après devant le prêtre. La culture a repris dans la république d'Haïti ; à mesure que la sécurité s'étendra, la première augmentera. Dans quelques années St.-Domingue travaillé par des mains libres et intéressées au succès du travail, dépassera l'ancien St. Domingue. Il en sera de même de la population, qui libre, travaillant pour son compte, nourrie plus abondamment, propriétaire, trafiquant, naviguant, trouvera dans toutes ces occupations des moyens de sustentation et de reproduction. Beaucoup d'esclaves, de nègres libres, d'hommes de couleur des îles voisines, viennent s'établir dans la république d'Haïti. On y a adopté pour la culture, et les procédés exigés pour les sucreries, toutes les nou-

velles découvertes mécaniques propres à diminuer l'emploi des bras, et les frais du travail, tout en l'améliorant.

Le royaume d'Haïti a une armée de trente-deux mille hommes. Le gouvernement est absolu. La propriété est travaillée au compte de la couronne, qui laisse *tant* pour les frais et bénéfices du travail, et cède le reste à des négociants, à des prix fixés par elle pour l'achat et la vente. Le Roi est entouré d'une pompe orientale : la cour est modelée sur les plus somptueuses de l'Europe. Le palais est magnifique, et d'un genre tout particulier. Les deux états ne sont point en guerre, quoique divisés, et dans le cas d'une menace de la part de l'Europe, ils sont convenus de se réunir pour la défense de leur indépendance. On paraît décidé à tout sacrifier pour la maintenir. Ce sentiment est entré dans l'esprit et dans le cœur de tous les habitants, ils y rapportent tout. Le souvenir des perfidies et des excès auxquels ils ont été livrés, vit au milieu d'eux, et tient leur défiance toujours éveillée. Les plus terri-

bles moyens de destruction sont organisés dans le royaume d'Haïti s'il était exposé à une attaque.

On se plaint beaucoup à Haïti des menaces et en géneral de la conduite des colons de la Martinique et de la Guadeloupe, qui ne cessent d'insulter les habitants de Saint-Domingue, et de répandre des annonces sinistres pour les habitants de la république d'Haïti. Ce sont de mauvais voisins, incommodes pour Saint-Domingue, et nuisibles à la France, en la présentant comme toujours prête à fondre sur lui, ce qui n'est propre qu'à affaiblir l'attachement que l'on y conserve pour elle. Les lois égalisent tous les pavillons; il n'y a pas de distinctions, ni de faveur pour aucun peuple, mais il y a un goût décidé pour les Français, dans la république d'Haïti.

Au contraire, le gouvernement du royaume penche davantage vers l'Anglegleterre. — Disposition qui est due aux tentatives de la France, et à la crainte qu'elle inspire encore.

Les commissaires envoyés en 1814, ont fait beaucoup de mal... On les a désavoués.. Nouveau mal, lorsque tous leurs papiers étaient tombés aux mains de Christophe, et circulaient dans toute l'île....

La conduite des commissaires envoyés en 1816 a été propre à rapprocher de la France l'esprit des habitants de Saint-Domingue... Mais tous leurs efforts ont échoué contre un écueil que l'on retrouvera toujours. — L'indépendance.... Pétion est âgé de quarante-cinq ans, d'un extérieur agréable, de manières prévenantes et distinguées. Il est faux qu'il ait été élevé en France : mais il y est venu et a fait partie de l'expédition du général Leclerc. Il se sauva au moment de subir un sort pareil à celui de Toussaint L'ouverture.

Christophe est âgé de 64 ans, c'est un homme de la plus haute stature, et d'une force de corps extraordinaire.

Il suit de cet exposé que Saint Domingue est inattaquable : qu'il périrait avec les assaillants ; que sa population, et sa culture

vont toujours en croissant : qu'il est de l'intérêt de l'Europe de cesser de s'en occuper comme propriété, pour ne plus s'en occuper que comme civilisation. Que dans cet état, il rendra davantage à l'Europe et à la France, qu'il ne faisait lorsqu'elle avait à fournir aux frais de son établissement qui surpassait son produit de six millions, et qui lui coûtait des frais immenses pendant la guerre, frais qui étaient tous en pure perte, puisqu'elle tirait du Nord ses approvisionnements maritimes, et des Etat-Unis les subsistances de sa flotte et des bataillons qu'alors elle devait entretenir aux Colonies.

En calculant ce que Saint-Domingue a coûté à la France depuis 1722, pendant les trois guerres de 1742, 1756, et de l'Amérique, et par l'expédition du général Leclerc, on trouverait que tout n'a pas été bénéfice dans sa possession.

A JAMES MONROE,

PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS.

MONSIEUR,

LA découverte de l'Amérique, la séparation des colonies Anglaises et la lutte actuelle pour l'indépendance des colonies espagnoles, sont les trois événements importants des mille dernières années. Colomb, dans la recherche d'un passage qui devait changer la route du commerce oriental, découvrit un nouveau monde, qui avait plus de richesses que l'orient et qui était capable de nourrir une population presque égale à celle de tout le reste du globe. Quoiqu'il ait échoué en partie,

il a cependant réussi à ouvrir à l'Europe des sources de richesses qui ont amélioré sa situation dans tout ce qui tient à la vie. La découverte de l'Amérique a mis l'Europe en état d'atteindre à un perfectionnement qu'elle n'aurait peut-être pas obtenu après plusieurs siècles. Les compagnons de Colomb, s'affranchissant de scrupules, s'approprièrent tout ce qu'ils trouvèrent dans les contrées découvertes, quelquefois paisiblement, mais le plus souvent par la violence et par la cruauté. Les habitants de l'Amérique, en quelques endroits nombreux et très avancés en civilisation, n'étaient guères traités par les Espagnols avec plus d'égards que les bêtes sauvages des forêts. Ils furent détruits sans pitié, leurs biens furent saisis sans réserve, et tous les principes de la justice et de l'humanité violés sans remords. L'habileté supérieure des Européens dans les arts, venue de l'usage des lettres qui conserve les découvertes du génie et permet à l'esprit humain d'avancer vers la

perfection, mit nécessairement les malheureux Américains au pouvoir de leurs conquérants. La première découverte de l'Amérique et les usurpations postérieures, furent comme les actes d'individus entreprenants, quoique leurs souverains respectifs eussent pris pour eux la part du lion. Quant aux portions du pays, qui forment de vastes déserts, les lois de dieu et de la nature, pourraient justifier les autres membres de la famille humaine, de prendre pour leur subsistance une part suffisante de l'héritage commun; car la possession de ces contrées par quelques tribus errantes de chasseurs, peut à peine être considérée comme une appropriation du sol. Tel fut à-peu-près notre cas avec presque tout le pays que nous possédons maintenant, nous qui, ayant formé le premier gouvernement indépendant des colonies, avons particulièrement mérité le nom d'Américains. Nos principales conquêtes furent sur les aspérités du climat et de la terre; la cognée et la charrue

furent les armes auxquelles nous les dûmes. Si les naturels ont souffert, il ne faut pas nous en blâmer; le chasseur ne vit point à côté du cultivateur; les animaux sauvages qui fournissent l'aliment au premier, fuient les habitations fixes de l'homme. Comme dans les étages progressifs de la société, il doit y avoir, dans les positions ou voisinage relatif, une séparation entre ces deux états de l'existence humaine. Le chasseur et le cultivateur ne pourraient être voisins; le chasseur s'est donc retiré, et nos établissements ont avancé.

En d'autres endroits du continent, on ne trouva point toujours les habitants occupés de la seule chasse. Quoiqu'ils ignorassent les lettres, ils étaient aussi avancés qu'il est permis aux hommes de l'être sans elles. Ils avaient fait des progrès marqués dans les arts, ils avaient des demeures fixes ou des villes qui le disputaient en population à celles de l'Europe ou de l'Asie; leur culture du sol était à un haut point de perfectionnement, et ils avaient appris, mal-

heureusement pour eux, à donner une valeur factice à des métaux qui, dans l'ancien monde étaient regardés comme la représentation de la richesse, et employés comme moyens de commerce. Telle était la situation du Mexique, du Pérou, et d'une partie du Chili. Ces peuples malheureux furent attaqués par les Espagnols avec une barbare cupidité, et toutes les espèces de violences et d'injustice furent exercées contre eux. C'est, à la vérité, l'ouvrage d'un petit nombre d'hommes effrénés, mais il eut l'approbation du souverain, qui arriva, lorsque tout fut calmé pour avoir une portion plus considérable des dépouilles. Le souverain prit possession de ces pays par *le droit de conquête ;* et lors même que les entreprises et l'industrie de ses propres sujets eurent formé des établissements et bâti des cités, les privilèges de la conquête ne furent jamais abandonnés.

La découverte, la prise de possession et la conquête de l'Amérique furent le résultat d'une entreprise particulière, rien n'est

plus vrai, mais les fruits en ont été recueillis par les différents souverains. Depuis l'instant de la découverte jusqu'aujourd'hui, ceux-ci n'ont eu qu'une chose en vue, de tirer le plus grand avantage possible des colonies, sans songer à leur prospérité. Les colonies ont fourni de vastes sommes pour être répandues au-dehors ou plutôt dissipées dans les guerres et dans les extravagances des cours. Leur amélioration, au-delà de cet objet, était regardée avec indifférence ; la misère et la pénurie des colonies auraient été préférées à leur prospérité, si elles avaient produit plus de tributs. Elles étaient de fait, regardées comme de simples appendices, très-utiles et tres-commodes, mais ne formant point partie de l'état.

La politique suivie par les différents états de l'Europe envers les colonies, prenait la teinte de leurs caractères particuliers, nécessairement influencée par la situation et la nature de la colonie elle-même, mais ayant toujours en vue le seul avantage de

la souveraineté européenne, quelque désagréable ou pénible qu'elle fût pour les colonies. Les Espagnols, par exemple, trouvèrent quelques districts assez abondants en métaux précieux. Là, on contraria, on défendit même toute occupation qui n'était point nécessairement liée au travail des mines. Là, les manufactures, le commerce, l'Agriculture, et même une population considérable furent de peu d'importance ; aussi les districts de mines ont-ils été généralement condamnés à la stérilité, plutôt par la politique du souverain que par la nature, tandis que les habitants ont été les plus pauvres du continent. La nature n'a point de lois qui nous condamnent à manquer des besoins de la vie, parce que nous habitons des contrées fécondes en métaux précieux. S'il nous était permis de profiter de ces avantages, nous prospérerions quand même le sol serait stérile, échangeant notre or pour des choses plus nécessaires. Mais l'intérêt seul des Espagnols étant considéré, ces districts ont été con-

damnés à demeurer pauvres et stériles à-la-fois, ils ont été fermés comme des cavernes où la lumière du jour n'est point aperçue. Ces richesses sont transportées au dehors pour satisfaire l'indolente oisiveté d'une cour, et encourager contre l'intention l'active industrie des nations voisines. Ce monopole vil et oppresseur se montre partout; lorsque les colonies pouvaient se procurer ce qui suffisait à peine pour l'échange de ces commodités, dont la cour permettait la fourniture à ceux de ses sujets, ou même aux sujets des autres nations auxquels elle vendait ce privilège, tout autre progrès était jugé inutile, et conséquemment refusé, de peur qu'on cessât d'avoir besoin de ces articles, la plupart de première nécessité, que la couronne était bien-aise de fournir. Dans quelques endroits, l'agriculture put prendre une certaine extension; mais les manufactures furent partout défendues; l'esprit naturel des entreprises commerciales fut entièrement réprimé, aucun commerce ne

fut permis, sinon avec la *mère patrie* et pour son profit. Telle est la raison pour laquelle des pays qui ont été occupés depuis tant de siècles, sont encore si peu peuplés. On peut conjecturer quel serait aujourd'hui l'état de l'Amérique méridionale, d'après nos progrès depuis que nos chaînes sont tombées. Les chevaux, le bétail et les troupeaux sont augmentés sans nombre dans l'Amérique méridionale; tandis que comparativement, la race des hommes a fait à peine des progrès perceptibles. Mais de petites portions des colonies espagnoles ont été assez heureuses ou assez malheureuses, (d'après la manière de considérer la chose) pour posséder des mines. Les habitants gagnent en général leur vie par la culture du sol et la préparation des articles de commerce; ils sont laboureurs et bergers, mais surtout laboureurs, car là où ils n'ont pas été libres de mettre le prix à leurs productions, mais forcés d'accepter ce que des monopoleurs voulaient leur donner et de payer pour les marchan-

dises d'Europe tout ce que le vendeur voulait exiger, toute l'industrie agricole, au delà de ce qu'il fallait pour subsister, a dû être anéantie. Il n'est point surprenant que des milliers d'Espagnols fussent appelés de l'Europe dans des pays où la nature a répandu ses dons les plus beaux, et il est naturel de supposer que sans quelque désastre la population aurait augmenté rapidement. L'Espagne voyait facilement qu'il n'était point nécessaire d'étendre les encouragements pour l'émigration : elle pouvait donc, sans crainte d'opprimer les colonies, leur imposer des charges qui retardassent leurs progrès en même temps qu'elles ne nuiraient pas à leur avantage présent. Les charges devaient nécessairement augmenter avec les accroissements des colonies. On agissait peut-être par la prévoyance de la force future des colonies et la crainte de leur révolte ; mais il est plus probable que ces mesures venaient de l'avarice insatiable qui poussait à saisir aux colonies tout ce qu'elles pouvaient donner. La jalousie si propre au

caractère espagnol, peut avoir eu quelque part dans ces restrictions, dans cette séparation du reste du monde, qui a converti les colonies espagnoles en une prison gardée avec autant de vigilance que le sérail d'un despote oriental; mais encore une fois, l'égoïste cupidité fut la passion dominante; les étrangers ont été exclus des relations avec les colonies, pour la même raison qu'on leur interdisait toute espèce d'industrie et d'entreprise, quand il y avait moyen pour la couronne, de vendre un privilège, ou de trafiquer elle-même, et de fournir les objets aux prix les plus exorbitants. On nous demandera de quelle utilité seront les colonies sans ces avantages? Je demanderai à mon tour si des hommes doués d'énergie, voudraient se soumettre à devenir colons à ces conditions? L'histoire de toutes les colonies, carthaginoises, phéniciennes, grecques ou romaines, jusqu'à celles des temps modernes, prouve amplement que la résistance à ces impositions a été constante; sa cause peut donc

être rapportée à l'instinct de notre nature, qui nous presse de nous opposer de toutes nos forces à l'autorité d'un pouvoir usurpé, et aux exactions de l'injustice. Aucun raisonnement, sinon ceux qui justifient l'esclavage, ne justifie de traiter les colonies sur un pied différent des autres portions de l'empire. Il n'est pas surprenant que les colonies anglaises importent l'indépendance de tout le continent; c'est-à-dire de tout le monde..... Chez nous la naissance d'une nation fut saluée par le reste des hommes, par une joie enthousiaste, et maintenant nous assistons à la naissance d'empires nouveaux. Dix-huit millions d'hommes combattent maintenant pour être libres; incapables d'agir ensemble, ils concourent tous du moins dans leurs efforts pour secouer le joug de l'Espagne. Nous voyons les habitants de régions, qui durant des siècles ont fourni des moyens d'aiguillon pour l'industrie, non seulement de l'Europe et de l'Amérique, mais encore de l'Asie, au moment de diriger eux-mêmes

leurs hautes destinées, de donner à leurs ressources un entier développement, d'établir des gouvernements, et sans doute sur les meilleurs et les plus sages modèles, de former une chaîne de confédérations, unies par mille liens communs, non de famille, mais d'un commerce sage et utile; enfin, de préparer la voie à la plus glorieuse révolution qu'ait jamais vue la terre.

Les colonies Anglaises commencèrent sous des auspices plus heureux. Plusieurs circonstances importantes avaient nourri l'esprit de liberté. La réformation avait brisé les chaînes de l'esprit humain, et les fréquentes résistances à l'exercice du pouvoir absolu, avaient assez produit la reconnaissance des droits les plus essentiels de l'homme, et dans une forme assez permanente, pour qu'on pût les invoquer. De nombreuses sauve-gardes de liberté avaient été établies. Les colons, emportant avec eux les semences de la liberté les avaient transplantées sur un sol plus propre à les recevoir, et où ils allaient

se développer sans être étouffées par des rois et des nobles. Les colons étaient les plus libres parmi les hommes libres. L'habitude de ramener les droits à un mémorial durable et frappant, avait donné naissance aux chartes diverses sous lesquelles les différentes colonies furent établies. Elles peuvent surmonter les premiers obstacles, inséparables de leur situation, avec peu ou point d'assistance; les nations indiennes qui s'opposèrent à leur formation, furent subjuguées; les terres furent cultivées, et des villes commencèrent à s'élever sur les rivages de l'Atlantique. En peu de temps le commerce des colonies, employa des milliers d'Anglais, et un marché considérable s'ouvrit bientôt aux manufactures anglaises. Là, sans qu'il en coûte presque rien à l'Angleterre, ses entreprises et son industrie trouvèrent de vastes trésors. Les colonies avancèrent rapidement parce qu'elles avaient leur part de cette liberté, en quelque sorte particulière à la grande

Bretagne. Bientôt cependant l'Angleterre méconnut ces avantages ; et les colons eurent lieu de se plaindre de ses dispositions à consulter toujours ses propres intérêts du moment ; ils étaient continuellement insultés par l'insolence des favoris de la cour envoyés pour s'enrichir à leurs dépens ; ces abus, dans des pays où la société n'admettait aucune distinction de rang, où les prétentions de la naissance étaient peu connues, où il n'y avait point de caste appelée par des droits héréditaires à l'administration et au culte public, constituaient les vrais éléments du républicanisme. Heureusement pour les colonies, elles commençaient à sentir leur force avant que la grande Bretagne eût étendu l'exercice d'un pouvoir arbitraire. Après une lutte longue et pénible contre un des plus puissants états de l'ancien monde, deux millions d'hommes libres furent enfin reconnus nation indépendante. Dès lors notre population, notre richesse, notre force, se sont aug-

mentées avec une rapidité sans exemple. Nous sommes devenus dix fois plus importants, même pour la nation qui s'efforçait de nous enchaîner, malgré tous les moyens que sa folie a employés pour exciter notre inimitié; *chaque jour encore nous devenons plus utiles et même nécessaires à tout l'univers.*

Si notre indépendance fut un événement si grand, si universellement mémorable, combien doit être puissante la révolution effectuée par près de la moitié du monde habitable, quand elle pourra sans obstacles déployer ses ressources et accroître sa population! Les nations ne sont pas plus créées pour l'existence solitaire que les hommes; ce sont les rapports continuels et le commerce avec les différents pays qui civilisent l'humanité et ouvrent la carrière aux industrieuses entreprises. Quelle nation serait effacée de la carte sans que toutes les autres en souffrissent? Ces relations ont donné du pain, je dirai plus, elles ont donné la

vie à des milliers d'individus qui n'auraient jamais connu l'existence. Qu'elle est donc intéressante pour toutes les nations la naissance des Etats américains, dont le commerce ajoutera bientôt dans une mesure incalculable au trésor où puise l'industrie du genre humain! Jamais une scène plus magnifique ne se déploya devant l'œil de la philosophie. Les événements passés ont suffisamment prouvé que ce grand ouvrage ne s'accomplirait jamais sous le gouvernement de l'Espagne. Maîtresse de l'un des plus beaux pays de l'Europe, si elle était privée des colonies et forcée de se borner à jouir des avantages de ses relations futures avec elles, comme l'Angleterre avec les Etats-Unis, elle pourrait encore se régénérer et devenir plus puissante et plus respectable qu'elle ne le serait avec tout l'or et tout l'argent de l'Amérique entassés sur sa paresseuse indolence. La découverte de l'Amérique a déjà produit des effets merveilleux, mais si nous comparons ces effets avec ce qui doit encore

arriver, ils ne semblent que la première lueur d'un jour éclatant. Personne ne contemple l'état futur de l'Amérique, sans avoir l'âme remplie des idées les plus magnifiques et des plus sublimes espérances. Mais jusqu'ici la découverte est pour ainsi dire encore inconnue. La séparation des colonies américaines a été regardée par les hommes prévoyants comme un événement inévitable du cours des temps, malgré toutes les précautions pour l'empêcher. Rien de plus naturel que de supposer, que lorsque les vastes étendues de pays de ce côté de l'Atlantique auraient une population proportionnée à leur étendue, elles surpasseraient tellement l'état colonisant qu'il ne serait plus que leur simple satellite. On ne persuaderait point aux colonies de rester dans l'infériorité de la dépendance, lorsque comparativement l'ancien état serait tombé dans la nullité. Supposez tout le reste de l'Europe à trois mille lieues de l'Espagne : resterait-il dans une soumission coloniale vis-

à-vis de cette puissance? La supposition seule d'une telle idée démontre son absurdité. Lorsque Jacques premier unissait la couronne d'Ecosse à celle d'Angleterre, quelques personnes exprimaient la crainte que l'Angleterre ne devînt une province; le contraire arriva naturellement. En politique, comme en astronomie, c'est une loi de la nature, que les petits corps roulent autour des plus considérables. Dès que la colonie surpasse l'ancien état en habitants et n'est pas du reste très inférieure sous le rapport des lumières et de l'intelligence, l'ancien état doit de nécessité prendre la place occupée auparavant par la colonie, ou une séparation est inévitable.

Il y a une autre raison à cette tendance de séparation. La colonie et l'ancien état deviennent avec le temps des nations distinctes; la différence de caractères et d'occupations, née de la différence du climat et de la nature des pays; des changements considérables dans la langue et les ma-

nières de tous deux, dûs au défaut de rapports fréquents, produiront bientôt des distinctions essentielles. Ajoutez à ceci, l'arrogance offensante de l'Européen, qui s'imagine un être supérieur, comme arrivant immédiatement de la source originelle et plus pure de la race, qui regarde avec mépris et insulte les naturels dégénérés, lesquels, à leur tour, s'indignent de l'égoïsme et de l'insolence de l'étranger. L'expérience ne nous manque point à ce sujet. Dans notre pays, avant la guerre de la révolution, les Anglais se croyaient des droits aux hommages de tout Américain, et la déviation naturelle aux manières anglaises était considérée comme une preuve de dégénération. Ceci explique beaucoup les sentiments d'inimitié qui existaient déjà avec l'Angleterre, et qui paraissent peu naturels à des observateurs superficiels. Si la simple circonstance de vivre dans un pays éloigné et d'adopter des habitudes différentes, produit en peu d'années une si grande diversité, l'effet sera plus grand

encore là où il y a différence de race. Dans les Etats-Unis, nous avons un grand nombre de citoyens de différentes nations de l'Europe ; dans l'Amérique méridionale, à la vérité, les colons étaient en grande partie de la métropole ; mais la différence était plus qu'opérée par le nombre d'Indiens civilisés qui composaient en grande proportion la population de plusieurs parties, et qui par la suite se mélangeaient avec les Espagnols d'Europe et leurs descendants et firent un peuple distinct. Les naturels du pays se mélangeaient sans difficulté et partageaient les sentiments de leurs compagnons, tandis que les Espagnols, qui ne pouvaient former une portion considérable du tout, étaient traités en inconnus, en étrangers du moins, jusqu'à ce qu'ils eussent été long-temps établis dans la colonie, qu'ils eussent des familles, et se fussent identifiés et amalgamés à la masse. Plus la colonie devint populeuse, en restant toujours colonie, plus elle s'é-

loignait, sous le rapport des sentiments, de l'ancien état; plus donc les liens à cet état étaient faibles, et plus augmentait la difficulté de maintenir l'obéissance. Lorsque l'habitude, le charme ou la magie de la dépendance furent une fois dissipés, l'ancien état fut regardé sous le même point de vue que toute autre puissance étrangère, et ses efforts pour ramener les colonies à l'obéissance, considérés comme une invasion de la part d'un autre ennemi. Voilà pourquoi les indigènes de l'Amérique du nord et du sud sont devenus *patriotes*, défenseurs de leur sol natif; tandis que l'Espagne remplit le rôle de l'injuste attaquant et s'amuse à croire qu'il s'agit d'appaiser l'insurrection d'une province voisine, dans laquelle il reste des sentiments cachés d'affection, ainsi que dans le cœur d'un fils qui désobéit à son père. L'Espagne n'a point à réduire la Catalogne et l'Arragon révoltés; elle fait la guerre à une nation ou des nations éloignées, avec le plus

grand désavantage possible. Cette entreprise est des plus insensées, car supposons même qu'elle réussît pour le présent, changerait-elle les esprits? Il serait aussi raisonnable de songer à la guerre contre les éléments. Le moment n'est pas éloigné, où *dans la marche de la nature*, *les colonies seront indépendantes*.

Il est évident , que les colonies espagnoles étaient depuis long-temps un peuple très-différent des Espagnols d'Europe et que par une conséquence naturelle, des haines et des jalousies mutuelles s'entretetenaient entr'eux. Les colons ont dû sentir long-temps qu'on les tenait en esclavage. Ils devaient naturellement demander : » Combien de temps l'Espagne veut-elle « nous considérer comme des accessoires « à sa monarchie, comme des esclaves « enchaînés aux roues de son char, pour « ajouter à sa vanité et à sa pompe? Se- « rons nous ses colonies pour toujours? « renoncerons-nous à tout espoir de ré-

« clamer quelques honneurs pour le sol
« chéri de la patrie, de décorer et d'em-
« bellir le berceau de nos ancêtres, nos
« propres demeures, la seule contrée qui
« possède nos affections, le séjour de nos
« parents? Serons-nous arrêtés dans toutes
« nos entreprises par des étrangers, qui
« viennent à nous comme d'un autre globe,
« qui n'ont aucuns liens parmi nous, et
« qui sont indifférents à la prospérité et à
« l'avancement de notre contrée? Reste-
« rons nous honteusement soumis à ces
« maîtres en fait de goût, qui nous dé-
« fendent l'usage de nos biens, et qui
« emportent, nous ne savons où, les fruits
« de notre industrie? » La seule réponse
de l'oppresseur eût été courte et simple.
» J'ai la puissance. « Voilà ce que je nie.
*Le monde se réjouit qu'un peuple qui a
pu se défendre lui-même dix ans, soit
en état de se défendre lui-même à
jamais.*

La politique de l'Espagne tendait néces-
sairement à créer et à augmenter la haine

profondément enracinée. Son gouvernement serait bientôt considéré comme une odieuse usurpation. Le sujet le plus agréable des pensées et des entretiens parmi les colons, serait leur délivrance de ces chaînes politiques. Ils regarderaient le jour qui amènerait cet événement si désiré, avec quelque chose d'une dévotion religieuse. Le triomphe de ces vœux est dans la nature. Il y a dans les monarchies étendues, qui ont l'avantage d'être contiguës ou peu séparées, une tendance continuelle à tomber sous leur propre poids. Nous lisons aux discours de Cicéron contre Verrès, une belle peinture des mille et mille impositions auxquelles les provinces éloignées sont assujéties; les vexations pratiquées par les vice-rois presque sans réponsabilité, par les gouvernements et les agents subalternes, envoyés pour gouverner, n'ont point de termes; rien ne supplée au besoin d'un pouvoir centralisé, d'une source originelle d'autorité au milieu des provinces. Une contrée ainsi éloignée, privée d'un gouvern ement de son choix,

est un monde sans soleil. La distance de la métropole en bannit toute communication de sentiments avec elle, ou n'en permet qu'une faible. Aucun empire avec un territoire étendu, et surtout divisé par l'Océan, ne peut donc être de longue durée, à moins qu'il ne se partage en états séparés, ayant chacun son centre de pouvoir, auquel se rattachent la sympathie, les passions et les intérêts des peuples. De plus, outre l'éloignement de la métropole, qui ne permettait pas aux Américains une communauté de sentiments avec l'Europe, et autorisait les gouverneurs et les employés importés à pratiquer impunément leurs abus, l'Océan établissait encore une séparation de mille lieues. En plaçant l'Amérique à une telle distance de l'Europe, la nature semble avoir défendu qu'elle soit dépendance, plantation ou accessoire des petits Etats européens. Le Roi de Brésil s'est conduit sagement quand il a transporté sa cour et son gouvernement dans ses possessions d'Amérique, et a converti en province l'ancien

siège de son empire; ses possessions d'Amérique étaient trop considérables pour demeurer une colonie distincte; et quoique la forme de son gouvernement ne soit pas celle que nous préférions voir dominer en Amérique, néanmoins le parti qu'il a pris vaut encore mieux que de les avoir retenues dans l'état de colonies. Mais il faut qu'il se hâte d'identifier ses intérêts avec ceux de l'Amérique, il faut qu'il cesse d'être Européen, qu'il sorte du dédale de la politique d'Europe, ou il rendra sa position difficile. Je serais bien aise de voir encore élargir la brèche entre lui et l'Espagne, et en même temps rejetter rigoureusement l'intervention des alliés dans les affaires de l'Amérique. La famille royale d'Espagne eût agi prudemment dans ses propres intérêts, si elle fût venue à Mexico.

L'Espagne s'est bien aperçue de cette disposition ou de cette tendance de la part des colonies à se séparer et à se donner un gouvernement. Elle savait que l'état colonial était forcé et trop contre nature pour

subsister long-temps. Elle avait eu partout de fréquents indices des dispositions qu'il lui était impossible de méconnaître. Les peuples se mûrissaient graduellement pour une rupture, malgré toutes les précautions qu'elle prit pour retarder une chose si redoutée. Un événement auquel elle coopéra (sans doute par le désir de s'affranchir de ses ambitieux voisins, les Anglais) servit, toutefois contre son attente, à hâter la maturité. Ce fut l'heureuse émancipation des États-Unis. Pour éviter un mal, elle en encouragea un autre plus pernicieux encore. Ses colonies ne virent point sans agitation, dans les colonies voisines, la pleine jouissance des biens d'un gouvernement de leur choix et d'une libre constitution. Les prisonniers sont tourmentés du désir de s'échapper, autant à cause de l'amour naturel de la liberté que par la vue d'autres qui en jouissent. Les précautions de l'Espagne redoublèrent donc; et d'un autre côté la désaffection s'accrut dans le même rapport. Toutes les peines prises pour empêcher l'introduc-

tion des principes libéraux dans les colonies furent inutiles. On prohibe l'importation des marchandises, mais les pensées pénètrent de même que les rayons de la lumiére, et il est aussi inutile d'empêcher l'essor des connaissances que d'empêcher le soleil de briller. Les vrais principes de la liberté se sont enfin répandus, ils ne rentreront plus dans la tombe du secret. L'art de l'imprimerie produira avec le temps la liberté de la presse, et là ou règne cette liberté, le despotisme tombe abattu. Ces principes ont rempli l'Europe, et quoique réprimés ils poursuivent leur route en silence. Ils l'ont prise enfin vers les climats plus rapprochés de l'Amérique du sud; et là nous avons vu ces principes invariablement unis à l'établissement de l'indépendance. *Autrefois une révolution indiquait un peu plus qu'un changement de maître; elle signifie aujourd'hui l'établissement d'un gouvernement libre*. La prospérité sans exemple des Etats-Unis, comme des colons, fournissait un actif aliment au feu

qui avait été allumé.—Leur triomphe sur tous leurs ennemis et leur victoire sur tous les obstacles rendront enfin ce feu éternel. Les entreprises hardies et l'intelligence de nos concitoyens, qui allaient constamment aux colonies espagnoles, en dépit de tous les gardes qu'établissait la plus vigilante jalousie, contribuèrent beaucoup à ouvrir les yeux. Vingt-cinq ans avant les révolutions de l'Amérique méridionale, il y avait un état lent, mais progressif, de préparation pour cette conjoncture favorable. C'est donc une erreur de croire la rupture des colonies une révolte produite par un événement imprévu et accidentel, un orage subit et passager facile à dissiper; c'était véritablement la consommation naturelle de ce qui avait été long-temps préparé par dégrés ; hâté, mais non occasionné par des circonstances accidentelles.

Il n'y a rien de plus capable de détruire l'affection que nous voudrions inspirer aux Américains du Sud, dans leur lutte actuelle, que l'idée dominante qu'ils sont tout-

à-fait hors d'état de se gouverner eux-mêmes ; jugement que nous portons sans distinction, surtout, quoique l'état moral des différentes colonies ne se ressemble pas. C'est un moyen dont leurs ennemis se sont servis, malheureusement avec succès. On les représente indistinctement, dans un état d'extrême ignorance et d'abaissement, (état qui, pour le dire en passant, couvrirait les Espagnols de honte,) dépourvus d'instruction et de morale ; paresseux, inconstants, hébétés, et à-la-fois violents, jaloux et cruels ; composés de mélanges hétérogènes, disposés à se diviser en factions, et si on les laissait à eux-mêmes, à s'exterminer les uns les autres, comme les soldats de Cadmus. Enfin aucune peine n'a été épargnée pour les représenter sous les plus odieuses et les plus repoussantes couleurs, et il est parmi nous des hommes qui accordent qu'ils sont les êtres les plus méprisables de la race humaine.

Cherchons un moment qui leur attribue ce caractère? Ce sont ou les ennemis les plus

acharnés, ou ceux qui ne les connaissent pas ou qui à cause des circonstances les ont vus sous l'aspect le plus défavorable. Des personnes qui n'ont jamais vu un seul Américain du Sud, ont l'habitude de les condamner tous en masse, comme stupides, dépravés et grossiers. Malgré cela, si nous consultons les voyageurs éclairés qui ont visité ces pays, nous les verrons tous rendre hommage à leur intelligence naturelle et au grand nombre d'hommes instruits et bien élevés qu'on y rencontre. Mais est-ce à nous à répéter ces calomnies? Rappelons-nous le caractère qu'on nous attribuait il n'y a pas longtemps par toute l'Europe, et nous balancerons à condamner un peuple que nous n'avons pas eu l'occasion d'apprécier avec justesse. Jusqu'à la révolution d'Amérique, la mode répétait une opinion très-agréable à la vanité européenne, que l'homme dégénérait dans le nouveau monde, et s'il n'était sans cesse renouvelé par l'intelligence européenne, qu'il courrait le danger de perdre la faculté de la raison.

Depuis quand cette calomnie a-t-elle été réfutée ? ne voilà t-il pas les mêmes hommes qui l'affirment? Cependant l'homme éclairé qui savait que la vraie dignité du caractère humain ne dépend point du climat ou du sol, mais de la liberté et de l'indépendance du gouvernement, aussi nécessaires que le soleil et l'air le sont aux plantes, prédisait ce que nous deviendrions, abandonnés à nous-mêmes. « Pourquoi, demandait un éloquent orateur, « l'esclave regarde-t-il tranquillement la « colline où Léonidas expira ? La nature « de l'homme n'a point changé, mais « Sparte a perdu le gouvernement auquel « la liberté ne pouvait survivre. »

L'homme est partout un être noble et sublime, et si le poids qui le courbe vers la terre disparaît, si les liens esclaves dans lesquels il est enchaîné se brisent, il s'élèvera facilement à la hauteur naturelle de son caractère. Nos ennemis d'Europe ont encore l'habitude, malgré les preuves données dans la paix et dans la guerre, de nous

représenter dégénérés, au moins incapables de rien de grand. Nous savons que ces opinions sont la calomnie de l'envie et de la malveillance, répétées par l'ignorance et le préjugé; ne pouvons-nous donc *par charité* supposer que toutes nos notions sur les Américains méridionaux sont fausses ?

L'assertion constante de nos ennemis, durant notre lutte mémorable pour l'indépendance, était notre incapacité supposée de nous gouverner nous-mêmes. Ils nous représentaient comme un peuple généralement sans culture; notre distance de la métropole, de ce soleil des lumières, nous empêchait de rien savoir, et par conséquent de faire aucun bon usage de l'indépendance, quand même il nous serait possible de l'acquérir; ils nous disaient remuants et factieux, et nous précipitaient dans un état d'horrible anarchie, ou nous rendaient, par nos divisions intestines, la proie de l'ambition de chefs militaires. Rien de tout cela n'est arrivé, et ne devait sans doute arriver. Il est dé-

plorable de voir le penchant de l'esprit humain à former des opinions sans date et sans expérience, ou à former des théories générales d'un petit nombre de faits isolés. C'est une source de mille injustices en politique, en science, en morale et en philosophie. Le bigotisme d'opinion oppose la plus forte barrière aux progrès de l'esprit humain. L'ignorant et le présomptueux, croiront toujours *que ce qu'ils ignorent, n'existe point.* Un étranger me demandait un jour pourquoi on ne publiait dans ce pays aucun ouvrage original? Par cette simple raison, répliquai-je, que vous ne les avez point lus. Nous prononçons sur le caractère des Américains du sud; nous les déclarons privés de ces qualités que nous estimons le plus, non que nous les connaissions, mais parce que nous ne les connaissons pas. C'est ainsi que le vain et méprisant desposte d'Afrique ou d'Asie prononce que l'Européen est d'une race inférieure, dans un état d'ignorance et de barbarie.

Le caractère que nous attribuons à nos frères du Sud, ferait tort aux moins civilisés de nos Indiens. Que les connaissances soient aussi générales parmi eux que chez nous, c'est, je pense, ce que personne ne prétendra; cependant n'avons nous point fait de progrès depuis la révolution d'Amérique? Une telle question se passe de réponse. Trois générations d'hommes libres ont paru depuis cette époque, et chacune a apporté des améliorations. Je demanderai parmi quels hommes a commencé notre résistance à la grande Bretagne; par qui elle a été amenée et dirigée? Sans doute par la partie intelligente de la communauté, qui a mis en mouvement la masse grossière, en s'adressant aux passions qui appartiènent à la nature et non pas à l'éducation seule, et en inculquant des idées qui ne s'étaient point offertes d'elles-mêmes à ceux qui n'ont point l'habitude de lire et de penser. Comparez l'état de connaissances générales et d'esprit public de ce temps avec le pré-

sent, et vous trouverez que la balance est autant en faveur de nos jours, qu'elle l'est en faveur de l'état actuel de notre population, de notre force et de notre amélioration politique. Mais nous avions alors beaucoup d'hommes bien instruits, surtout dans les différentes professions; une classe nombreuse possédait assez de fortune, et avait assez de loisir et le moyen d'acquérir assez de connaissances pour comprendre leurs droits, et y attacher une juste valeur et apprécier l'avantage d'une séparation avec la grande Bretagne. A-t-on jamais soutenu qu'on ne trouverait aucun de ces éléments dans l'Amérique méridionale? je suis loin de prétendre que la grande masse de sa population soit aussi bien disposée que l'était la nôtre; mais que l'on se souvienne que nous établîmes à-la-fois non seulement un gouvernement libre, mais le plus libre des gouvernements qui eussent jamais existé. De ce que les Américains du sud ne peuvent établir un gouvernement à beaucoup d'é-

gards aussi libre que le nôtre, il ne s'ensuit pas qu'ils soient incapables de tout, excepté d'un despotisme absolu. Il ne serait point difficile de prouver qu'il y a de forts traits de ressemblance entre le peuple du midi et le nôtre, et qui leur permettent également d'aspirer à un gouvernement libre. Les moyens d'acquérir de la fortune, par exemple, suffirent pour élever dans chaque village ou district, des familles qui devinrent assez à leur aise pour acquérir de l'instruction et se maintenir dans un caractère respectable; là, comme chez nous, des hommes avaient des états; ils étaient nécessairement éclairés, et attachés au sol par les liens de la naissance et les unions de familles, et ne pouvaient cependant aspirer aux charges publiques et aux honneurs. Les prêtres du pays étaient, presque sans nulle exception, exclus des dignités de l'église, communément conférées à des étrangers. Les prêtres séculiers, bien loin d'être contraires à la cause de l'indépendance, ont été ses plus

actifs soutiens, et bien plus même, les avocats *des principes les plus libéraux*. Le fait est que ces prêtres, qui sont les fils des familles les plus respectables, sont chefs d'armées, officiers de partisans, et s'occupent activement de répandre les connaissances politiques parmi le peuple. Ces hommes ont en effet long-temps médité l'émancipation de leur pays, et plusieurs, selon toute apparence, ont pris leur robe pour mieux cacher leurs études. J'ai su d'un grand nombre de personnes, que long-temps avant la lutte actuelle de l'Amérique méridionale, elles avaient été surprises des sentiments libéraux du clergé et de l'avidité extraordinaire avec laquelle il saisissait tout ce qui venait de notre pays.

Quelques peines incroyables que prît le gouvernement espagnol pour repousser toute lumière des colonies, et toute connaissance libérale; quoiqu'il proscrivît tous les livres qui eussent découvert aux Américains du Sud, *l'important secret qu'ils*

étaient hommes, il était absolument impossible de bannir toute espèce d'enseignement ; quelques branches étaient même encouragées pour détourner l'attention d'études plus dangereuses ; il y avait des colléges et des séminaires pour l'éducation dans les principales villes et cités, et aussi des écoles pour les premiers élements ; les enfants de quelques personnes des plus fortunées étaient, de même que chez nous, envoyés au dehors. Considérée philosophiquement, c'est une entreprise bien vaine que de vouloir forcer les pensées dans un canal particulier, comme un torrent d'eau. La lecture d'un livre ne peut guères produire plus d'effet que de mettre l'esprit en mouvement ; quand nous commençons à penser, quel autre que la divinité serait capable de mettre des liens à nos pensées? La simple lecture d'un édit qui défend de lire un livre, donne souvent lieu à une suite de pensées plus dangereuses que le livre lui-même.

Dans l'Amérique du Sud, comme dans

celle du Nord, il était facile de gagner sa subsistance, et à cause de la faiblesse de la population, les hommes étaient plus précieux que dans les contrées populeuses et misérables de l'Europe. Il y avait peu ou point de noblesse héréditaire pour les humilier et les habituer à sentir leur infériorité; la noblesse telle qu'elle était dans le pays (issue des vieilles souches espagnoles dégénérées), était regardée comme une plante exotique, mal accommodée au sol et au climat. En général, chacun était l'artisan de sa propre fortune. La seule distinction réelle de rang naissait de la supériorité de richesses, de talents ou de fonctions; la noblesse exotique, qui aspirait à quelque chose de plus, n'était pas mieux regardée que des étrangers, souvent méprisables en eux-mêmes et méprisés en secret par toutes les classes d'indigènes. Je ne crois pas risquer beaucoup en assurant que nos frères du Sud, pris ensemble, étaient plus faits pour la liberté (la Suisse exceptée) qu'aucune partie de l'Europe. Les bergers

d'Amérique sont une race d'hommes hardie, robuste et courageuse, et par la nature même de ses occupations, sérieuse et réfléchie, tandis que les Espagnols d'Europe tombaient dans l'indolence, et perdaient l'esprit mâle d'indépendance qui les mettait autrefois au dessus de tous leurs voisins, et qui brillerait encore aujourd'hui sous un autre gouvernement. Le même esprit était cultivé et se fortifiait dans les colonies; et il ne faut plus aujourd'hui que le diriger vers un noble dessein. Les agriculteurs étaient plus libres et gagnaient une subsistance plus facile que leurs frères d'Europe; il n'était pas au pouvoir de l'Espagne de l'empêcher. Les marchands et les artistes des villes, par la plus grande facilité de vivre, avaient de même plus de temps pour la réflexion que les personnnes de la même classe dans les contrées populeuses. La nature des choses voulait qu'il y eût une égalité plus générale parmi les indigènes dans les colonies espagnoles que dans les pays européens. Des personnes possédaient,

à la vérité, des biens considérables, mais elles les avaient acquis elles-mêmes, ou elles les tenaient de leurs ancêtres immédiats. J'ai su qu'un des plus riches individus de la Nouvelle Espagne était, il y a peu d'années, un conducteur de mules. Nous tomberions dans les plus grandes erreurs, si nous établissions notre opinion de l'état moral essentiel de la colonie par l'état européen dont il a été formé. Il y a des traits particuliers, qu'on retrouve dans chaque colonie, de quelque nation qu'elle soit ; et l'on aura des idées plus précises de leur caractère, par un examen attentif du nôtre, plutôt qu'en prenant pour guide, l'ancien état, la simple théorie, ou les calomnies des ennemis.

Ce que nous avons vu dans ce pays, il y a quelques années, de l'Amérique méridionale, ne justifie assurément pas l'opinion que plusieurs d'entre nous ont du caractère et de la capacité de ce peuple. Les contrées qui produisent des Clémente, des Gaul, ne sont point tombées dans une

ignorance grossière, ou incapables de se donner une forme de gouvernement sage. Nous avons entendu que ces hommes respirent des sentiments d'une fière indépendance et d'un patriotisme exalté, que nous croyons être le partage exclusif de la Grèce ou de Rome. J'étais honteux en entendant ces mêmes hommes se plaindre de ce que nous regardions tous leurs compatriotes comme dégradés au dessous du reste de leur espèce; de ce que nous ne connaissions pas même leur géographie, et de ce que plusieurs d'entre nous traitaient leur cause avec une indifférence insultante. Je rougis de la vanité et de l'amour-propre de mes compatriotes, qui refusent d'accorder les attributs communs de l'humanité à ces hommes généreux qui ont offert leurs vies et leurs fortunes pour donner la liberté au sol chéri de la patrie.

Heureusement pour eux, tous les efforts de leurs ennemis ne suffiront pas pour arrêter les progrès de l'esprit humain en Amérique. L'Espagne a adopté un système

calculé pour retarder la prospérité générale de ses colonies; elle a satisfait sa cupidité par les plus blâmables exactions; et cependant la vaste étendue du nouveau monde et la facilité des moyens de subsistance, rendaient impossible à un grand dégré la tyrannie d'une nature simplement personnelle. L'Américain a toujours été un homme libre, malgré les mesures tyranniques pour retarder la prospérité générale; l'individu était libre, par la nature même du pays qu'il occupait. N'imitons point l'égoïsme des Anglais qui se prétendent le seul peuple de l'Univers capable de jouir d'une liberté forte et raisonnable. Croyons au contraire, qu'on jouit de la liberté sous plus d'une forme; la Suisse était libre; les républiques d'Italie étaient libres; la Hollande était libre, quoique chacune sous une forme différente. L'Amérique du sud aussi sera libre, et il y a des raisons de le croire, sera aussi libre que nous-mêmes. Nous avons un motif puissant pour prononcer avec prudence sur le caractère de nos frères du

sud. L'humanité est-elle sans droits auprès de nous? Il serait beau d'accorder aux patriotes au moins une occasion de prouver s'ils méritent ou non le glorieux privilège de l'indépendance. Quel tort peut-il résulter pour le monde de l'expérience? Certes aucun état où on les place ne sera plus nuisible aux intérêts de l'humanité, à la cause de la nature, qu'un retour sous la triste domination de l'Espagne, décidée plutôt que d'abandonner le sceptre, à régner sur les ruines des villes et sur des plaines désertes.

Le caractère de l'ancienne Espagne même, quoiqu'aujourd'hui tombé si bas, était autrefois, je l'ai déjà dit, d'une espèce toute différente. Nous aurions tort de supposer les Espagnols insensibles aux charmes de la liberté, ou ne connaissant pas les principes d'un gouvernement libre. L'histoire d'Espagne est pleine des plus nobles traits de patriotisme, depuis le temps de Viriate jusqu'à celui de Palafox. On voit en même temps des preuves de la résolution du peuple,

quand il s'oppose aux mesures tyranniques de princes despotes. La conduite des Cortès et des Juntes provinciales prouve s'ils sont incapables de se gouverner avec les formes les plus populaires. La défense du pays, dans les tems les plus difficiles, fut conduite par ces assemblées, d'une manière très-active. *La liberté n'est point même encore éteinte parmi les peuples d'Espagne.* La constitution ou forme de gouvernement, adoptée par eux, renfermait les plus beaux traits de celles d'Angleterre et des Etats-Unis, tandisque dans le même temps les colonies respiraient des sentiments encore plus libres. Les amis de l'humanité entretenaient l'espérance que l'Espagne, sous une monarchie tempérée, reprendrait son ancien rang dans l'Europe. Les Juntes et les Cabildos ont toujours existé dans la Monarchie espagnole; ce sont des assemblées populaires qui mettent entre les mains des sujets une portion assez considérable du gouvernement, et qui, semblables au jugement par Jurés, en Angleterre, ont accoutumé le peuple à

se croire quelque chose de plus que des chiffres dans l'état. La nécessité rendait l'usage de ces assemblées ou conseils populaires plus commun dans les colonies que dans l'Espagne, circonstance qui jointe au plus grand dégré de liberté et d'indépendance personnelle des colonies, à cause de l'éloignement, doit avoir fait le peuple d'une caste toute différente des esclaves d'un despotisme absolu. *Il n'est pas si difficile d'être libre qu'on voudrait nous le persuader; la liberté est la condition naturelle de l'homme; il lutte sans cesse pour retourner à l'état auquel la nature l'a destiné.*— D'un autre côté, l'esclavage est une condition forcée et factice qu'on ne maintient qu'en chargeant de chaînes le corps et l'esprit. Quoi donc dans la nature empêchera les patriotes, après s'être délivrés du despotisme étranger, d'établir avec le temps des gouvernement doux et salutaires? Ils ne manquent point de connaissances sur les vrais principes de tels gouvernements; le temps où ils vivent est suffisamment éclairé à ce sujet;

on trouve à la fois le précepte et l'exemple; ils n'ont qu'à choisir ce qui leur convient. Leurs relations avec les Anglais et avec nous les aideront à se former des opinions correctes sur les matières politiques. Ils peuvent, comme nous, adopter les principes libres du gouvernement anglais, sans l'échaffaudage qui cache et déforme l'édifice; ils n'établiront sans doute point de monarchie; faute de sang royal d'origine; leurs familles comme chez nous, ne font guères remonter leurs ancêtres au-delà du déluge universel.

Il n'est pas toujours sûr de raisonner sur ce qui sera, d'après ce qui a été. Si quelques parties de l'ancien monde n'ont point réussi à établir un gouvernement libre, cela vient de mille causes, qui ne peuvent exister dans le nouveau monde; et dans cette partie, au contraire, il y a mille causes favorables à un gouvernement libre et qu'on ne trouve pas ailleurs. Un savant écrivain anglais assurait que nous ne pouvions établir de gouvernement durable, parce que nous n'avions

ni Lords, ni famille Royale; que nous tomberions inévitablement dans un état d'anarchie; car sans gouvernement, disait-il, l'homme ne peut pas plus vivre que le poisson sans eau. » Admettant comme « un fait, répondit notre vénérable Fran- « klin, que nous soyons hors d'état d'é- « tablir aucun gouvernement, la consé- « quence n'est pas en Amérique ce qu'elle « serait en Angleterre; les Indiens n'ont « point de gouvernement, dans le sens « propre de ce mot; plusieurs de nos éta- « blissements éloignés, n'ont point d'autre « gouvernement que celui auquel la ma- « jorité se soumet par un consentement « tacite; les colons, en général, dans les « rapports intérieurs, vivent sous des « règles qui n'ont pas le poids d'une plume « comparés à celles de l'Angleterre? » En effet, c'est un sujet d'étonnement pour les Européens, à leur arrivée dans ce pays, de le trouver entièrement privé de gouvernement; car de ce qu'ils ne le voient, ni ne le sentent, ils présument qu'il n'existe

point; et cependant, je le demanderai, ne se trouvent-ils pas également protégés? Un tel état de choses provient de circonstances particulières aux colonies d'Amérique et communes à toutes; circonstances qui ont agi plus puissamment que notre grande sagesse, ou la magie des principes tirés d'abord de l'Angleterre et purifiés en Amérique.

Certains faits parlent hautement en faveur des intentions de l'Amérique méridionale. Dans toutes les colonies où l'étendard de l'indépendance s'est levé, on a fait un appel formel au monde civilisé, pour expliquer les causes de la révolution. Ces déclarations publiques sont exprimées en des termes semblables à notre acte sur le même sujet, et évidemment dictés par le même esprit. Leurs proclamations, leurs écrits politiques, pourraient être avoués sans crainte par nous dans ce pays. Ils ne peuvent manquer d'avoir élevé l'esprit des jeunes gens et des hommes ardents; et la génération naissante les chérira toute la vie. J'ai entendu rapporter à un de mes compatriotes,

les réponses aux questions qu'il faisait souvent aux jeunes enfants des classes les plus communes, » Qui êtes vous? — Un patriote.
« — Pourquoi êtes vous patriote? — Parce
« que je défendrai mon pays contre l'enva-
« hissement, parceque je ne veux point que
« mon pays soit gouverné par des étrangers,
« et parce que je désire que mon pays soit
» libre. » L'établissement des journaux a immédiatement suivi l'expulsion des autorités espagnoles ; les dissertations politiques éclairées et libérales, dont ces papiers sont remplis, réfutent assez les calomnies de leurs ennemis. De justes notions sur les sujets politiques sont, il est vrai, bornées à un plus petit nombre que celles répandues parmi nous au commencement de notre lutte politique ; mais le désir de s'affranchir d'un pouvoir étranger s'est tout-à-fait emparé de la grande masse du peuple. Nos constitutions sont traduites et répandues partout, ainsi que les meilleurs écrits de notre révolution. Deux jeunes jurisconsultes furent exclusivement employés à ce

sujet, par le gouvernement de Venezuela et envoyés à Philadelphie, où ils firent plusieurs traductions. Il serait certes très étrange que dans cette lutte prolongée, dans une lutte propre à réveiller toutes les facultés et toute l'énergie de l'homme, il n'eût été fait aucun progrès dans la science politique. Je rapporterai un autre fait, qui ajoute aux présomptions en faveur des patriotes, et qui ne peut manquer d'être agréable à tout cœur américain. C'est l'affection spontanée et l'estime constante, manifestée en toute occasion pour les citoyens et le gouvernement de nos états. Les Américains sont salués comme frères; on les admire, on les reçoit avec une confiance sans bornes; le succès et la prospérité des Etats-Unis sont leur entretien continuel; et c'est le motif qui soutient leur résolution dans leurs moments les plus tristes et les plus décourageants. Qu'il serait facile d'assurer pour toujours l'amitié d'un peuple si bien disposé! Qu'il est en notre pouvoir de former le carac-

tère de nations destinées à jouer un rôle si important dans les affaires du monde ! Des améliorations considérables dans le gouvernement de l'Europe, ne peuvent être attendues maintenant et ne s'effectueront que par de lents progrès ; s'il ne serait pas même d'une sage politique de nous en occuper, il est inexcusable de rester indifférents à la nature du gouvernement de nos voisins d'Amérique. La valeur d'une maison dépend beaucoup du sol voisin ; notre situation deviendra meilleure ou pire, d'après le caractère de ceux qui nous touchent ; et heureusement nous ne pouvons être entourés. Les patriotes savent bien que les particuliers américains forment des vœux les plus ardents pour leurs succès, mais ils se plaignent de la froideur de notre gouvernement, qui semble rougir de les reconnaître ; ils ne savent pour quelle raison dans une république, le gouvernement serait indifférent et le peuple animé de l'intérêt le plus actif.

En comparant les efforts de ces peuples

pour secouer le joug espagnol avec nos propres efforts, et avec ceux des autres nations, nous verrons que sous ce point de vue il n'y a pas raison de les mépriser. Combien, par exemple, a lutté l'Espagne pour se délivrer des Maures! combien les Suisses ont combattu dans leurs montagnes presque inacessibles, avant de conquérir le glorieux privilège d'avoir un gouvernement de leur choix! La Hollande a combattu quarante ans contre l'Espagne, à travers mille vicissitudes; pour se concilier les différentes Cours de l'Europe, elle offrait à plusieurs reprises de recevoir un Roi de l'une d'elles; mais aucune ne fut assez dupé pour croire à sa sincérité. Il y a dans l'histoire de notre résistance, beaucoup de choses dont nous avons raison de ne pas nous enorgueillir. Nous rencontrions une foule de difficultés parmi nous; notre population de deux millions et demi fournissait avec la plus grande peine de petites armées qui manquaient toujours de renforts. Si nous avions été unis, si les plus forts eussent combattu,

si le riche eût apporté ses trésors, si tous eussent persévéré avec constance et fermeté dans leurs rôles, la querelle eût été bientôt terminée, mais elle se prolongea pendant sept ans et eut encore besoin de l'aide d'une nation puissante. Nous devrions accorder quelque chose à l'Amérique méridionale. Les incidents de notre guerre ne nous autorisent point à parler avec mépris des efforts d'un peuple combattant contre mille désavantages, qui n'appartenaient point nécessairement à notre situation. La lutte dans l'Amérique méridionale a déjà duré sept ans, avec des succès variés; mais son progrès général a été retardé, comme autrefois le nôtre, par l'espoir d'une réconciliation. Avant la constitution qui mit les Colonies sur le même pied que l'Espagne, les patriotes étaient victorieux sur tous les points; elle les abusa d'une sécurité dangereuse, jusqu'au moment où ils virent; au lieu de reconnaître l'instrument qui avait donné les moyens de rétablir Ferdinand sur le trône, ce monarque répandit tout-

à-coup toutes ses troupes disponibles sur les différents points du continent et employa tous ses efforts à les réduire à une soumission absolue. Il n'est point surprenant que les patriotes aient éprouvé des revers ; il n'est point surprenant qu'au milieu des scènes d'horrible carnage, ils n'aient pas eu le temps d'établir partout des gouvernements réguliers. Mais nous les voyons reprendre l'avantage, même là où les Espagnols semblaient d'abord tout pousser devant eux. Malgré les inventions des ennemis des patriotes, des faits incontestables nous prouvent qu'ils sont dans un plein cours de succès. Dans les vastes provinces de Grenade, de Venezuela et de la Guyane, les royalistes ne tiennent plus que faiblement la côte et les villes, tandis que tout l'intérieur, affranchi de la dépendance, envoie continuellement des partis d'hommes armés, qui semblables à notre milice, ne peuvent rester long-temps en corps, ou opposer une force régulière disciplinée, mais qui détruiront l'ennemi en

détail. L'issue dans cette portion de l'Amérique méridionale est à peine douteuse; une contrée plus étendue que les treize anciens États, habitée par deux millions de citoyens répandus sur sa vaste surface, ne sera point subjuguée par quelques milliers de troupes étrangères. Aussi ces troupes périssent-elles sur la côte de la mer, sans oser pénétrer dans l'intérieur, tandis que les Espagnols voudraient nous persuader que toute la contrée est soumise, parcequ'ils possèdent quelques villes maritimes. Si le territoire circonscrit de la Hollande ou de la Suisse a pu résister avec succès, pourquoi des pays vingt fois plus considérables ne résisteraient-ils pas à des agresseurs contraints de traverser un Océan de trois mille lieues? La conquête de ces régions est un projet de folie; l'Espagne est libre d'envoyer des armées de bourreaux les unes après les autres pour être détruites; tandis que les Colons acquièrent chaque jour plus de forces et de résolution, et un redoublement de haine contre leurs

ennemis. Est-il possible qu'après les horribles barbaries commises par les Espagnols, les colonies deviennent jamais sujettes ? Il n'est aucune partie de ces contrées, qui n'atteste la cruauté furieuse des aggresseurs ; ces témoignages resteront à jamais présents à la mémoire. — En un mot *rien que l'extermination totale du peuple* ne remettra ces contrées sous la paisible possession de l'Espagne ; les Provinces-Unies de la Plata, ainsi que le Chili et le Pérou, sont déjà perdus à jamais pour l'Espagne. Depuis sept ans les premières n'ont point été attaquées, elles ont commercé librement avec toutes les nations, et commencent à sentir déjà les avantages de l'indépendance. Bien loin de redouter le pouvoir de l'Espagne, Buenos-Ayres a envoyé des secours suffisants pour assister ses frères et voisins du Chili et terminer la durée du pouvoir espagnol dans ces Colonies. Le Pérou suivra bientôt le sort du Chili ; la jouissance de l'Espagne une fois anéantie de ce côté, n'y renaîtra

jamais ; elle peut seulement envoyer des troupes autour du Cap Horne (entreprise au-de-là de ses moyens), ou à travers la province de la Plata. Cinq millions d'âmes sont donc libres ; elles peuvent maintenant goûter ce bien si désiré par toutes les nations, comme par les individus, de diriger elles-mêmes leur marche, de poursuivre leur bonheur dans le chemin qu'elles ont frayé ! Puisse le ciel les guider dans son meilleur usage ! c'est ma plus ardente prière.

La situation de Mexico, qui nous intéresse peut-être plus qu'aucune autre partie de la terre, serait difficile à assigner d'une manière précise. La nature de sa côte, son manque de port, sa situation séparée, permettent aux Royalistes de nous dérober tout renseignement exact sur l'intérieur. Mille petits artifices sont fabriqués pour en imposer au monde à cet égard, et sur tout ce qui intéresse les colonies. Les Espagnols vont sans cesse semant des bruits ridicules de l'entière soumission du pays, de grandes armées qui arrivent, et des me-

sures prises par les alliés européens. L'Espagne a-t-elle pourtant réussi à persuader aux colonies, contrairement aux désirs du cœur humain, contrairement aux plus simples lumières de la raison, qu'il vaudrait mieux pour elles demeurer ses esclaves, que de suivre leurs penchants et devenir puissantes et heureuses? Les a-t-elle convaincues que l'esclavage vaut mieux que la liberté, que la pauvreté est préférable à l'abondance, qu'il est meilleur d'être conduit par la volonté d'un autre que d'obéir à ses inclinations; qu'être dépouillé est meilleur que d'être assuré dans ses possessions; que d'être enfermés comme des coupables et privés de toute communication avec d'autres hommes, est la plus agréable condition de la société? Si elle y a réussi, nous pouvons croire que son autorité est rétablie.

Ces lâches mensonges forment évidemment partie du système auquel l'Espagne est forcée, et n'obtiennent plus de confiance. Nous ne savons rien ou presque rien

de Mexico, qui ne sorte d'une source espagnole, et ne mérite par conséquent pas d'être cru, excepté pour les revers. Selon leur propre rapport, toute résistance au Mexique aurait cessé depuis un an ; et pourtant nous voyons qu'ils remportent encore les plus brillantes victoires. Il est donc probable que le combat n'est pas terminé, des torrents de sang ont déja coulé dans la guerre de la Nouvelle Espagne, ses habitants ont eu d'abord à vaincre des difficultés particulières, les seules armes qu'ils pouvaient se procurer étaient arrachées des mains de leurs oppresseurs; ils sont encore aujourd'hui mal armés et sans discipline ; quoique chaque jour les rende plus formidables.

Si les patriotes de l'Amérique méridionale réussissent enfin à contraindre les agresseurs espagnols de cesser leurs efforts, de les laisser respirer en paix, quel sera le résultat probable? Leurs ennemis diront nécessairement qu'ils vont tomber dans les dissensions, dans les guerres civiles, et finir

par se détruire les uns les autres. La même prédiction amicale était sans cesse répétée sur les Etats-Unis, et puisqu'elle s'est trouvée fausse ici, pourquoi ne le serait-elle pas encore pour l'Amérique méridionale? On disait, entr'autres choses ridicules, que la différence de coutumes dans le Nord et le Midi de ce pays, produirait des guerres: « Quoi, s'écriait un de nos écrivains! pen« sez-vous que les habitants de la Nouvelle « Angleterre et de la Virginie se battront, « parce que les uns vendent de la morue, « et les autres du tabac? » Quelles causes de différences existent, par exemple, entre Mexico et la Nouvelle Grenade, ou entre ces deux pays et les provinces au sud de l'Atlantique, ou entre les colonies, à l'orient et à l'ouest des Cordilières? L'Isthme long et étroit de Darien séparera toujours les deux premières; les vastes contrées depuis l'Orénoque jusqu'à la Plata, et les possessions du Portugal, aussi grandes que toute l'Europe, qui interviennent, formeront, s'il est possible, une séparation plus

complette. Les Andes qu'on ne peut traverser en toute saison, et barrrières plus difficiles à passer que les Pyrénées, si les habitans de l'un des pays n'y ouvrent point de passage, mettront en tout temps la république du côté de la mer pacifique en état d'arrêter les armées de la partie située vers l'Atlantique. Les idées confuses que nous avons de l'intérieur de l'Amérique méridionale, nous conduisent aux opinions les plus erronées. Les colonies de l'Espagne qui combattent aujourd'hui pour l'indépendance, sont séparées par la nature en cinq grandes parties, avec plus de difficultés de communication qu'entre les Etats-Unis et le Mexique; voilà une des grandes causes du non succès actuel. Elles sont en effet hors d'état de coordonner ou de poursuivre un plan commun. Les provinces au-delà de l'Isthme ne pouvaient avoir de communication avec le Mexique et elles étaient séparées par des déserts immenses de Buenos-Ayres et plus encore du Chili. Le caractère de la population de ces districts éloignés offre aussi

beaucoup de variété; le grand nombre d'Indiens civilisés ou de races mélangées établit des traits distinctifs à Mexico; les provinces de l'autre côté de l'Isthme, ont une portion plus considérable d'hommes de couleur; tandis que les parties voisines du Brézil sont presque composées comme nous, des descendants des Européens; et sur la mer pacifique la population est encore plus homogène. Nous avons l'habitude continuelle de former notre opinion sur les affaires d'Amérique, des nouvelles que nous avons de la lutte à Grenade ou à Venezuela, qui n'a pas plus de rapport avec la lutte sur la Plata et à l'Ouest des Andes que la guerre de l'Inde avec celle de l'Espagne. C'est à Grenade et à Venezuela que la guerre entre les royalistes et les patriotes a pris ce genre d'extermination dont ont cite tant d'exemples. C'est là que l'Espagne a dirigé ses plus grands efforts; c'est-là qu'on nous dit que le peuple est opposé et divisé en factions, qu'il combat sans accord et sans plans, sous des chefs divers, et qu'il n'a point jusqu'ici établi de

gouvernement régulier. On devrait cependant considérer que tout le pays a été au pouvoir des patriotes, qu'ils avaient réussi à établir des gouvernements qui se sont maintenus avec régularité pendant deux ans; mais quand l'Espagne put y jeter toutes ses forces disponibles, leurs villes furent prises et leurs chefs lâchement assassinés. Notre pays n'aurait-il point offert le pareil tableau, si nous eussions été forcés de fuir au-delà de l'Alleghani, et si tous les chefs de notre révolution eussent été avec trahison arrêtés et livrés à la mort? Telle ne fut jamais la situation de la Plata; le Chili fut bouleversé pendant quelque temps; mais aujourd'hui, étroitement uni avec la Plata, il peut défier l'Espagne.

On dira que ce n'est point entre ces états éloignés du Mexique, de Grenade et de la Plata, que les dissensions sont à craindre; mais que dans chaque province particulière on verra naître des factions, des rivalités et des débats pour la prédominance. De telles conséquences seraient, je l'avoue,

dangereuses partout ailleurs qu'en Amérique. Dans l'Europe, si la noblesse était libre de se livrer sans frein à son ambition, les rivalités des différentes maisons finiraient naturellement par des guerres civiles, et si les rois et les nobles étaient renversés, la populace régnerait : mais l'Amérique n'a point la noblesse ni la populace de l'Europe ; tout homme dans un pays si peu habité, compte pour quelque chose ; il n'y a point de Lazzaroni, point des ces malheureuses créatures *qui demandent la permission de se fatiguer* ; il n'y a point de matériaux pour des troupes mercenaires et des armées permanentes, et les habitants répandus sur une vaste surface ne sont ni emportés par les goûts d'une frénésie populaire, ni travaillés par les intrigants et les ambitieux. Sur cent guerres en Europe, quatre-vingt-dix-neuf ont été le résultat des intrigues et des querelles particulières de familles, et de causes sans intérêts pour les nations ; et presque toutes les commotions populaires furent occasionnées par le man-

que de pain. Les sages politiques d'Europe sont le plus sujets à se tromper dans leur application de l'expérience, tirée de leurs seuls pays, à un état de choses tout-à-fait différent. Il ne faut pourtant pas s'attendre que les colonies émancipées entreront dans un ordre meilleur et formeront des gouvernements réguliers, sans une grande fermentation. L'établissement de gouvernements n'est point une chose facile, au milieu des circonstances les plus favorables ; on doit donc s'attendre à la diversité d'opinions, à de fortes querelles et même à quelques recours partiels aux armes. Un aussi grand ouvrage que l'établissement d'un ferme gouvernement, n'aura point lieu sans troubles. Vingt ans après être devenus libres, nous étions toujours engagés dans des discussions politiques, et l'Europe nous crut tantôt sur les bords du despotisme, tantôt sur ceux de l'anarchie. Mais ces dissensions mêmes étaient peut-être la preuve de notre force politique. Nous avons nos soulèvements,

notre règne de la terreur, nos complots contre le gouvernement et nos déportations. Ces choses faisaient croire aux nations étrangères que nous étions près de nous dissoudre, tandis qu'en effet notre gouvernement se consolidait par degrés et nos mœurs se formaient avec lui. Plusieurs points autrefois sujets de dispute, sont applanis. Nos progrès en connaissances ont été inconcevables; il y a plus de lecteurs et de penseurs en politique dans les États-Unis que dans toute l'Europe; il n'y a point d'Américain, soit qu'il habite les forêts les plus éloignées ou les plus obscurs vallons, qui ne soit au courant de ce qui se passe dans son pays ou ailleurs, aussi bien qu'un ministre d'état. Je ne doute point qu'il ne se soit fait de grands progrès dans l'Amérique méridionale depuis le commencement de la lutte; l'esprit abandonné à lui-même a dû s'attacher aux opinions et aux sentiments si naturels au cœur humain. Si la lumière n'a point encore pénétré la masse de la société, cela viendra avec

le temps, et il y aura assez de monde sous son influence. Les exemples de la révolution française leur apprendront ce qu'ils doivent éviter, et la nôtre leur montrera à la fois les choses à éviter et celles à suivre. les Américains sont partout modérément réfléchis, doux et aimables dans leurs manières, mais à la fois patients, courageux et persévérants. Il serait seulement possible que les champions militaires qui commandent maintenant les armées, réussissent à établir une espèce de monarchie limitée ; quant au despotisme, je le juge impossible là où il y a une si grande portion d'hommes instruits, raison peut-être pour le maintien de la monarchie en Europe, mais le contraire en Amérique. Sous quelque gouvernement que se trouvent les cinq Empires d'Amérique, leur condition s'améliorera rapidement. Mais s'ils imitent la sage politique des États-Unis, en ouvrant un commerce libre avec toutes les nations, en recevant et tolérant tous les étrangers, ils augmenteront bientôt en population et

toutes leurs ressources seront à l'instant mises en action. Ils attireront les hommes ingénieux et entreprenants de chaque partie du monde ; l'essor sera donné à leur industrie ; des plaines, maintenant inhabitées, seront peuplées ; des villes s'élèveront, et des améliorations se répandront dans toutes les branches de la société. C'est alors que la découverte de l'Amérique sera complète. Les États-Unis, placés dans le voisinage, recueilleront sans doute plus de fruits ; mais l'Europe, en général, et plus particulièrement l'Angleterre y trouveront des avantages incalculables. *Le temps viendra où l'Europe visitera l'Amérique dans le double but de jouir de son vaste commerce et de trouver un passage vers l'Est ; l'Amérique sera alors le centre de l'attraction commerciale de tout le globe.* Alors se vérifiera la politique prédiction de l'Évêque Berkeley :

» Le cours des empires se dirige
« vers l'occident, les quatre premiers actes
« du drame sont déjà passés ; le cinquième

« approche; le plus noble ouvrage du temps
« sera le dernier. »

Et cette puissante révolution n'aura été amenée, ni par les guerres, ni par la violence, ni par l'injustice ; tous y trouvant leur intérêt, elle sera par conséquent paisible et en harmonie. Le changement de route dans le commerce de l'orient a trois fois occasionné les plus étonnantes révolutions du monde civilisé ; l'isthme de Darien, ce malheureux rempart qui arrêta, il y a trois siècles, la noble ardeur de Colomb, ouvrira enfin un court et direct passage vers l'Indostan et la Chine. (1) Ce

(1) Voici un extrait de l'Edinburgh Review sur la description du Chili, par Molina. Il prouve que l'idée d'un passage à la mer du Sud n'est point visionnaire, et il montre en même-temps combien la politique de l'Espagne est incompatible avec les intérêts importants et durables des colonies et du monde :

« En 1805, par ordre du gouvernement espagnol, « le département hydrographique fit, d'après des le-« vées scientifiques, une carte sphérique de la mer des « Antilles et de la côte de la Terre-Ferme, depuis l'île

grand événement sera long-temps retardé par l'Espagne, si l'Europe fermait les yeux à ses vrais intérêts, et aidait cette monar-

---

« de la Trinité jusqu'à la baie de Honduras. Cette carte « fut cause d'une découverte importante. La baie de « Mandinga, immense entrée de mer, commençant à « environ dix lieues à l'est de Porto-Bello, pénètre dans « l'isthme, jusqu'à cinq lieues de l'Océan pacifique. Ce « bassin prodigieux, fermé en partie par une chaîne « d'îles, presque jointes ensembles à l'embouchure, n'a « été visité que par les vaisseaux des Espagnols, et on « ne supposait pas qu'il s'avançait beaucoup dans les « terres, à en juger d'après les anciennes cartes. Une « rivière, qui donne son nom à la baie, tombe dans le « golfe. Cette rivière est navigable et vient très-près « d'une branche du Chepo, grande rivière qui tombe « dans le golphe de Panama. — Nous manquons de dé- « tails satisfaisants sur l'état de ces rivières; mais d'a- « près ce que nous apprend Alcedo, et *les circonstances « de leur navigation étant interdites par les Espagnols « sous peine de mort, sur le fondement exprès que l'on « pourrait découvrir un passage facile dans la mer du « Sud;* et les Boucaniers ayant pénétré de mer en mer « dans cette direction, nous sommes fondés à croire « que l'on trouve ici des facilités extraordinaires pour « cette grande entreprise. La baie a dix brasses d'eau à « son entrée; on en compte onze au milieu et six dans « le fond même ». Les auteurs de l'article, après avoir

chie usée dans l'œuvre détestable de faire rétrograder les colonies de deux siècles, par un système d'extermination. Ces idées paraîtront des rêves à quelques-uns, mais elles seront l'histoire plutôt qu'on ne l'imagine.

Quels seraient, dit-on, les avantages que tireraient les Etats-Unis de l'indépendance des colonies espagnoles? Je défie de noter un seul désavantage. N'avons-nous pas retiré beaucoup de profit, depuis le commencement de notre révolution, du

---

donné quelques renseignements de Herrea, sont amenés à cette conclusion : « Il paraît d'après cette autorité « incontestable, qu'un canal de neuf lieues, à travers « un pays presque plat, est tout ce qu'il faut pour « completter la navigation à travers l'isthme de Panama.

« Dans le cas de l'indépendance entière et durable de « l'Amérique méridionale (évènement très-prochain, il « n'est pas sans raison de s'attendre à voir les mers du « nord et du midi unies dans une cinquantaines d'an- « nées. Et quelle révolution opérée dans la navigation « et le commerce! La distance de l'Inde et de la Chine « serait alors abrégée de plus de 10,000 milles ».

voisinage des provinces espagnoles, malgré les restrictions, les jalousies et les difficultés qui s'opposaient à nos relations, et d'où cela vient-il? De notre commerce avec elles; du débouché que nous y trouvons pour le superflu des produits de notre agriculture, et de l'avantage de recevoir leurs produits et de les vendre aux autres nations. Ne gagnerions-nous pas en étendant ce débouché? Qu'on se rappelle que dans le court espace de vingt ans notre population, selon toute probabilité, montera à vingt millions; que les manufactures se multiplieront beaucoup dans la partie orientale de l'union; que notre marine aura besoin d'occupation, et que l'accroissement des demandes d'Europe, ne sera pas au niveau des accroissements de notre superflu, mais que nous trouverons toujours un marché prêt et avantageux dans l'Amérique méridionale devenue libre. Notre pays est surtout bien situé pour les entreprises maritimes; nos sept cents lieues de côtes sur l'Atlantique sont

admirablement semées de belles baies et d'entrées, et traversées par de grands fleuves. Nous avons déjà fait les progrès les plus surprenants dans les affaires maritimes; mais depuis la paix en Europe, nous ne pouvons soutenir la concurrence pour le commerce le long de l'Atlantique; les Indes occidentales et l'Amérique du sud sont les champs propres de notre commerce, et plus ces champs s'aggrandiront, plus nous y trouverons d'avantages. La nouvelle Espagne, sans contredit la plus belle partie du nouveau monde, destinée par la nature à être la plus riche partie de l'Amérique, et qui comprend même déjà six millions d'âmes, n'a qu'un seul port sur l'Atlantique, et peut même à peine avoir un vaisseau; son commerce sera donc fait par nous, ses plus proches voisins. Cela seul nous indemniserait de la perte du commerce de transport. Les propriétaires de nos vaisseaux du nord sont aussi plus intéressés qu'ils ne l'imaginent à l'établissement de l'indépendance.

Quant aux autres parties de l'Amérique méridionale, nous pourrions au moins le disputer aux Anglais et même tirer des avantages considérables de notre voisinage. Il est d'autres considérations qui appellent notre attention. *Il y a sous plusieurs points un intérêt continental américain, opposé à l'intérêt européen.* Je ne suis point l'avocat de l'idée éblouissante d'un grand congrès américain sur l'isthme, mais il peut exister un accord sur des sujets d'un intérêt général. Le poids et l'importance de chaque Etat s'augmenteront merveilleusement par le voisinage d'états indépendants, même sans alliances. Les Etats-Unis sont à présent un seul pouvoir isolé, et les Monarques le long de l'Atlantique ne redoutent point que d'autres nations fassent cause commune avec nous, quand nos droits sont violés. Mais supposons, par exemple, l'existence de plusieurs gouvernements sur ce continent, entièrement dégagés de tous liens avec l'Europe, et tout-à-fait hors de

sa dépendance , hors du tourbillon de ses intérêts primitifs, l'Angleterre ou tout autre gouvernement auraient-ils dans ce cas anéanti les droits des neutres? Non, ils auraient attaché trop de prix à la bonne intelligence avec l'Amérique pour la traiter avec tant de légèreté.

C'est pour cette raison que nous nous réjouîmes de l'établissement d'une souveraineté américaine indépendante au Brésil. Nous nous livrions à l'espérance que cette souveraineté, comme américaine, serait notre amie. Nous avions raison de croire, d'après la réception de nos agents, que nous ne nous trompions pas. Cependant nous vîmes durant la dernière guerre (par la nature de ses relations avec l'Angleterre) le Roi du *Brésil pencher plutôt du côté de nos ennemis*. Nous n'avons point l'habitude de violer les droits des autres, mais nous n'oublions pas aisément les injures » il nous sembla que l'affaire de l'armateur Armstrong, à Fayal, n'excita point à la cour du Brésil la sensation qu'elle

aurait dû produire. Cependant je suis disposé à l'oubli ; et la nomination comme ministre de ce gouvernement, d'un homme qui avait adopté notre pays, qui était lié avec plusieurs de nos concitoyens distingués, qu'enfin on supposait trop républicain pour l'Europe, semblait un *compliment* à nos institutions, et le désir de relations amicales. L'intérêt du Roi du Brésil est de rendre ce pays florissant, et plutôt il renoncera à ses possessions d'Europe, plus il fera bien. Je suis forcé d'avouer que je suis blessé de la manière dont la dernière insurrection a été signalée dans nos papiers publics. Je ne serais point surpris si la cour du Brésil l'eût regardée comme une preuve concluante d'une profonde inimitié envers elle de la part de ce pays. Je ne comprends pas que nous ayons plus le droit d'être mal disposés pour un gouvernement, parce que sa forme est monarchique que n'en a ce même gouvernement d'être notre ennemi, parce que nous sommes une répu-

blique; enfin, si nous déployons ces sentiments vis-à-vis des autres, nous n'avons pas droit de nous plaindre de la réciprocité. Quant à l'insurrection de Fernambouc, nous avons été induits en erreur, en la confondant avec la lutte des patriotes, tandis que la situation et la cause étaient en effet très différents; quoi qu'on pense de la *forme*, les Brésiliens ont déjà obtenu le grand objet pour lequel combattent les Américains. — *Un gouvernement au dedans d'eux-mêmes.* L'affaire de Fernambouc n'était que la révolte d'une province limitrophe, et nous n'avions pas plus le droit de nous en mêler que d'une insurrection en France ou en Angleterre. C'est par une telle confusion de choses, que nous injurions la cause des patriotes.

Affranchir l'Amérique de l'Europe, voilà le grand but à obtenir. Comparée à celle-ci, toute autre considération est de faible importance. L'établissement de gouvernements, fondés sur les principes

les plus libres et les plus libéraux, en tant qu'ils ont rapport à notre bonheur, et à celui des autres, et aux plus grands progrès de l'Amérique, est ensuite la chose le plus à désirer. L'indépendance et la liberté de ce continent sont deux objets que nous devrions, autant que possible, considérer comme inséparables; cependant si des portions de l'Amérique méridionale n'adoptaient point des formes agréables à nos notions, ce serait le comble de l'arrogance de notre part de refuser leur amitié, et celui du ridicule de leur faire la guerre à ce sujet. Il serait aussi offensant qu'insultant de notre part de dicter à un peuple l'espèce de gouvernement qu'il doit adopter; la vraie libéralité républicaine le défend. J'avoue à regret que nous nous mêlons trop des affaires intérieures des autres nations. Chérissons nos institutions; mais pour cela ne nous vantons pas avec excès, en accusant les autres. Si les patriotes adoptent des constitutions tant soit peu libérales, ne refusons pas de croire que nos compatriotes

entreprenants et intelligents, et les Anglais qui visitent ces contrées, les aideront de sages conseils pour établir leurs gouvernements. Ils auront donc surtout affaire avec les deux nations auxquelles les vrais principes d'un gouvernement libre sont les mieux connus par la théorie et la pratique. Il y a toute raison de croire que nous serons en harmonie parfaite avec les sujets de la Grande Bretagne pour effectuer cette noble entreprise. Je ne crains pas que mes concitoyens ne rivalisent dignement avec l'Angleterre; celle-ci retirera peut-être les premiers fruits de l'indépendance de l'Amérique méridionale, mais nous obtiendrons un accueil meilleur et plus constant. Les patriotes peuvent se confier entièrement à nous avec plus de sûreté; nous formons pour leur bonheur des vœux bien différents de ceux de l'Angleterre; celle-ci désire leur prospérité pour jouir de leur commerce; tandis que nous, élevés au-dessus de ce motif personnel, nous le désirons pour des motifs d'une plus haute

considération, et qui seront mutuels; de plus, nous recevons un plaisir, nous sentons une sympathie, que d'autres ne peuvent connaître, à la vue de colonies engagées dans une même lutte que celle qui fonde notre gloire et notre orgueil. Nous désirons qu'elles triomphent, parce qu'elles tâchent de s'affranchir de l'Europe, parce qu'elles font partie de l'Amérique, et parce que leur succès et leur bonheur confirmeront les nôtres. Au lieu d'être jaloux des secours que les Anglais donnent aux patriotes, réjouissons-nous en plutôt. Les patriotes voient bien l'ambition effrénée des Anglais, leur désir d'avoir des possessions dans toutes les parties du globe; ils savent en même-temps que nous n'avons point de colonies et que nous n'en aurons jamais; que notre seule ambition est de remplir le territoire que nous possédons déjà, ou que nous réclamons, et de jouir du commerce avec toutes les autres parties du monde. L'accusation portée contre nous, de nourrir des vues

ambitieuses, semblables à celles des nations européennes, est trop ridicule pour mériter une réfutation. Nos bornes ont été consenties par les nations de l'Europe elles-mêmes, et nos désirs, comme la nature de notre gouvernement, ne nous permettront pas de les dépasser. En deçà de ces bornes, nous avons l'ambition d'améliorer les pays demeurés déserts jusqu'aujourd'hui, et de servir autant la grande famille humaine que nous-mêmes. Notre guerre dans le Canada n'avait point pour but d'étendre notre territoire; elle était entreprise pour notre propre sûreté et pour assurer la paix future. C'est une question si nous accepterions aujourd'hui ce qui nous serait offert pour rien. Et qui donc nous accuse de projets ambitieux? Mais ces déclarations ne tromperont point les patriotes de l'Amérique méridionale et ils se confieront à nous.

La prépondérance des Etats-Unis dans les affaires d'Amérique, sera naturelle et n'offensera point; elle viendra de ce qu'ils sont

l'état le plus ancien, de ce qu'ils ont une population plus nombreuse, plus homogène, plus active, et généralement plus éclairée, d'un plus grand désintéressement, de l'observance de la justice, et de l'amour de la paix. *Les États-Unis seront naturellement la tête du nouveau monde.* Ayant déjà un gouvernement bien consolidé, éprouvé et fixe, tenant dans le monde un rang distingué, avançant avec une prodigieuse rapidité, ils surpasseront de beaucoup tous les empires américains. Le Mexique, il est vrai, peut un jour nous le disputer sous certains points; mais étant de nécessité, un simple état méditerrané, il ne nous égalera point en force; il s'écoulera de longues années avant que le Brésil, les provinces de la Plata, la nouvelle Grenade, le Chili ou le Pérou, ou d'autres parties de l'Amérique méridionale, qui forment des corps différents, soient en état de nous vaincre. En traçant cette vision dans l'avenir, nous cherchons en vain ces causes de guerre qui désolent continuelle-

ment l'Europe; si on fonde des systèmes comme le nôtre, où la paix soit le grand objet de tous les désirs, où le bonheur de la société soit seul consulté, et non la vanité de familles privilégiées, nous vivrons mille ans sans querelles. *Car, si toutes les nations du monde étaient gouvernées par les mêmes principes que nous, il n'y aurait désormais plus de guerre.*

Les patriotes ont dans ce moment des agents près de presque toutes les cours de l'Europe. On nous a dit qu'ils ont fait à quelques-unes, des propositions incompatibles avec l'objet même de leur lutte. Nous devrions être en garde contre leurs ennemis, qui forgent encore des contes à leur désavantage. Il est naturel que les patriotes désirent se ménager les nations de l'Europe, qu'ils tâchent d'obtenir leur neutralité; mais je crois qu'ils ont peu à redouter. Ni l'intérêt de l'Europe, ni l'inclination, ni l'honneur n'engagent à seconder l'Espagne dans l'œuvre infernal d'extermination, poursuivi par

son gouvernement. Ils connaissent bien les dispositions de cette contrée et ils n'ont rien à craindre de nous. On pouvait douter qui aurait le plus d'influence ou de la France, ou de l'Angleterre, mais certes *on n'a jamais songé beaucoup à l'influence espagnole*. Il est donc naturel que les patriotes aient été désireux de rendre passives les nations européennes. Je suis fondé à croire que ce désir a été exaucé, qu'elles souhaitent sincèrement avec nous l'indépendance de l'Amérique méridionale, et que, quels que soient leurs liens avec l'Espagne, dans le cas où nous prendrions part à la querelle, elles ne se chargeraient point du rôle odieux de bourreaux. Selon moi, elles n'interviendront dans aucuns cas; car assurément ce qui n'est pas même l'intérêt d'un seul, ne peut être l'intérêt de tous, et il est contre leur intérêt de s'opposer à l'émancipation de l'Amérique. Mais s'ils ne sont point disposés à consentir que nous devenions instruments directs dans cette affaire,

ils s'attendent au moins à nous voir reconnaître l'indépendance de ceux qui l'ont si bien gagnée. *Il est très évident que nous devons être avec un juste orgueil, les premiers à reconnaître l'indépendance de l'Amérique méridionale*, ou *d'une partie au moins, soit qu'elle s'achève maintenant, ou attende encore dix ans.* Il est probable que quelques puissances de l'Europe se jouent de la crédulité de l'Espagne; les agents de cette puissance peuvent répéter que leur cause sera épousée par le grand congrès, mais ces absurdités ne tromperont qu'eux seuls.

Dans quel état sont les puissances de l'Europe pour lui donner du secours? Et s'ils sont les premiers à le faire, resterons-nous spectateurs bénévoles? Nous pouvons prêter plus d'assistance aux patriotes, que toute l'Europe à l'Espagne. Mais il est sûr que les états d'Europe ne sont point en état de donner ces secours. Une sorte de phrase mystérieuse a dernièrement été répandue, pour effrayer notre

peuple d'un danger non spécifié, *de quelque mal sans nom.* On sait que notre conduite est *soigneusement observée*, qu'on nous regarde *d'un œil ennemi*, que *l'Europe nous jalouse.* Depuis combien de temps ce langage est-il usité? Il n'y a pas long-temps que nous étions une *république de fragments bizarres, une masse hétérogène et discordante,* sans cesse au moment de tomber en pièces par suite de nos dissensions politiques, faibles et méprisables comme nation, et par suite pouvant être impunément insultés partout. Maintenant, dit-on, nous sommes surveillés de près ; nous sommes devenus dangereux à l'Europe. — En passant ainsi d'un extrême à un autre, il semble que ceux qui parlent de nous, soient en tout temps également éloignés de la vérité. La première suite d'opinions à notre égard a été reconnue erronée ; nous avons montré à l'univers que nous ne sommes point une misérable pièce de rapport, que nous pouvons être unis, que notre

gouvernement a assez d'énergie quand les circonstances l'exigent, que nos débats politiques sont des preuves de force et non de faiblesse ; maintenant donc, on nous appelle la *grande république*, et l'on prétend penser que nous devenons dangereux. Oui nous sommes redoutables ; mais c'est pour ceux qui se déclarent nos ennemis et qui nous font du mal. On trouvera chez toutes les nations, des individus sans lois et sans principes ; mais le vrai caractère du peuple et du gouvernement d'Amérique, est une observation scrupuleuse des principes de la justice et l'amour d'une paix honorable. Quelle eût été, par exemple, la conduite d'une puissance de l'Europe dans notre situation vis-à-vis l'Espagne dans ces quinze dernières années ? Une seule aurait-elle supporté les agressions et les insultes de cette monarchie, comme nous l'avons fait, quand nous avions si abondamment tous les moyens de nous venger? Quel gouvernement européen se serait abstenu, comme

nous, de s'emparer des Florides et de la province de Taxas? Si la France ou l'Angleterre eussent été à notre place, les territoires dont nous réclamons la cession, et auxquels les Espagnols seuls soutiennent encore que nous n'avons aucun droit, auraient été saisis depuis long-temps. La Floride orientale aurait été séquestrée sous le double motif des odieuses spoliations de notre commerce, et de la conduite de l'Espagne en permettant à notre ennemi de nous faire la guerre de ce pays. Si nous avions été gouvernés par l'ambition de l'une de ces nations, nous aurions envoyé dix mille hommes au Mexique, nous aurions fourni des armes aux patriotes de ce malheureux pays, et nous aurions arraché à la couronne d'Espagne son plus beau diamant. Nous aurions terminé la révolution de Grenade et de Venezuela, et rendu libres le Pérou, le Chili et la Plata. Tout cela était en notre pouvoir, et je me demande sans cesse si dans vingt ans nous ne regretterons pas d'avoir été

trop scrupuleux, trop soigneux de maintenir notre caractère de justice et de modération, au milieu de nations qui les méprisent l'une et l'autre. Bien loin de se plaindre, l'Espagne nous devrait des actions de grâce. Il semble cependant que l'Europe veille maintenant sur nous. Qu'avons-nous à craindre de l'Europe ou l'Europe de nous, pour occasionner cette vigilance inquiète? Rien n'indique la folie d'une invasion, et dans une guerre maritime, nous lui ferions plus de mal qu'elle ne peut nous en faire. L'Europe ne prendra point notre bled, notre coton, notre tabac? Nous refuserons à notre tour de prendre ses draps, ses soies et son vin; et qui alors y gagnera? On dit que *notre république fournit un exemple dangereux d'une heureuse rebellion*, et qu'il faut le faire disparaître. Si cela est vrai, si l'Europe est au moment d'envoyer une flotte de deux mille voiles, et trois cent mille hommes pour anéantir l'Amérique, préparons-nous à cette puissante invasion,

chassons l'Espagne du continent et formons avec les patriotes une chaîne de confédérations ! Mais ces bruits sont trop déraisonnables pour être avancés sérieusement. Il fut un temps où le judicieux Talleyrand lui-même, était d'avis *qu'une guerre, n'importe de quelle espèce, nous réduirait en pièces*, non par la violence venue du dehors, mais par les explosions de l'intérieur. Ce temps est passé. Les yeux des gouvernements européens se sont ouverts. Ils savent bien que leurs institutions politiques sont fondées sur un état de choses très-différent de ce qui existe en Amérique. Que l'exemple de l'Amérique donnera lieu à des améliorations graduelles, mais non à des convulsions. Ils savent qu'il y a plus d'avantages à commercer en paix avec nous, qu'à tenter le vain projet de nous envahir. Cependant, il restera, malgré les plus claires raisons, certains esprits obscurcis qui chérissent le triste et morne plaisir de contempler des spectres sans formes et sans

figures, enveloppés de ténèbres, et de brouillards. Il est inutile de vouloir les tirer de ces craintes, qui les empêchent de marcher dans le sentier que nos intérêts leur montrent. — Faut-il nous voiler au nom de l'Europe, comme si elle étendait sur nous une baguette magique? La dernière guerre aurait dû nous apprendre à nous connaître un peu mieux. Nous ne sommes point un petit Etat le long de l'Europe, mais un puissant Empire, placé à une telle distance, qu'il faudrait pour nous envahir, deux fois autant de forces que pour envahir l'Angleterre. Nous ne sommes point une île facile à vaincre, nous habitons un vaste continent; nous ne *sommes point moitié écume et moitié fange*, mais dix millions du peuple le plus effectif et le plus intelligent, pris en corps, qu'il y ait au monde, attachés par passion à notre pays et à nos institutions politiques, unis jusqu'à l'enthousiasme pour leur défense. Il y a de plus bien moins de diversité dans les manières, les coutumes et le

langage de notre peuple, qu'on ne le suppose au dehors; nous rencontrons fréquemment des individus de toutes les nations, mais ici il y a une admirable ressemblance dans les naturels de cette vaste contrée. En Angleterre, en France, on rencontre des distinctions dans tous les cantons ou comtés; mais si on parcourt l'Amérique, on ne trouve guères dans la population générale que de faibles ombres de différences, nées de circonstances locales. Nos ressources sont inépuisées, tandis que l'Europe succombe sous le poids des charges, et que la situation intérieure de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne sont des plus déplorables. Elles pourraient nous craindre avec quelque raison, si nous étions des bandits sans lois, comme les premiers Romains; mais par bonheur pour le monde, nous ne le sommes pas, et tant que nos institutions républicaines resteront pures et incorruptibles, l'Europe n'aura rien à redouter de notre part, non, quand même notre population monterait à cinquante

millions, comme elle les aura dans un demi-siècle, d'après la marche naturelle des choses.

L'Angleterre est aussi intéressée que nous à aider les patriotes. Qu'un sentiment rétréci de jalousie ne nous empêche pas de concourir avec eux à l'œuvre de la libération. Malgré toutes les *intrigues* de l'Angleterre, nous occuperons la première place dans l'estime et la confiance des patriotes et nous ne désirons qu'un égal commerce. Si les Anglais leur ont rendu des services essentiels, il est juste qu'ils soient récompensés; les généreux Américains ne désirent point sans doute leur exclusion. Tout ce que nous devrions demander aux patriotes, serait d'être sur le même pied. Mais dans cette affaire importante, j'aimerais, pour l'honneur de mes concitoyens, de voir quelque chose d'une générosité désintéressée, un zèle noble, élevé, pour le bonheur de la race humaine et pour la gloire de l'Amérique, et non un égoïsme avilissant. Il est hors de doute que les pa-

triotes ne doivent aux Anglais la plupart des moyens d'avoir secoué le joug espagnol. Ce serait pourtant faire un mauvais compliment aux patriotes, que de les supposer chez eux les humbles serviteurs de l'Angleterre. La jalousie contre l'Angleterre nous est naturelle; on la reconnaît de suite; il serait temps néanmoins de la mettre de côté, *car nous pourrons enfin nous livrer avec sûreté à des sentiments de bienveillance pour l'Angleterre*. C'est en effet mêler un sujet de la politique des États-Unis avec une question d'une importance extrême pour le monde, et qui devrait être considérée de la manière la plus libérale; avant d'embrasser d'un coup-d'œil un si vaste champ, élevons-nous au-dessus des vapeurs et des brouillards qui obscurcissent les objets devant nous, et quittons les lieux communs ordinaires de nos feuilles politiques.

Nous avons également tort de prendre parti dans les disputes politiques de la Plata et des autres républiques. Je regar-

derais comme un très-mauvais augure, qu'il n'y eût point de ces débats. Nous ne pouvons dans aucun cas décider qui a tort ou raison, faute d'une parfaite connaissance des faits. Mais on me demande : « N'avons-« nous point des faits qui ne souffrent « point d'explication et qui prouvent que « le gouvernement de la Plata est un pur « despotisme militaire ? Ne savons-nous « rien de la déportation des patriotes de « Buenos-Ayres, et du traitement de « Carrera ? Ne voilà-t-il pas des choses « qu'on ne peut défendre ? La conduite de « Puerrydon n'a-t-elle pas été celle d'un « tyran ? » — Hélas, à quoi nous sert l'expérience ? Avons-nous oublié la nature des accusations dirigées du dehors et au dedans contre notre gouvernement ? Si Puerrydon a été nommé tyran, M. Madisson a été appelé Caligula ; si Puerrydon est traité d'instrument des Portugais, nos administrations républicaines ont été accusées d'agir pour Napoléon. D'où cela vient-il, sinon d'une mauvaise volonté et d'une vue

partiale des faits? Voyons si nous pouvons *imaginer* une explication de la conduite du directeur suprême. Supposons quelques hommes ardents, zélés, enthousiastes, sincèrement persuadés que le directeur allait vendre leur pays, et qu'écoutant plutôt la passion que la prudence, ils aient formé un complot pour le déposer de force; que le directeur, informé de tout ceci, au lieu de les mettre en jugement, croie plus convenable, vû l'état présent des affaires, de les faire arrêter et de les bannir? Rien d'improbable. Je suis loin d'insinuer que ceci soit arrivé. Je veux seulement démontrer que nous ne savons rien à ce sujet. Sans faire de réflexions sur les malheureux individus qui ont excité notre compassion dans ce pays (et dont j'ai eu le plaisir de connaître plusieurs, aux sentiments généreux et patriotiques desquels je me plais à rendre hommage), il est possible que ces hommes aient mal interprété le désir de la part de Puerrydon d'éviter la guerre avec les Portugais, et

qu'ils l'aient pris pour un projet de trahir leur pays. Je regrette beaucoup l'injure que le gouvernement naissant de la Plata a reçue de notre pays, par suite de cette affaire. Cependant nous n'avons point entendu parler d'insurrections et de guerres civiles dans la Plata; au contraire, les dernières nouvelles nous donnent des détails des plus admirables démonstrations des sentiments publics, qui semblent unir tous les cœurs. L'affaire même d Carrera peut s'expliquer. Ce patriote arriva à Buenos-Ayres avec les moyens d'organiser une expédition pour délivrer son pays, au moment même où les forces de la Plata allaient accomplir le même objet, et quand il était absolument nécessaire que toutes les parties au Chili agissent de concert. Dans ce moment il aurait paru impolitique de permettre à un individu d'une influence telle que celle de Carrera, dont les vues étaient inconnues, et sans doute mal dépeintes, d'agir de son côté et peut-être de compromettre le succès d'une entreprise si importante.

Quoi qu'il en soit, il ne nous appartient pas de décider d'une manière aussi prompte que plusieurs d'entre nous l'ont fait. N'avons-nous pas eu des querelles de partis parmi nous, pour condamner aussi hautement ? On accuse encore Puerrydon d'être à la tête d'un despotisme militaire, ou d'une *république*, comme quelques-uns l'ont dit. Je m'en rapporte au bon sens de chacun ; dans un tel état de choses, quel est le despote militaire, ou de celui qui est à la tête d'un gouvernement civil, ou de l'homme qui commande l'armée, qui a ébloui le peuple par de brillants succès, qui est reçu dans les différentes villes où il passe, avec des arcs-de-triomphe et tous les témoignages de l'admiration publique? *Cet homme est Saint-Martin, le libérateur du Chili!* Lorsqu'à sa bonne fortune et à ses talents, il joint le caractère d'un homme vertueux, est-il raisonnable de supposer qu'on ne le regarde pas comme le premier homme de la république? Pour moi, ce qu'on m'a rapporté de ce chef me

porte presque à penser que l'Amérique méridionale a aussi son Washington : Quand St.-Martin rendit le Chili à la liberté et à l'indépendance, la place de directeur suprême lui était offerte par le Cabildo, mais il la refusa d'une manière sublime, en déclarant qu'il avait fini sa tâche, et qu'il allait les laisser se donner à eux-mêmes une forme de gouvernement. Afin d'éviter les honneurs publics qu'on lui préparait à St.-Jago, il s'y déroba, et y entra incognito, lors de son retour à Buenos-Ayres, mais il fut rejoint par une députation, qui le pria d'accepter au moins la somme de vingt mille dollars, pour payer ses dépenses; il refusa positivement. A son arrivée à Buenos-Ayres, les habitants firent toute sorte de préparatifs pour le recevoir de la manière la plus distinguée; et vingt mille citoyens l'attendirent sur la route où il devait passer! Les habitants du Chili, dans un des premiers actes de leur gouvernement, votèrent une somme d'argent pour payer à la république de la

Plata les frais de l'expédition, et prirent ensuite, avec le consentement de cette dernière république, l'armée à leur service; St.-Martin alla reprendre le commandement, et la manière dont il fut reçu par les citoyens reconnaissants de St.-Jago a été détaillée dans nos journaux. Elle ressemblait à la réception que fit la ville de Philadelphie à notre Washington. Les véritables triomphes n'ont lieu que dans les gouvernements populaires; là seulement une récompense naturelle, et la plus grande de celles de la terre, attend l'homme vaillant et vertueux. Les républiques indépendantes de la Plata et du Chili donnent maintenant, selon toute probabilité, par St.-Martin, la liberté et l'indépendance à leurs frères du Pérou.

Quoique les sentiments favorables aux patriotes soient presque répandus dans tous les États-Unis, et semblent gagner chaque jour des forces, il est pourtant des hommes qui prétendent justifier une froide indifférence, et qui parlent même des pa-

triotes dans les mêmes termes que nos ennemis parlaient de nous, durant notre guerre de la révolution. Les patriotes sont appelés rebelles, insurgés, et l'on nous dit sérieusement de les mépriser. Je demanderai *depuis quand nous marquons un peu dans le monde, pour mépriser ainsi nos pauvres parents?* Pouvons-nous donner des épithètes à ces hommes, sans attirer dans le même temps les plus sévères reproches sur nous-mêmes? Non, ils sont maintenant ce que nous étions autrefois; ils combattent noblement contre l'oppression et les aggresseurs, dans une cause sanctifiée par la justice, dans une cause plus juste que la nôtre; car si nous avions une raison de nous plaindre, *ils en avaient dix mille* (1). Cette froide indifférence au

(1) Je me suis abstenu d'entrer dans la question du droit qu'auraient les colonies de se déclarer indépendantes de l'Espagne. Jamais cause ne fut plus facile à plaider. L'Espagne n'a pour elle qu'une violence illégitime. Après un sérieux examen des écrivains Anglais contre notre droit de nous déclarer indépendants du

destin de nos semblables est indigne de nous. Nous avons plaint l'Espagne quand

---

gouvernement britannique, je trouve distinctement admis par eux comme iucontestable : que la condition des colonies relative à la métropole, n'est pas la même que celle d'une simple province; qu'elle participe plutôt de celle d'alliés, et qu'elle a des intérêts distincts de ceux de la mère-patrie; qu'elle peut, en certains cas, rejeter légalement son autorité, ce qu'une province ne peut jamais faire. « Comme es colonies ne sont point fon-» dées dans des pays éloignés, pour subir l'esclavage, » ou être soumises aux vexations et aux injustices de » l'état colonisant, si elles se croyaient exposées à ce » traitement, elles pourraient renoncer à leur fidélité, » réclamer l'indépendance et demander du secours à » une force étrangère ». Ce sont les propres paroles de l'un des plus habiles et des plus hardis défenseurs de la Grande-Bretagne. Il n'entrait alors dans la tête de personne de prouver que rien ne justifiait la révolte d'une colonie. Notre déclaration d'indépendance pose d'abord des principes, qui furent consentis partout, comme évidents d'eux-mêmes. D'après le cas, la colonie doit avoir le droit de juger si elle a été maltraitée ou non; il serait ridicule de lui accorder seulement l'appel à l'oppresseur. Quand tout espoir de redressement s'est évanoui, elle peut prendre légitimement les armes, et toute nation, suivant Vatel, peut l'assister avec droit, quoiqu'il ne soit point permis d'assister une province révoltée; « La colonie peut en appeler au monde de la

elle a été injustement attaquée par la France; nous avons plaint la Russie, nous plaignons maintenant la France elle-même, et nous n'éprouverions rien pour nos frères du Sud! — Ceux qui nous soufflent cette apathie nous disent qu'étant heureux et contents, nous devrions garder l'indifférence vis-à-vis tout le reste de la race humaine! Si ce sentiment est sérieux, et s'il ne cache pas plutôt de l'inimitié pour les

---

» droiture de ses intentions ». Ce serait insulter un homme de bon sens que de lui prouver que les colonies d'Amérique n'ont point eu de nombreuses raisons de se plaindre. La chose n'a jamais été niée. L'Espagne s'est toujours contentée de dire qu'elles sont ses esclaves, ses sujets, et qu'elle a le droit de les opprimer ou de les tuer, selon son bon plaisir. Il était encore convenu que lorsque la mère-patrie ne pourrait se défendre et serait obligée d'abandonner les colonies à elles-mêmes pour un temps, elle ne pourrait reprendre son autorité que du consentement de la colonie. Jamais il n'y eut d'abandon plus complet que celui des colonies espagnoles depuis au moins trois ans. Les gouvernements existants étaient partout de pures usurpations, car la source d'où ils tiraient leur pouvoir était desséchée, et leur responsabilité avait entièrement cessé.

patriotes, il est méprisable, il est indigne de quiconque porte le nom d'homme. Selon eux, une sage nation devrait étouffer les plus beaux sentiments de la nature humaine, elle devrait ne pas avoir de charité pour elle-même ; un vil égoïsme serait tout ; et la générosité, le patriotisme, la liberté et l'indépendance, des mots vides et ridicules. Que ces sentiments soient le partage du misérable qui ne veut point épargner les restes d'une table abondante, pour empêcher son voisin de périr; mais j'aime à croire qu'il y a peu d'Américains qui aient une bassesse semblable. Il ne s'ensuit pas que pour penser différemment, nous devenions des Don Quichotte, et que nous nous laissions entraîner dans une guerre, sur le seul motif des opinions religieuses et politiques. Je ne suis point l'avocat d'une fraternisation perturbatrice, mais je ne condamne pas pour cela tout sentiment généreux dans le cœur de ceux qui font des vœux pour la cause des patriotes. Je voudrais que nos conquêtes

fussent celles de la raison et de la bienveillance et non pas celles des armes. Rien ne nous défend d'éprouver une généreuse sympathie pour les patriotes de l'Amérique méridionale ; une indifférence méprisante de notre part serait un reproche fondé de leur part contre notre caractère national, et jetterait les fondements d'une haine indélébile.

Il ne s'ensuit pas, je le répète, que nous devions faire cause commune avec eux, et déclarer en conséquence à leur sujet, la guerre à l'Espagne ; ce serait nous injurier également. Quoique je ne craigne pas le résultat, il est plus prudent de laisser les colonies se débattre avec l'Espagne, sans nous en mêler ; et je suis convaincu qu'aucune nation européenne n'interviendra en faveur de cette dernière. Notre pays n'a point de raison d'appréhender une guerre, mais en même-temps, il ne la désire point ; la paix est notre vraie politique, jusqu'à ne pas rendre nos démarches timides et lâches. Ne soyons pas détournés de faire ce qui

est convenable à nous et à nos intérêts, par la crainte d'une attaque injuste et illégitime de la part de l'univers; nous sommes assez forts maintenant pour tenir une conduite juste et raisonnable quant à nous et aux autres, sans nous effrayer des conséquences. Que faut-il donc faire? Je le dis en un mot, *établir des relations officielles avec les républiques de la Plata et du Chili.* Aucune nation n'aura un juste droit de s'en offenser. Notre usage et celui de tout autre pays est de considérer l'existence d'un gouvernement de fait, comme suffisante pour les projets de communications officielles. Nous n'avons jamais balancé à établir des relations avec les gouvernements révolutionnaires de France, non plus que tous les pouvoirs de l'Europe. Dans la grande communauté des nations, chacune a le droit de choisir le gouvernement ou les gouvernements avec lesquels elle veut établir ses rapports; les autres nations ne sont pas plus admises à s'en offenser qu'un citoyen à s'irriter contre un

autre à cause du choix de son associé. La reconnaissance de la république de la Plata n'implique pas que nous fassions la guerre contre l'Espagne, ou que nous aidions la république si elle était envahie. Elle n'est point incompatible avec la plus stricte neutralité; à plus forte raison n'est-elle point un acte d'hostilité. Il n'y a pas le moindre danger que l'Espagne la considère sérieusement comme *une cause de guerre;* elle se récriera sans doute, mais *elle tient trop aux enjeux pour songer à porter le premier coup.* Aussi long-temps qu'elle possèdera des colonies en Amérique, s'il y a jamais guerre entre nous, elle commencera de notre part.

C'est à cause de nous-mêmes que nous devrions hésiter à reconnaître l'indépendance de la république de la Plata, et non parce que nous enfreindrions quelques droits de l'Espagne. Rien dans les lois des nations ne le défend; et l'Espagne a de faibles prétentions à notre amitié. Voici les questions à poser dans cette affaire :

Les républiques ci-dessus mentionnées ont-elles assez de caractère pour conclure un traité d'amitié avec elles? Quelle est l'étendue de leur territoire, le nombre de leur population, la nature de leur gouvernement? sont-elles capables de se défendre elles-mêmes? l'Espagne possède-t-elle une partie de leur territoire? On pourrait répondre d'une manière satisfaisante, avant de contracter les liens de l'amitié. Cette marche sera en harmonie parfaite avec nos principes et notre coutume. Quelle était, par exemple, notre conduite avec l'Espagne elle-même? Quand il y a à la fois, dans le même empire, deux ou plusieurs gouvernements, nous pouvons traiter avec tous, ou avec quelques-uns, ou ne traiter avec aucun d'eux, mais cela dépend de nous-mêmes. Traiter avec tous serait s'exposer à beaucoup d'inconvénients; traiter avec un seul aurait l'apparence de la partialité; pour notre intérêt donc, le meilleur serait de n'en reconnaître aucun. Ainsi quand toute la monarchie

espagnole était divisée en trois parties, le roi Joseph sur le trône, les Cortès qui s'efforçaient de le chasser, et les colonies agissant pour elles-mêmes, notre gouvernement refusa de reconnaître un de ces partis. Lorsque les Cortès l'emportèrent, nous reçûmes le ministère de Ferdinand, et reconnûmes le gouvernement *de fait;* mais nous refusâmes de recevoir le ministre des colonies pour deux raisons; d'abord, parce que le débat n'était pas encore proprement à sa fin, et que par des motifs de prudence nous ne pouvions songer à former une union qui pouvait être sans effet; secondement, parce que les gouvernements existants n'étaient peut-être pas assez respectables pour nous mettre avec eux en harmonie avec le respect dû à nous-mêmes. Mais quand ces causes cessèrent, les raisons qui nous défendaient d'établir des relations dûrent cesser aussi, si nous ne regardions pas les patriotes comme déshonorants pour nous. Les différentes provinces de l'Amérique méridio-

nale n'ont point fait cause commune, et par leur distance il était impossible qu'elles agîssent ensemble. Le Mexique, Grenade, Venezuela, la Plata, le Chili, se sont tous déclarés de la manière la plus formelle, gouvernements séparés et indépendants; si quelques-uns réussissaient donc à chasser les autorités espagnoles, et à établir des gouvernements de fait, conformément à notre coutume et à nos principes, nous pourrions nous hasarder à établir des relations avec eux, pourvu que nous voyions qu'il y a assez de caractère et de stabilité pour justifier notre conduite et garantir notre prudence.

Une province révoltée, évidemment incapable de se maintenir, ne peut exiger que l'on traite avec elle; mais une nation indépendante, évidemment capable de se maintenir, doit être respectée. Cependant nous avons encore le droit de recevoir et d'entendre la mission d'une province révoltée, sans violer pour cela les lois des nations. Quoi de plus ordinaire que de

voir les sujets révoltés ou le prince déposé d'une nation, fuir les uns chez les autres, et être ouvertement et publiquement accueillis! Qui entendit jamais parler d'un souverain qui empêchât toutes les nations d'avoir des rapports avec ses sujets révoltés sous peine de violer les lois des nations? On ne manque pas à la plus stricte neutralité en accordant asyle et protection, encore moins en échangeant les égards ou établissant des relations officielles, dans l'intérêt du commerce. Tous les rapports sont-ils défendus ou seulement quelques-uns? Par exemple, jamais personne n'a pensé que le simple commerce avec une colonie ou une province révoltée fût une offense, ou *que cela deviendrait cause légitime de capture;* et s'il est légal de commercer, ne l'est-il pas d'établir telles règles avec les autorités temporaires ou locales, qui peuvent être nécessaires pour la régularisation de ce commerce? Ne pouvons-nous avoir des chargés d'affaires à ce sujet? Ne pouvons-nous rece-

voir les leurs à notre tour; et ne pouvons-nous pas, si nous le jugeons avantageux, conclure des stipulations verbales ou écrites pour régler ces rapports? Que ces agents se nomment consuls, ministres ou commissaires, qu'ils fassent ou non des stipulations ou des traités d'amitié ou de commerce, c'est ce qui importe peu.

Y a-t-il quelques-unes de ces républiques, avec lesquelles nous puissions en sûreté former des relations officielles ou former des traités d'amitié et de commerce? Oui, avec les provinces unies de la Plata. Depuis sept ans elles jouissent librement de tout leur pays; aucune attaque n'a eu et n'aura vraisemblablement lieu pour les reprendre, et après ce laps de temps, si l'Espagne le tentait, elle ne serait considérée que comme injuste aggresseur. Nous ne voyons que le gouvernement de fait; la maxime de l'Espagne, *qui fut colonie sera toujours colonie*, peut être suivie de sa part comme elle pourra; pour nous il nous suffit que dans la Plata, il y ait com-

plette expulsion des autorités espagnoles et un gouvernement existant. Les plus extravagants avocats de l'Espagne, ne prétendront pas que parce qu'elle a ailleurs des colonies révoltées, qu'elle s'efforce de soumettre, que *celles qu'elle est trop faible pour attaquer*, soient regardées comme unies avec le reste et que toutes les nations attendent qu'elle annonce d'une manière formelle, qu'elle ne peut espérer davantage de les subjuguer. D'après ce raisonnement, tant que l'Espagne continuerait à posséder un pouce de terre en Amérique, les colonies devraient être considérées comme en état de révolte.

D'accord donc avec la plus stricte neutralité, nous pourrons reconnaître la Plata, au moins, comme un état indépendant. Par ce simple acte, nous nous assurons à jamais l'amitié de tous les patriotes de l'Amérique méridionale, dont les sentiments sont à l'unisson de ceux de la Plata. Il inspirera de la confiance à tous ceux qui sont engagés dans la querelle; il animera

tout patriote d'un zèle nouveau et rendra leur cause plus respectable à leurs propres yeux au point d'unir davantage les cœurs pour le maintien de leur indépendance. Tel fut le sentiment que produisit la reconnaissance de notre émancipation. Comme la tête naturelle de l'Amérique, il augmentera aussitôt notre importance aux yeux du monde; l'Espagne peut enfin être amenée à terminer l'horrible effusion du sang humain et à renoncer à une entreprise dans laquelle elle ne réussira jamais. Un arrangement avec les gouvernements patriotes de l'Amérique méridionale, nous permettra aussi de nous arranger pour mettre un terme aux nombreux abus pratiques, dans lesquels notre caractère comme nation, est fortement compromis.

Je viens, Monsieur, d'esquisser rapidement un sujet de la plus haute importance pour les intérêts présents et futurs de ce pays. D'accord avec mes concitoyens, je forme les vœux les plus ardents pour le succès de la cause des patriotes,

mais en même temps j'estime trop *le bonheur réel de mon pays*, pour le risquer au hasard par des mesures brusques et inconsidérées. Il est à peine dans notre histoire, une époque qui réclame un jugement plus sage et plus mûr et une prévoyance plus éclairée que celle à laquelle nous touchons. Heureusement pour nous il règne sur ce point parmi nos concitoyens et dans nos discussions politiques un plus grand degré d'harmonie qu'à aucun autre temps depuis l'établissement de notre constitution, et nous avons au gouvernail un sage et vertueux homme d'état. Il fut donné à notre immortel Washington, de terminer l'indépendance d'une moitié de l'Amérique, et je désire en toute sincérité qu'il soit votre ouvrage de reconnaître l'indépendance de l'autre.

DÉCLARATION

D'INDÉPENDANCE DU CONGRÈS

DES ÉTATS

QUI FORMENT LA RÉPUBLIQUE DE LA PLATA.

L'honneur est un trésor que les mortels estiment plus que leur existence, et qu'ils doivent défendre plus que tous les biens de ce monde, quelque grands, quelque chers qu'ils soient. Les provinces unies du *Rio de la Plata* ont été accusées par le gouvernement espagnol de rebellion et de perfidie, auprès de toutes les autres nations; on a dénoncé comme tel le fameux acte d'émancipation, publié par le congrès national de Tucuman, le 9 de juillet 1816; on leur a imputé des idées d'anarchie et l'in-

tention d'introduire dans les autres pays des principes séditieux, lorsquelles sollcitaient l'amitié de ces mêmes nations, et la reconnaissance de cet acte mémorable pour prendre leur rang.

Le congrès national regarde comme le premier de ses devoirs les plus sacrés, de repousser des inculpations si odieuses et de défendre la cause du pays en publiant les cruautés et les motifs qui ont poussé à la déclaration de l'indépendance. Ce n'est point certainement de sa part une soumission qui remette à un autre pouvoir de la terre la disposition d'un sort qui a coûté à l'Amérique des torrents de sang, et toutes espèce de sacrifices et de douleurs. C'est une considération importante qu'il doit à son honneur outragé et à l'honneur des autres nations.

Nous nous abstenons de recherches sur le droit de conquête, sur les concessions pontificales et sur les autres titres, dont les Espagnols ont appuyé leur domination; il est inutile de reproduire des principes, qui

pourraient susciter des contestations problématiques et faire revivre des questions qui ont eu leurs défenseurs des deux côtés. Nous en appelons aux faits qui forment un contraste douloureux de notre patience avec l'oppression et la cruauté des Espagnols. Nous montrerons l'abîme affreux que l'Espagne ouvrait sous nos pieds et dans lequel allaient se précipiter ces provinces si elles n'avaient opposé le rempart de leur émancipation. Nous donnerons enfin des raisons qu'aucun être raisonnable ne pourra rejeter, à moins qu'il ne se trouve des hommes qui veuillent persuader à un pays de renoncer pour jamais a toute idée de bonheur et d'adopter pour système la ruine, l'opprobre et l'esclavage. Exposons à la face du monde ce tableau, que personne ne pourra considérer sans se pénétrer de nos propres sentiments.

Depuis que les Espagnols se furent emparés de ces pays, ils préférèrent le système d'assurer leur domination, en exterminant, détruisant, et dégradant tout. Les

plans de cette dévastation furent aussitôt posés, continués sans relâche pendant un espace de trois cents années. Ils commencèrent par assassiner les monarques du Pérou, et firent ensuite de même avec les autres gouvernants et chefs qu'ils rencontrèrent. Les habitans du pays, qui voulaient s'opposer à ces barbares irruptions, malgré le grand désavantage de leurs armes, devinrent les victimes du glaive et du feu, et livrèrent leur population aux flammes qui furent allumées partout sans pitié et sans distinction.

Les Espagnols mirent alors une barrière à la population du pays; ils défendirent par des lois rigoureuses l'entrée aux étrangers, limitèrent autant que possible celle des Espagnols eux-mêmes, et la facilitèrent dans ces derniers temps aux hommes criminels, aux soldats comdamnés, à tous les êtres immoraux enfin qu'il leur convenait de chasser de leur péninsule. Ni ces lieux jadis si beaux et changés en vastes déserts par l'extermination des naturels; ni

l'intérêt que devait rapporter à l'Espagne la culture de campagnes aussi fertiles qu'immenses; ni la vue des métaux les plus riches et les plus abondants du monde; ni l'attrait de productions innombrables, les unes inconnues jusqu'alors, les autres précieuses par leur valeur inestimable, et toutes capables d'animer l'industrie et le commerce, en portant la première à son comble et celui-ci au plus haut degré de richesses; ni enfin le remords de laisser plongées dans le malheur les contrées les plus délicieuses du globe, ne furent capables de changer les principes sombres et sinistres de la cour de Madrid. On a dépeuplé des centaines de lieues, on les a rendues incultes d'une ville à une autre. Des peuples entiers ont disparu, ensevelis sous les ruines des mines, sans que ce système exterminateur ait pu être arrêté par les cris lamentables de tout le Pérou, et par les représentations énergiques des ministres les plus zélés.

L'art d'exploiter les minéraux traité avec

négligence et apathie, est demeuré parmi nous étranger aux progrès qu'ont faits les autres connaissances dans les siècles d'illustration parmi les peuples policés. Ainsi les mines les plus riches travaillées comme à la hâte, se sont ensevelie, par l'écroulement des collines sur leurs bases, ou parce que les travaux ont été inondés et puis abandonnés. D'autres produits rares et estimables du pays se trouvent encore confondus avec les autres sans avoir jamais intéressé le zèle du gouvernement; et si quelque sage observateur a voulu publier leurs avantages, il a été reprimandé par la cour et obligé de se taire, pour ne pas nuire à quelques fabrications communes de l'Espagne.

L'enseignement des sciences nous était interdit; on ne nous permettait que la grammaire latine, la philosophie ancienne, la théologie, la jurisprudence civile et canonique. Il en coûta beaucoup au vice-roi D. Joaquin del Pino, pour avoir permis au consulat de Buenos-Ayres l'entretien d'une chaire de navigation; des ordres qui vin-

rent de la cour, fermèrent l'école et défendirent d'envoyer à Paris des jeunes gens pour devenir bons professeurs de chimie et l'enseigner ensuite dans leur pays.

Le commerce fut toujours un monopole exclusif entre les mains des négociants de la péninsule et des consignataires qu'ils envoyaient en Amérique. Les emplois étaient pour les Espagnols; et quoique les Américains y fussent appelés par les lois, ils n'y parvenaient que rarement, et à la condition d'assouvir par des dons immenses la cupidité de la cour. Entre cent soixante vice-rois qui ont gouverné les Amériques on ne compte que quatre Américains; et de six cents deux capitaines généraux et gouverneurs, à l'exception de quatorze, tous les autres étaient espagnols. Il en était proportionnellement de même pour le reste des emplois d'importance, et à peine rencontrait-on quelque mélange d'Américains et d'Espagnols parmi les employés de bureaux.

Ainsi l'Espagne n'épargnait rien pour faire prévaloir en Amérique la dégrada-

tion des naturels du pays. Il ne lui convenait pas qu'ils devinssent savants, parce qu'elle craignait qu'il ne parût des génies et des talents capables de diriger les intérêts de leur patrie et de faire avancer rapidement la civilisation, les mœurs et les dispositions excellentes dont les Américains étaient doués. La population diminuait incessamment, afin qu'elle ne fût point en état quelque jour d'attaquer une domination soutenue par un trop petit nombre de bras pour garder des pays si divers et si éloignés. Les Espagnols faisaient le commerce exclusif, parce qu'ils soupçonnaient que l'opulence nous rendrait fiers et capables d'aspirer à l'affranchissement de leurs vexations. Ils nous refusaient l'aliment de l'industrie, afin que nous n'eussions pas les moyens de sortir de la misère et de la pauvreté; et ils nous excluaient des emplois, afin que les péninsulaires prissent toute l'influence du pays, et formassent les inclinations et les habitudes nécessaires pour nous tenir dans

une dépendance qui ne nous laissât ni penser, ni agir que selon les vues de l'Espagne.

Ce système était soutenu avec inflexibilité par les vice-rois ; chacun d'eux avait l'autorité d'un visir ; leur pouvoir suffisait pour anéantir tout ce qui eût osé leur déplaire ; quelque grandes que fussent leurs vexations, il fallait souffrir avec patience ce que leurs satellites et leurs flatteurs comparaient superstitieusement aux effets de la colère divine. Les plaintes qui se dirigeaient vers le trône, ou se perdaient dans le long chemin des milliers de lieues qu'elles avaient à traverser, ou étaient reléguées dans les cartons de Madrid, par les clients et les protecteurs de ces proconsuls. Non seulement ce système ne fut jamais adouci, mais on n'espérait pas même que le temps le modérerait. Nous n'avions aucune influence soit directe, soit indirecte, sur notre législation ; elle se réglait en Espagne, sans qu'on nous accordât le droit d'envoyer des procureurs pour as-

sister à sa formation et faire les représentations convenables à l'exemple des villes d'Espagne. Nous n'avions pas même cet avantage auprès de l'administration qui pouvait adoucir beaucoup la rigueur de l'exécution. Nous savions que la patience était notre unique ressource, et que pour celui qui ne se résignait pas à tout, le dernier supplice n'était point une peine suffisante; on avait inventé dans ce cas des tourments d'une cruauté nouvelle et inouie, les plus en horreur à la nature.

Les injustices qui firent prendre les armes aux provinces de Hollande pour se détacher de l'Espagne, ne furent ni si grandes, ni si répétées; ni celles qui poussèrent le Portugal à secouer le même joug; ni celles qui réunirent les Suisses sous la direction de Guillaume Tell pour s'opposer à l'Archiduc d'Autriche; ni celles qui excitèrent dans les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale le parti de refuser les impôts que voulait introduire la grande Bretagne; ni celles qui dans beaucoup d'autres

pays que la nature n'avait point séparés de leur métropole, ont fait secouer un joug de fer et constituer l'édifice du bonheur. Et nous, cependant, séparés de l'Espagne par une mer immense, soumis à un climat différent, à des nécessités et à des habitudes distinctes, et traités comme de vils troupeaux de bêtes, nous avons donné l'exemple singulier de la patience au milieu de tant d'humiliation, et d'obéissance, lorsqu'il se présentait les plus flatteuses occasions de briser le joug de nos oppresseurs et de les rejeter de l'autre côté de l'océan.

Nous parlons aux Nations du monde et nous ne pouvons être assez impudents pour nous proposer de les tromper en ce qu'elles ont elles-même vu et senti; l'Amérique resta tranquille tant que dura la guerre de la succession, et attendait l'issue de la question pour laquelle combattaient les maisons d'Autriche et de Bourbon, afin de partager le sort de l'Espagne. C'était une occasion favorable de se délivrer de tant

de vexations; mais elle n'en profita pas, et loin delà, elle prit la résolution de se défendre et de s'armer elle seule, pour se conserver unie à la métropole. Sans participer à ses querelles avec les autres puissances de l'Europe, nous avons pris le même intérêt dans ses guerres, nous avons souffert les mêmes dommages et supporté sans murmure toutes les privations et tous les besoins auxquels nous exposait sa nullité sur mer et le défaut de communication dans lequel il nous mettait.

Nous fûmes attaqués en 1806; une expédition anglaise surprit et occupa la capitale de Buenos-Ayres, par la faiblesse et l'impéritie du vice-roi, qui, quoique sans troupes espagnoles, ne sut point se servir des secours nombreux, qui se présentaient pour la défense. Au bout de quarante cinq jours nous reprîmes la capitale, fîmes prisonniers tous les Anglais avec leur général, sans que le vice-roi y eût la moindre part. Nous réclamâmes auprès de la cour des secours pour nous dé-

livrer d'une autre invasion, qui nous menaçait; et le secours qu'on nous envoya, fut un ordre royal scandaleux, par lequel on nous prévint de nous défendre comme nous le pourrions. L'année suivante la bande orientale du Rio de la Plata fut occupée par une expédition nouvelle et plus forte. La place de Montevideo fut assiégée et prise d'assaut; il s'y réunit des forces anglaises plus considérables, et il se forma un armement pour envahir la capitale, qui en effet fut assaillie quelques mois après, mais qui réussit par les efforts de sa valeur a repousser l'ennemi, et l'obligea même par une brillante victoire à l'évacuation de Montevideo et de toute la partie orientale.

Il ne pouvait se présenter une occasion plus propice pour nous déclarer indépendants, si l'esprit de révolte ou de perfidie eût été capable de nous toucher, ou si nous eussions été susceptibles des principes séditieux et anarchiques, qu'on nous a imputés. Mais pourquoi s'arrêter

à ces prétextes ? Nous avions alors des raisons plausibles pour le faire. Nous ne devions pas vivre avec indifférence dans la dégradation. Si la victoire autorise quelquefois le vainqueur a être l'arbitre des destins, nous pouvions fixer le nôtre, étant les armes à la main, triomphants et sans un régiment espagnol pour nous résister : et si la victoire ni la force ne dônnent aucun droit, nous en avions un plus fort, celui de ne pas souffrir plus long-temps la domination de l'Espagne. Les forces de la péninsule n'étaient point à craindre pour nous, puisque ses ports étaient bloqués et que les escadres britanniques dominaient sur les mers. Cependant malgré ces motifs encourageants que nous offrait la fortune, nous ne voulûmes point nous séparer de l'Espagne, croyant que cette preuve distinguée de loyauté changerait les principes de la cour et lui ferait connaître ses vrais intérêts. Nous nous trompions malheureusement, et nous nous flattions de vaines espérances ! l'Es-

pagne ne reçut point des démonstrations si généreuses comme une marque d'affection, mais comme une obligation juste et rigoureuse; l'Amérique continua d'être régie avec la même tyrannie, et nos sacrifices héroïques servirent seulement à ajouter quelques pages de plus à l'histoire des injustices que nous souffrions.

Tel est l'état dans lequel nous trouva la révolution d'Espagne. Accoutumés à obéir en aveugles, nous jurâmes obéissance au Roi Ferdinand de Bourbon, quoiqu'il eût été couronné, en précipitant son père du trône par un mouvement excité à Aranjuez. Nous vîmes qu'il passa ensuite en France, où il fut détenu avec sa famille et privé de la couronne qu'il venait d'usurper; que la nation, envahie de toutes parts par les troupes françaises se révolutionnait, et que parmi ces fortes secousses et les agitations civiles, le peuple mutiné assassinait des hommes distingués, qui gouvernaient les provinces avec éclat ou servaient avec honneur dans les armées; que parmi ces oscil-

lations il s'élevait des gouvernements qui, prenant chacun le titre de suprême, se croyaient le droit de commander en maîtres à l'Amérique. Une junte de cette classe formée à Séville, eut la présomption d'être la première qui aspirât à notre obéissance, et les vice-rois nous obligèrent à la reconnaître et à lui être soumis. En moins de deux mois une autre junte dite suprême de Galice exigea le même hommage, et nous donna un vice-roi avec la menace insultante d'envoyer contre nous trente mille hommes, s'il était nécessaire. Bientôt s'érigea la Junte centrale, sans nous avoir appelés à concourir à sa formation, et nous lui obéîmes ponctuellement, en exécutant ses décrets avec un zèle empressé. Nous envoyâmes des secours d'argent, des dons volontaires, et des moyens de toute espèce pour prouver que notre fidélité ne courait aucun risque dans toutes les épreuves auxquelles on l'assujétissait.

Nous avions été tentés par les agents du roi Joseph Napoléon, et flattés de grandes

promesses d'améliorer notre sort, si nous embrassions son parti. Nous savions que des Espagnols de la première distinction s'étaient déjà déclarés pour lui ; que la nation manquait d'armées, et d'une direction rigoureuse si nécessaire dans des moments de détresse. Nous étions informés que les troupes du Rio de la Plata, prisonnières à Londres, depuis la première expédition des Anglais, avaient été conduites à Cadix, où on les avait traitées avec une extrême inhumanité ; qu'elles s'étaient vues réduites à demander l'aumône dans les rues, pour ne pas mourir de faim ; et qu'on les avait envoyées nues et privées de tout combattre les Français. Toutefois au milieu de tant *de désabusements*, nous nous conservâmes dans la même position jusqu'à ce que les Français ayant occupé l'Andalousie, la junte centrale se dispersa.

Dans ces circonstances on publia un acte sans date et signé seulement de l'Archevêque de Laodicée qui avait été le président de la dite junte centrale dispersée. Cette

pièce ordonnait la formation d'une régence et désignait les trois membres qui devaient la composer. Nous ne pûmes nous laisser soumettre par une nouvelle aussi subite qu'inattendue. Nous commençâmes à éprouver des inquiétudes et la crainte d'être enveloppés dans les mêmes désastres que la métropole. Nous réfléchîmes sur notre situation incertaine et vacillante; les Français s'étaient déjà présentés aux portes de Cadix et de l'île de Léon; nous nous défiions des nouveaux régents, inconnus parmi nous. Les Espagnols de la plus haute classe étaient passés du côté des Français, le gouvernement central était dissous et ses membres poursuivis et accusés de trahison dans les papiers publics. Nous connaissions l'inefficacité du décret publié par l'Archevêque de Laodicée et sa nullité de titres pour établir la régence; nous ignorions si les Français ne s'étaient pas emparés de Cadix, et n'avaient point terminé la conquête de l'Espagne, pendant que l'acte nous était parvenu, et nous doutions qu'un gouver-

nement né des fragments dispersés du précédent n'éprouvât pas aussitôt le même sort. Attentifs aux risques que nous courions, nous résolûmes de prendre à notre charge le soin de notre sûreté jusqu'à ce que nous eussions acquis des renseignements plus certains sur l'état de l'Espagne et que son gouvernement eût pris quelque consistance. Au lieu d'arriver à ce but, nous vîmes la régence tomber aussitôt, et les changements de gouvernement se succéder les uns aux autres dans les temps de la plus grande détresse.

Cependant nous établîmes notre junte de gouvernement à l'instar de celles d'Espagne. Son institution fut simplement provisoire, et au nom du roi prisonnier Ferdinand. Le vice-roi D. Baltasar Hidalgo de Cisueros, expédia des circulaires aux gouverneurs, pour qu'ils se préparassent à la guerre civile, et armassent les provinces les unes contre les autres. Rio de la Plata fut aussitôt bloqué par une escadre; le gouverneur de Cordova commença à

organiser une armée; celui de Potosi, et le président de Charcas en firent marcher une autre sur les confins de Salta; et le président de Cuzco, en se présentant avec une troisième armée sur les bords du Desagnadero, conclut un armistice de quarante jours pour nous tromper; avant qu'il fût expiré, il rompit la trève, attaqua nos troupes, et nous fit perdre dans un combat sanglant plus de quinze cents hommes. La mémoire se rappèle avec horreur les excès que commit alors Goymeche dans le Cochachamba. Plût au ciel qu'on pût oublier cet Américain ingrat et sanguinaire, qui, le jour de son entrée, ordonna de fusiller l'honorable gouverneur Antesana, et qui assistant du balcon de sa demeure à cet odieux assassinat, criait à la troupe d'un ton féroce de ne point lui tirer à la tête, parce qu'il en avait besoin pour la mettre au bout d'une pique, et qui, après l'avoir vu couper, commanda de traîner par les rues le cadavre ainsi mutilé, et autorisa ses soldats par le barbare décret qui

les rendait *maîtres des vies et des biens*, à jouir pendant plusieurs jours de cette sanglante possession.

La postérité verra avec horreur la férocité qui acharna contre nous des hommes intéressés à la conservation de l'Amérique ; elle ne pourra jamais s'étonner assez de l'aveuglement avec lequel ils ont prétendu punir une chose qui était marquée des signes indélébiles de la fidélité et de l'amour. Le nom de Ferdinand de Bourbon précédait constamment tous les décrets du gouvernement, et commençait ses dépêches. Le pavillon espagnol flottait sur nos vaisseaux et servait à enflammer nos soldats. Les provinces se voyant comme privées de leur mère par la dispersion du gouvernement national, faute d'un autre gouvernement légitime et digne d'obéissance, et presque toute la métropole étant conquise, s'étaient choisi un homme éclairé pour veiller à leur sûreté, et les conserver intactes au Roi captif, s'il recouvrait sa liberté. Cette mesure était imitée de l'Espagne, et

provoquée par la déclaration qu'elle fit à l'Amérique, partie intégrante de la monarchie et égale en droits à celle-ci; déjà elle avait été prise à Montevideo par le conseil de ces mêmes Espagnols. Nous offrîmes de continuer les secours d'argent et les dons volontaires pour l'entretien de la guerre, et nous publiâmes mille fois la pureté de nos intentions et la sincérité de nos vœux. La Grande Bretagne, alors l'alliée généreuse de l'Espagne, interposait sa médiation et ses services pour qu'on nous traitât d'une manière moins dure et moins cruelle. Mais ces hommes entêtés dans leurs caprices sanguinaires, rejetèrent la médiation et expédièrent des ordres rigoureux à tous les généraux pour qu'ils accélérassent la guerre et les châtiments; les échafauds s'élevèrent de toutes parts, et l'on redoubla d'inventions pour répandre la douleur et la consternation.

Les Espagnols essayèrent alors de nous diviser par tous les moyens, pour nous pousser à une extermination mutuelle. Ils

ont suscité contre nous des calomnies atroces, nous attribuant le dessein de détruire notre sainte religion, d'abolir toute morale et d'établir la licence des mœurs. Ils nous déclarent une guerre religieuse, en tramant de mille manières le trouble et l'alarme des consciences, en faisaisant donner des décrets de censures ecclésiastiques par les évêques espagnols, publier des excommunications et semer par quelques confesseurs ignorants des doctrines fanatiques au tribunal de la pénitence. C'est avec ces discordes religieuses qu'ils ont divisé les familles entre elles; qu'ils ont désuni les pères et les enfants; qu'ils ont rompu les doux nœuds qui attachent l'époux à sa compagne; qu'ils ont répandu les querelles et les haines les plus implacables entre les frères les plus unis, et qu'ils ont voulu livrer la nature à la discorde.

Ils ont adopté le système de tuer les hommes indistinctement, pour nous diminuer; à leur entrée dans les villages, ils ont enlevé jusqu'aux malheureux vi-

vandiers, ils les ont traînés en groupes sur les places et les ont fusillés un à un. Les villes de Chuquisaca et de Cochabamba ont été maintes fois les théâtres de ces horreurs. Ils ont encadré dans leurs troupes nos soldats prisonniers, emmenant les officiers chargés de fers dans des garnisons où il est impossible de conserver une année la santé ; ils ont laissé les autres mourir de faim et de misère dans les cachots, et en ont obligé un grand nombre à travailler aux travaux publics. Ils ont fusillé nos parlementaires avec jactance, et commis les dernières horreurs contre des chefs déjà rendus, et contre d'autres personnes de marque, malgré notre humanité extraordinaire pour leurs prisonniers ; on peut citer pour preuves le député Matos du Potosi ; le capitaine général Pumacagna, le général Angulo et son frère, le commandant Munecas et d'autres chefs de partis, fusillés de sang froid, après avoir été prisonniers pendant pluieurs jours.

A Valle-Grande ils prirent le brutal

plaisir de couper les oreilles aux citoyens et d'envoyer au quartier général une corbeille pleine de ces présents; ils détruisirent ensuite la population, incendièrent plus de trente villages populeux du Pérou, après s'être plu à enfermer les hommes dans leurs maisons, avant d'y mettre le feu, afin qu'ils y périssent consumés.

Ils n'ont pas seulement été cruels et implacables dans leurs meurtres; ils ont encore abjuré toute moralité et toute décence publique, en faisant fouetter sur les places publiques de vieux religieux et des femmes attachées à un canon, après les avoir d'abord dépouillés avec une fureur scandaleuse, et avoir exposé leurs corps à d'infâmes regards. Ils ont établi un système inquisitorial pour toutes ces peines, ils ont enlevé des hommes paisibles, les ont transportés sur d'autres rivages, pour être jugés pour des délits supposés et ils ont conduit au supplice, sans procès, une grande multitude de citoyens.

Ils ont poursuivi nos vaisseaux, ravagé

nos côtes, égorgé leurs paisibles habitants, sans pardonner aux prêtres septuagénaires; par ordre du général Pezuela, ils brûlèrent l'église du Puna et massacrèrent à coups de couteau les vieillards, les femmes et les enfants, seule population qu'ils trouvèrent. Ils ont excité d'atroces conspirations parmi les Espagnols reçus comme citoyens dans nos villes, et nous ont mis dans la nécessité de punir du dernier supplice les pères de familles nombreuses.

Ils ont forcé nos frères et nos fils à prendre les armes contre nous; et formant des armées des habitants du pays aux ordres de leurs officiers, ils les ont obligés de combattre nos troupes. Ils ont excité des insurrections domestiques en corrompant avec de l'argent et toute espèce de trames les tranquilles habitants des campagnes, pour nous envelopper dans une affreuse anarchie et nous attaquer, après nous avoir divisés et affaiblis.

Ils ont manqué honteusement et par une infamie manifeste à toutes les capitulations

que nous leur avions souvent accordées, lorsque nous les tenions sous la pointe de nos épées; ils firent reprendre les armes à quatre mille hommes qui s'étaient rendus avec leur général Tristan au combat de Gatta, et auxquels le général Belgrano accorda généreusement sur le champ de bataille une capitulation qu'il observa avec plus de générosité, fidèle à sa parole.

Ils ont mis au jour une nouvelle invention d'horreur, en empoisonnant les eaux et les aliments, lorsqu'ils furent vaincus à la Paz par le général Pinelo; et ils répondirent à la bonté avec laquelle il les traita après les avoir pris à discrétion, par la barbarie de faire sauter les quartiers qu'ils avaient minés auparavant.

Abusant du droit sacré de parlementer, ils ont eu la bassesse d'engager nos généraux et nos gouverneurs à nous trahir, et de leur écrire à ce sujet des lettres publiques et impudentes. Ils ont déclaré que les lois de la guerre, observées entre les nations policées, ne devaient point s'observer avec

nous; et leur général Pezuela, après la bataille de Ayouma, pour se dérober à ses engagements, eut l'impudeur de répondre au général Belgrano qu'on ne pouvait observer les traités avec des insurgés.

Telle était la conduite des Espagnols avec nous, quand Ferdinand de Bourbon fut rétabli sur le trône. Nous croyions alors que le terme de nos infortunes était arrivé; il nous semblait qu'un Roi, formé dans l'adversité, ne serait point indifférent à la désolation de ses peuples; et nous envoyâmes un député pour l'informer de notre état. On ne pouvait douter qu'il ne fût accueilli d'un prince bienveillant, et que nos suppliques intéresseraient sa reconnaissance et cette bonté que les courtisans espagnols avaient élevée jusqu'au ciel. Mais il était réservé aux pays d'Amérique d'éprouver une ingratitude nouvelle et inconnue, supérieure à tous les exemples qui se trouvent dans les histoires des temps passés.

Ferdinand nous déclara rebelles dès les premiers moments de son retour à Madrid;

il ne voulut point entendre nos plaintes, ni admettre nos supplications, et il nous offrit un pardon pour suprême grâce. Il confirma les vice-rois gouverneurs et généraux qu'il avait trouvés dans les fonctions de bourreaux. Il déclara crime d'état l'intention de nous former une constitution, pour nous mettre à l'abri d'un pouvoir arbitraire et tyrannique, sous lequel nous avions vécu trois siècles.

Il s'appliqua aussitôt à lever de grands armemens pour les employer contre nous. Il a fait transporter dans ces pays des armées nombreuses pour consommer les dévastations, les incendies et les pillages. Il a profité des premières félicitations des puissances de l'Europe, à son retour de France, pour les engager à nous refuser tout aide et tout secours et à nous voir déchirer avec indifférence. Il a donné un règlement particulier de course contre les bâtimens d'Amérique, lequel contient des dispositions barbares, entr'autres ordre de pendre l'équipage; il a défendu d'ob-

server envers nous les lois de ses ordonnances maritimes faites selon le droit des gens, et nous a refusé tout ce que nous accordons à ses vaisseaux pris par nos corsaires. Il a envoyé à ses généraux certains décrets de pardon qu'ils faisaient publier, pour en imposer aux gens crédules et ignorants, et faciliter l'entrée de nos villes; mais en même temps, il leur a donné d'autres instructions secrettes qui les autorisent, après nous avoir occupés, à nous pendre, à nous brûler, à nous piller, à nous saccager, à cacher les assassinats particuliers, et tout le mal possible à faire aux hommes que l'on suppose pardonnés. C'est au nom de Ferdinand de Bourbon qu'on a fait mettre sur les chemins des têtes d'officiers patriotes prisonniers; qu'on nous à fait périr sous le bâton (1); qu'on a lapidé un commandant de troupes légères;

---

(1) La gazette de Madrid a rapporté ce nouveau genre de supplice avec une sorte de jactance.

et que le vil Centeno, après avoir tué de sa main le colonel Camargo, lui coupa la tête et l'envoya en présent au général Pezuela, en lui mandant que *ceci était un miracle de la vierge du Carmen.*

Un tel torrent de maux et d'infamies nous ont poussés à prendre le seul parti qui nous restât. Nous avons médité mûrement sur notre sort, et appliquant notre attention de tous côtés, nous n'avons vu que les traces des trois éléments qui devront nécessairement la former : l'opprobre, la ruine et la patience.

On eût répété parmi nous les scènes sanglantes de Caracas, de Carthagène, de Quito et de Santa-Fè; nous aurions laissé fouler les cendres de 80,000 personnes qui ont été les victimes de la fureur ennemie, et dont les mânes illustres tourneraient justement contre nous le cri de la vengeance, et nous aurions attiré l'exécration de tant de générations à venir, condamnées à servir un maître toujours disposé à les maltraiter, et qui, par sa nullité sur mer, est tombé

dans l'impuissance absolue de les protéger contre toute invasion étrangère.

Nous donc, forcés par les Espagnols et par leur roi, nous nous sommes constitués indépendants, et nous consacrerons à notre défense naturelle contre les attaques de la tyrannie notre honneur, nos vies et nos fortunes. Nous avons juré au roi et au juge suprême du monde, de ne point abandonner la cause de la justice; de ne point laisser ensevelir sous des décombres et submerger dans le sang, la patrie qu'il nous a donnée; de n'oublier jamais l'obligation de la sauver des malheurs qui la menacent, et le droit sacré qu'elle a de réclamer de nous tous les sacrifices nécessaires pour qu'elle ne soit pas violée, déchirée et foulée par des hommes usurpateurs et tyrans. Nous avons gravé cette déclaration dans nos cœurs, pour ne cesser jamais de combattre pour elle. Et en même-temps que nous manifestons aux nations du monde les raisons qui nous ont engagés à prendre ce parti, nous tenons à honneur de publier notre

intention de vivre en paix avec toutes et même avec l'Espagne, du moment où elle voudra y consentir.

Fait en la salle du conseil de Buenos-Ayres, le 25 d'octobre 1817.

Dom Pedro Ignacio de Castro y Barros,
Président.

Dom José Eugenio de Elias,
Secrétaire.

ACTE D'INSTALLATION

DU CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE DE VENEZUELA.

En la ville de St.-Thomas d'Augustura, le 10 novembre 1817, septième année de l'indépendance.

Tous les membres du conseil détat, assemblés au palais du gouvernement, d'après le décret du 30 octobre dernier,

S. Ex. le chef suprême, Bolivard, ouvrit la session en prononçant le discours suivant :

Messieurs du conseil d'etat,

Lorsque le peuple de Venezuela rompit les liens oppressifs qui l'enchaînaient à la

nation espagnole, son premier soin fut l'établissement d'une constitution, basée sur la politique moderne, dont les principes sont la division des pouvoirs et l'équilibre entre les autorités. Proscrivant alors les tyranniques institutions de la monarchie espagnole, il adopta le système républicain plus conforme à la justice et entre les différentes formes républicaines, il choisit la plus libérale de toutes, la forme fédérale.

Les vicissitudes de la guerre, si contraires aux armes de Venezuela, détruisirent la république et avec elle toutes ses institutions ; il ne restait d'autres vestiges de notre régénération que quelques débris dispersés, des défenseurs de la patrie qui, de retour par la nouvelle Grenade et Guiria, rétablirent le gouvernement indépendant de Venezuela. Les circonstances qui accompagnèrent cette nouvelle réaction furent telles, furent si extraordinaires, les mouvements de la guerre si rapides et si terribles, qu'alors il fut impossible de donner

au gouvernement de la république, toute la régularité constitutionnelle que les actes du congrès avaient décrétée à la première époque; toute la force ou plutôt toute la violence d'un gouvernement militaire suffisait à peine pour contenir le torrent dévastateur de l'anarchie, de l'insurrection, de la guerre, et nul autre pouvoir que la dictature, ne pouvait convenir à des temps si malheureux. Ce fut l'opinion de tous les Venezuelans; et ils s'empressèrent de se soumettre à ce grand mais terrible gouvernement; les exemples de Rome furent alors la seule consolation et le seul guide de nos concitoyens.

Le gouvernement de la république ayant disparu, des insurrections partielles soutinrent encore, quoique précairement, ses bannières, mais non son gouvernement; il avait été entièrement détruit. Dans l'île de la Marguerite, la république reprit une marche régulière mais toujours avec le caractère militaire si malheureusement annexé à l'état de guerre. La troisième période

Venezuelane, n'avait pas jusqu'aujourd'hui présenté un moment aussi favorable, pour mettre l'arche de notre constitution à l'abri des tempêtes. J'ai souffert et je puis dire que j'ai vécu désespéré, tant que j'ai vu ma patrie, sans constitution, sans lois, sans tribunaux, gouvernée arbitrairement, par ses mandataires, sans autre guide que ses drapeaux, sans autre principe que la destruction de ses tyrans et sans autre maxime que celle de l'indépendance et de la liberté. Je me suis efforcé, malgré tous ces obstacles, de donner à ma patrie le bénéfice d'un gouvernement modéré, juste et légal. S'il n'est pas tel, V. Ex. vont en décider; mais mon dessein a été de l'établir.

L'assemblée du 6 mai 1816, à la Marguerite décréta la république de Venezuela une et indivisible; les peuples et les armées qui jusqu'alors avaient combattu pour la liberté ont sanctionné de la manière la plus solennelle et la plus unanime, cet acte qui en même-temps qu'il unissait en un seul,

les états de Venezuela, créait et nommait un pouvoir exécutif sous le titre de chef suprême de la république. Ainsi il manquait seulement l'institution du corps législatif et du pouvoir judiciaire.

La création du conseil d'état va le charger des augustes fonctions du pouvoir législatif, mais non avec toute la latitude que comporte la souveraineté d'un tel corps, parce qu'elle serait incompatible avec l'extension et la force imprimée au pouvoir exécutif, non-seulement pour pacifier et délivrer le territoire de la république, mais pour recréer le corps entier de la république; ouvrage qui exige des moyens proportionnés à sa grandeur, et la réunion de toutes les forces qui peuvent résider dans le gouvernement le plus concentré. Le conseil d'état ne remplira donc qu'en partie les fonctions du corps législatif; il aura l'initiative de nos lois, règlements et institutions qu'il jugera nécessaires au salut de la république. Il sera consulté par le pouvoir exécutif avant la mise en exécution

des lois, réglements et institutions décrétées par le gouvernement. Dans tous les cas difficiles, les avis du conseil d'état seront reçus et auront la plus grande influence dans les délibérations du chef suprême.

La haute cour de justice qui forme le troisième pouvoir du corps souverain a déjà été formée et son installation n'a pas eu d'effet parce qu'il m'a paru qu'avant il était nécessaire de consulter le conseil d'état sur une institution aussi importante, sur sa forme et sur les fonctionnaires dignes de remplir d'aussi éminentes dignités.

La haute cour de justice est la première nécessité de la république, par elle seront à couvert les droits et les propriétés de tous. L'innocence et les services des citoyens ne seront plus foulés aux pieds par l'arbitraire d'aucun chef militaire ou civil, le chef suprême lui-même ne pourra leur porter atteinte. Le pouvoir judiciaire de la haute cour de justice, jouira de toute l'indépen-

dance que lui alloue la constitution fédérale de la république de Venezuela.

La formation d'un tribunal de commerce ou corps consulaire a eu lieu, en faveur des affaires de commerce et pour la protection de l'agriculture qui a tant besoin de mesures promptes et urgentes. La création du nouveau consulat vous fera connaître la nature de ce corps utile.

Les provinces libres de Venezuela ont reçu l'organisation régulière que permettaient les circonstances et la position de l'ennemi.

Dans la province de Barcelone, le général de brigade, Tadeo Monagas, a été investi du commandement et des fonctions de gouverneur de cette province qui conserve les limites qu'elle avait antérieurement. Il a des forces suffisantes pour la défendre et la pacifier. Un gouverneur civil est provisoirement chargé des fonctions judiciaires dans cette province qui relèvera immédiatement de la haute cour de justice. Le général Monagas a reçu des instructions

détaillées pour la conservation des biens nationaux, le rétablissement de l'ordre civil dans la province et son organisation.

Le genéral de division Joseph François Bermudez nommé gouverneur et commandant général de la province de Cumana, est chargé par le gouvernement du double objet de pacifier la province et de délivrer sa capitale. A cet effet, il doit organiser trois ou quatre bataillons d'infanterie et deux escadrons de cavalerie, autant pour expulser les Espagnols du territoire, que pour détruire les factions que la dissidence du général Marigno avait allumées dans cette province. Il mettra toute son attention à rétablir l'ordre, que l'esprit de parti avait altéré et à protéger le commerce, l'agriculture et l'industrie; se conduisant vis-à-vis des Cumanais avec toute la douceur que mérite leur fidélité à la cause de l'indépendance.

L'invincible île de la Marguerite, qui devrait à l'ombre de ses lauriers se délasser dans le repos que procure la paix, a de-

mandé dans ces derniers temps, tous les soins d'un gouvernement paternel. Les victoires des Margaritains ont épuisé leurs ressources, aussi a-t-on ordonné qu'ils fussent approvisionnés en armes et en munitions ; l'amiral Brion est spécialement chargé de les leur procurer, heureux de remplir cet agréable devoir envers un peuple qui mérite d'être libre et qui a besoin de la protection de ses frères. L'organisation de la Marguerite est due au brave général Arismendi. Son commandant en chef est en ce moment le général François Etienne Gomez.

Le général Paëz qui a sauvé les débris des armées de la nouvelle Grenade, conserve sous la protection des armes de la république les provinces de Barinas et de Casanare. L'une et l'autre ont leurs gouverneurs politiques et civils et elles ont reçu l'organisation que les circonstances permettaient. L'ordre, la subordination et une bonne police y règnent sur tous les points, et il ne paraît pas que la guerre ait agité ces

belles provinces. Elles ont reconnu l'autorité suprême et lui ont prêté serment. Leurs magistrats méritent également toute la confiance du gouvernement.

La Guyane étant délivrée par les armes venezuelanes, mon premier soin a été l'incorporation de cette province, comme partie intégrante de la République, et la création d'un corps municipal; elle a été divisée en trois départements, dont les limites ont été fixées d'après la connaissance de la nature des localités. Son organisation civile et militaire est constatée par les documents que je présente à votre considération.

Le général de division, Manuel Sedeno, est nommé gouverneur et commandant en chef de la province de Guyane; il est chargé de sa défense, et a pour cet objet deux escadrons de cavalerie, deux bataillons d'infanterie, deux compagnies d'artillerie et la garde nationale.

Dès la seconde époque de la République, la nécessité d'établir un centre d'au-

torité pour les relations extérieures, pour recevoir les Consuls et les Envoyés étrangers, entamer et conclure toute espèce de négociation de commerce, acheter et prendre des engagements pour les armes, munitions, équipement et tous les approvisionnements de guerre, avait été reconnue, mais l'objet le plus important, celui qui reclame le plus impérieusement la nomination du conseil du gouvernement, c'est le besoin de pourvoir aux fonctions de Chef suprême en cas qu'il vînt à périr. La République serait exposée à un bouleversement dangereux, si le conseil du gouvernement n'était pas établi avant que je n'entreprène la prochaine campagne, c'est pourquoi je me félicite ainsi que vous, Messieurs, d'avoir procuré ce nouvel appui à la République.

Les soldats de l'armée libératrice, ont trop de droits à la reconnaissance du gouvernement, pour que je puisse les oublier. Les hommes qui se sont précipités au milieu des périls, qui ont abandonné tous

leurs biens et ont souffert tous les maux, ne doivent pas être privés de la juste récompense que méritent leur désintéressement, leur courage et leurs vertus. A cet effet, au nom de la République, j'ai ordonné que tous les biens nationaux soient distribués entre les défenseurs de la patrie; la loi qui fixera les termes et l'espèce des donations, est le document que j'ai l'honneur d'offrir au conseil avec le plus de satisfaction. La récompense du mérite est le plus bel acte du pouvoir humain.

La ville d'Angustura sera provisoirement la capitale et la résidence du gouvernement de Venezuela; il y restera jusqu'à la délivrance de la capitale Caraccas. Les Conseils de gouvernement et d'état, la haute cour de justice et la commission spéciale, chargée de la distribution des biens nationaux y demeureront également.

La religion de Jésus, que le Congrès de Venezuela, a décrétée exclusive et dominante dans l'état, appelle puissamment mon attention. Le dénuement spirituel

auquel nous sommes malheureusement réduits, demande instamment la convocation d'une junte ecclésiastique, ce à quoi je suis autorisé comme chef d'un Peuple chrétien, que rien ne peut séparer de l'Eglise romaine. Cette convocation à laquelle je me suis décidé après avoir pris l'avis d'ecclésiastiques savants et pieux, remplira de joie l'âme affligée des disciples de Jésus et de nos religieux concitoyens.

Messieurs du conseil d'état,

L'installation d'un corps aussi respectable et tout-à-fait digne de la confiance du peuple, est une époque heureuse pour la nation. Ce même gouvernement, qui au milieu de tant d'horribles tempêtes, de secousses, entre tant d'écueils, n'avait aucun appui, aura dorénavant pour guide, une assemblée d'illustres militaires, magistrats, juges et administrateurs; non-seulement il sera sous la protection d'une force effective, mais encore il sera soutenu

par la première de toutes les forces, l'opinion publique, la considération dont s'entoure le conseil d'état, la confiance qu'il inspirera au peuple, seront le plus ferme bouclier du gouvernement.

Le Conseil d'état est installé.

Ensuite S. Exc. le Chef suprême, conformément au titre 2 du décret de cette formation, nomme les présidents et membres des différentes sections.

En examinant ces choix, vous concevez facilement quelles ont été mes raisons; ils prouvent que les citoyens qui se distinguent dans une carrière, qui y sont parvenus aux premiers emplois et les ont remplis avec gloire dans les circonstances les plus critiques de la République, sont aussi les plus convenables, pour préparer dans chacune des attributions du conseil, les travaux, et donner la première impulsion à ses bienfaisantes délibérations. J'exprimerai en outre le désir que quoique les fonctions du conseil d'état ne soient que consul-

tatives, parce que notre situation politique l'exige impérieusement, afin de laisser aux opérations militaires toute la latitude possible, que la plus complette liberté règne cependant dans les discussions, et que MM. les membres en donnent la preuve dans l'examen de tous les décrets rendus depuis l'occupation de la Guyane, que je présente à leur délibération. Ils vont vous être lus par le secrétaire d'état que S. Exc. le Chef suprême a commissionné pour exercer les fonctions de secrétaire du conseil.

Cette lecture terminée, S. Exc. le Chef suprême, sur la motion de l'intendant général, décide que les membres se placent de suite à leur section respective.

Le Conseil entrera en fonctions le 15 du mois.

Le Chef suprême termine la séance en manifestant sa satisfaction de se voir entouré des plus illustres amis de la patrie, qui animés tous des mêmes sentiments et pénétrés des mêmes principes, concourent

unanimement à appuyer et soutenir le gouvernement. Il demande qu'ils lui prêtent le puissant secours de leurs connaissances, de leurs lumières et de leur expérience, dans les grandes opérations politiques et militaires, qu'il est enfin temps d'entreprendre pour fixer irrévocablement les hautes destinées de la République de Venezuela.

Pour le conseil d'état,

Le secrétaire de service,

J.-C. Perez.

COUP-D'ŒIL

SUR LES SIX PREMIERS MOIS A VENIR

DE L'AMÉRIQUE.

Nous avons, dans deux écrits successifs, peint les événements relatifs à la révolution de l'Amérique, qui depuis neuf mois ont eu lieu dans cette contrée. Parlons aujourd'hui de ceux qui s'y passeront d'ici à quelques mois. Entre nous et nos adversaires, il y a un juge, mais un seul juge, le temps. C'est lui qui donnera à nos paroles respectives leur véritable autorité. Bien malheureux qui dans des affaires d'une telle gravité, ne cède qu'au besoin d'écrire, de publier ses idées, ou celles d'autrui! En vérité c'est bien de nous, c'est bien de livres dont il s'agit, dans

un mouvement qui embrasse un monde entier.

Venons aux faits.

D'ici à quelques mois, l'Amérique du sud sera stérile en événements, hors dans la partie où se combattent entr'eux, Bolivart et Morillo. L'Espagne et l'Amérique apprêtent leurs armes. Le silence qui règne entr'elles est ce silence terrible et plein d'horreur qui précède les combats. Il est digne de remarque que tandis que Bunos-Ayres s'apprête à conquérir le Pérou, de son côté l'Espagne s'apprête à conquérir Buenos-Ayres.

Cette attaque du Pérou n'aura lieu qu'au mois de juin; elle se fera par deux points. Les indépendants partiront du Chili par mer, et le général Belgrano s'avancera par terre. Il doit traverser une partie des Andes. D'un côté il faut du temps pour réunir les moyens d'une expédition maritime: de l'autre il faut attendre que la saison permette le passage de ces mon-

tagnes les plus élevées de l'Amérique, et peut-être du Globe.

Le résultat de cette expédition ne sera connu que dans le cours de l'automne.

La flote Russe est enfin arrivée a Cadix. Un armement s'y prépare. En quoi consiste-il? où va-t-il? que peut-il faire? qu'est-il pour l'Amérique et pour l'Europe?

Sa force ne dépassera pas 10,000 combattants rendus sur le terrain. Qu'est cela pour l'Amérique? Sur un seul point, c'est trop. La famine, le dénuement de mille objets nécessaires à un aussi grand rassemblement l'y attendent. Sur plusieurs, c'est la nullité, bien mieux le néant. En effet, que sont trois ou quatre mille hommes contre Buenos-Ayres, contre le Chili, contre les indépendants de la côte ferme?

Quand partira cet armement? Dans l'état de ces navires, avec la lenteur et la pauvreté espagnoles, c'est beaucoup s'il est à la voile avant la fin d'août. Il arri-

vera vers la fin d'octobre, beaucoup plus tard pour tout ce qui aura à doubler le cap de Horn et à se rendre sur les côtes du Pérou; ce ne sera donc que vers la fin de l'année qu'on en entendra parler. D'ici-là que d'événements, et en Amérique, et hors de l'Amérique! Que de choses à débrouiller avec les États-Unis? Quel temps donné à l'ennemi pour se préparer à recevoir les nouveaux débarqués! Déjà on entend des hommes pousser des cris de joie et de triomphe, à la vue de cet armement. Mais on en poussait de semblables, lorsque partit l'invincible Armada : souvent le chant du départ est joyeux, et celui du retour est bien triste.

Tout annonce que Buenos-Ayres est le but de cet armement. C'est la tête de l'insurrection : ses forces sont éloignées. On espère la surprendre, et étouffer l'indépendance dans son foyer principal. On verra si c'est chose facile. Naguères deux expéditions anglaises plus fortes, mieux

préparées que celles de l'Espagne, vinrent dans l'espace de deux ans y trouver leur tombeau. Déjà les stipendiaires de l'Espagne montrent Buenos-Ayres, comme le quartier général de l'armée royale. Il serait plus sûr de la montrer comme sa prison.

Si Buenos-Ayres se défend, ce sera à la façon de Saragosse. Sa ruine sera complette. Qu'aura gagné l'Espagne?

Si la ville est évacuée et abandonnée à l'ennemi, d'où tirera-t-il ses subsistances? Cependant l'un des deux arrivera. Les Espagnols, maîtres d'une ville dont la banlieue ne leur appatiendrait pas, ne pourront y vivre. Ils seront là, comme les Portugais sont a Montevidéo, ne pouvant sortir des murs devenus leur prison. Quel est ce jeu ridicule qui, entre deux ennemis, montre l'un qui ne peut entrer, et l'autre qui ne peut sortir?

A quoi servira à l'Espagne l'occupation

de quelques points fortifiés, sans l'occupation du pays même? Elle sera là comme sur les côtes d'Afrique, maîtresse de deux ou trois villes, au milieu d'une population ennemie.

Depuis trois ou quatre ans que Morillo bataille de son côté, à quoi est-il parvenu? A prendre Carthagène, à garder deux ou trois villes, tandis que le pays est tout entier à l'ennemi. Combien d'hommes et de millions a coûté ce brillant résultat! Son exemple devait servir de leçon. Il faut le dire, tout cela est marqué au coin de la folie. Qu'espère l'Espagne? Se maintenir dans quelques points, à l'abri de l'attaque d'un ennemi que l'on suppose faible ou peu instruit, et là, attendre l'effet des manœuvres, de la peur, de la division, de la résipiscence. — On parle de division parmi les indépendants! Se montrer devant eux sera les réunir. C'est l'effet naturel de toute attaque. Les Espagnols se trompent sur deux points principaux, et

cherchent à tromper sur ces deux articles, comme si tromper soi ou les autres, servait à quelque chose! Ils croyent leurs adversaires faibles. Ils reconnaîtront bientôt leurs forces. Ils croyent qu'une partie les attend, se soumettra, viendra à eux comme à ses libérateurs. Voilà ce qu'ils publient, ce qu'ils cherchent à persuader : suivant eux, ce sont quelques factieux qui subjuguent le grand nombre. L'interruption du commerce doit leur ôter toutes leurs forces. Autre erreur : c'est en ayant sous les yeux l'exemple de l'acharnement avec lequel on combat sur la côte ferme, que l'on prête ces sentiments à Buenos-Ayres! En vérité, y pense t'on? Morillo n'a pu rien gagner sur Venezuela; il a été se faire battre par les habitants de Margarita, et l'on croit qu'il n'y aura qu'à se montrer a Buenos-Ayres pour s'y faire recevoir! Voilà pour l'Espagne, et ce qu'il suffit d'indiquer sommairement. Voyons maintenant pour l'Europe et les États-Unis. Plusieurs des Etats de la première, l'Angleterre surtout, jouis-

sent de relations commerciales fort étendues avec l'Amérique. Ellesseront perdues, le jour même où la flotte d'Espagne entrera dans la rivière de la Plata. On n'y commercera pas plus qu'on ne le fait dans la partie occupée par Morillo, pas plus qu'on ne le fait au Pérou. Partout où l'Espagne paraît, l'exclusif marche à sa suite. Bien ignorant qui pense, qu'elle reconquerra l'Amérique pour en doter le commerce de l'Europe! Elle le prendra pour elle. Car hors de cela, à quoi lui sert l'Amérique? Tous les établissements étrangers déjà formés seront détruits, ou éloignés, prohibés à l'avenir; les créanciers des marchands actuels, ruinés. Cette perte sera immense pour l'Angleterre et pour les États-Unis. C'est donc autant contre l'Europe et les États-Unis, que contre les indépendants même, que s'arme l'Espagne. Tout vaisseau qui porte un soldat de Cadix en Amérique, y porte un ennemi de l'Europe et des États-Unis, un instrument de dommages présents et à venir pour

l'Europe et pour l'Amérique; toute puissance qui vend ou cède des vaisseaux à l'Espagne, les vend et les cède contre l'Europe, contre les États-Unis, contre elle-même, car ils sont destinés à lui fermer à jamais les portes de l'Amérique. Voilà ce qu'il faut savoir bien discerner dans cette question.

A la vue de ces déplorables conséquences, qui ne se sentirait autorisé à charger cette flotte de plus d'imprécations, que Clytemnestre n'en adresse à celle dont l'immobilité ne pouvait être vaincue que par le sacrifice d'Iphigénie! Quel esprit doué de lumières, et susceptible de calcul, quel cœur renfermant des sentiments humains, ne mesure pas l'étendue des maux que recèle dans ses flancs cette flotte ennemie du monde entier, et ne frémit pas à leur aspect!.... Eh quoi, toujours du sang, de la ruine, de l'extermination, des représailles qui font frémir la nature! Car voilà tout ce qui restera de cette expédition,

comme tout ce qui reste de celle de Morillo.....

L'Espagne peut encore faire du mal à l'Amérique, et retarder sa civilisation. Mais elle ne peut plus obtenir le bien personnel auquel elle aspire par ce mal même. Elle s'en fera encore plus qu'à son ennemi. Car elle aliènera d'elle et à jamais le cœur de l'Amérique, elle attirera sur elle les plus cruelles représailles. L'Amérique ne peut manquer de la frapper d'une interdiction éternelle de commerce : ce sera sa vengeance, et celle-là sera aussi légitime que cruelle. Qu'il se trouve dans les conseils de l'Amérique, des hommes éclairés et des cœurs ulcérés, et les uns ne peuvent pas plus y manquer que les autres, et voilà l'Espagne exclue de ses anciennes sources de richesses, devenues celles de tout le monde hormis elle... Si elle n'a pas calculé lorsqu'il s'agissait de faire souffrir les autres, ceux-ci à leur tour ne calculeront pas davantage, lorsqu'il ne s'agira plus que de ses propres souffrances.

Le résultat de la nouvelle tentative de l'Espagne sera donc:

La ruine pour elle;

La ruine pour l'Amérique;

La ruine pour l'Europe et pour tout le monde.

Voilà les nouveaux bienfaits qu'elle prépare. C'est a-peu-près comme pour ses amnisties, dont chaque clause renferme une aggravation. Mais pendant ce temps, s'il s'allume quelque bonne querelle entre les États-Unis et l'Espagne (et comment douter que le rapprochement et la gravité des intérêts ne hâtent une division entr'eux), à qui finiront par appartenir les vaisseaux russes qui se font radouber à Cadix? A propos de ces vaisseaux, que l'on permette d'observer comme une chose digne de remarque, que l'Espagne va conquérir l'Amérique avec des vaisseaux russes, comme avec de l'argent provenant de la vente des deux ou trois ans qui lui

restent à faire la traite des nègres. Ici, qui joue le beau rôle, de l'Angleterre également humaine et prévoyante, en payant de ses trésors la rançon des nègres, de l'esclavage qui leur était préparé, ou de l'Espagne qui au milieu de l'horreur générale qu'inspire cet abominable trafic, vend avec un stoïcisme imperturbable, les jours qui lui restaient encore pour aller dépeupler les côtes de l'Afrique? Le vaisseau amiral d'une flotte acquise à pareil prix devrait, commele champ de l'Ecriture, s'appeler Haceldama, le champ du sang. Au reste, toutes ces discussions sur l'Amérique finiront par la question par laquelle il fallait commencer, et la rétabliront dans son véritable sens. Cette question est celle-ci. *De quel droit l'Europe se mêle t'elle de l'Amérique?* et cette question en renferme une autre, encore plus élevée, celle de l'indépendance des nations, et des parties du globe l'une à l'égard de l'autre. La force a fait les liens, et non le droit : la force résoudra ce qu'elle

a créé, c'est dans l'ordre. Cette question partira pour la première fois, et avant peu, des États-Unis : elle sera répétée du bout de l'Amérique à l'autre bout de cette contrée. On entendra bientôt les États-Unis, demander pourquoi, lorsqu'ils ne s'ingèrent point dans la réunion de la Norvège à la Suède, de la Belgique à la Hollande, de l'Italie à l'Autriche, de la Pologne à la Russie, de tant de points offensifs à l'Angleterre, pourquoi, lorsqu'ils laissent l'Europe faire tous les congrès qui lui conviennent, il ne serait pas permis à l'Amérique de faire aussi les siens ? Que répondraient ceux que l'on sommerait de montrer les titres qui assujettissent une partie du globe à une autre partie ? qu'opposer de raisonnable, et de fait pour être accepté, à des hommes qui se bornent à dire que chacun doit faire ses affaires chez soi, et qui bornent là leur ambition ? eh bien, voilà inévitablement où l'on arrive. Avant peu cette grande question sera présentée à l'attention du monde, et la

voix de quelques intéressés ne couvrira pas celle de la nature, de l'équité, et du genre humain.

Toute oppression prolongée conduit inévitablement à ce résultat, celui de l'examen du droit primitif, examen qui tourne toujours à la condamnation de ceux qui opposent opiniâtrément leurs droits factices aux droits primitifs, sources de tous les autres, ceux de la nature. Quelques avis ont annoncé une insurrection de soldatesque contre Christophe, une maladie de Péthion. Aussitôt de voir des gens croire à la reprise de St.-Domingue! Il y aura bien des chefs nègres où mulâtres, changés ou enterrés auparavant que cela ouvre la porte aux blancs. A un chef noir, succédera un autre chef noir, il n'y aura pas de dynastie de personnes, mais de couleur. Quand les nègres se dévoreraient entr'eux, autre belle ressource! qui cultiverait? où prendre d'autres agents de culture? Ce n'est donc pas aux troubles de St.-Do-

mingue qu'il faut aspirer, mais à son bon ordre, mais à sa police, mais aux produits du commerce, qui sont le résultat de cet ordre, tandis que le désordre, en ruinant l'île, tarira la source de tous les profits qu'on peut encore faire avec elle.

TABLE

DES MATIÈRES.

De l'Imprimerie de C.-F. Patris, rue de la Colombe, n° 4, quai de la Cité.

PRÉFACE.

Les papiers publics ont annoncé plusieurs fois la tenue, à Panama, d'un congrès composé des députés de tous les états républicains de l'Amérique récemment échappés à la domination de l'Espagne. L'époque du congrès a été indiquée pour le courant du mois d'octobre prochain. Il a été dit aussi que cette réunion avait été provoquée par l'invitation de Bolivar; à ce trait on reconnaît son génie, car cette assemblée, comme nous le prouverons, sera d'une haute importance.

L'annonce de ce congrès n'ayant pas été démentie, cet acte entrant fort avant dans la nature des choses américaines, telles qu'elles existent aujourd'hui, nous avons dû croire à la réalité de sa tenue. Séparés de l'Amérique par d'immenses espaces, une partie des moyens d'asseoir un jugement sur ce qui se passe dans des lieux plus rapprochés, tels qu'est l'Europe, nous manque pour juger des faits de l'Amérique, et nous n'avons pour nous guider que la

nature des choses, et les probabilités inhérentes à tout témoignage humain. Nous croyons donc à la tenue du congrès de Panama, et dans cette persuasion nous n'avons pas balancé à publier cet Ecrit. Si notre attente était trompée, les vérités énoncées dans cet opuscule, pour cela ne perdraient rien de leur utilité; à leur tour le temps en amènera l'application, comme il l'a fait sur beaucoup d'autres dans la même cause. Il y a vingt-sept ans, nous avons pris les choses américaines au-delà même de leur berceau; nous les avons suivies dans toutes les phases qu'elles ont parcourues; toujours appuyé sur la nature des choses, nous avons annoncé leur triomphe au milieu des crises les plus périlleuses. La victoire est restée à l'Amérique; à son égard, notre foi égalait notre amour, nous n'avons pas dû l'abandonner dans l'acte de clôture de sa révolution, car désormais elle entre dans la carrière ordinaire de tous les gouvernemens, et dorénavant, chez elle, tout sera réglé comme il l'est dans tous les états établis. Il n'y aura plus à traiter de la révolution de l'Amérique, mais seulement à écrire son histoire, comme on le fait pour le reste du monde.

Cet avertissement nous paraît nécessaire pour aller au-devant de ce que de mauvais esprits, ou des accusateurs inexorables, pourraient imaginer et présenter à d'autres esprits faibles ou malveillans, surtout si le congrès souffrait des retards, ou n'avait pas lieu. Nous avons désiré être lu en Europe, pendant que l'Amérique opérait si loin de nous. C'est une manière de combler les distances qui les séparent; tant de liens vont les rapprocher, tant de rapports doivent les unir, qu'il ne peut qu'être bon réciproquement de ne pas se perdre de vue, et de n'admettre pas de lacune dans les relations; ce ne sera pas notre faute s'il s'en trouve, et pour les éviter, nous n'avons pas dû craindre de céder même à l'importunité en ramenant sans cesse l'attention de l'Europe sur l'Amérique, dont, de son côté, elle ne cessait pas de se détourner. On dirait qu'il y a en elle quelque chose d'antipathique avec cette contrée, si précieuse cependant pour elle. Les gouvernemens ont, pendant tant de siècles, tenu les peuples si éloignés de la connaissance de leurs intérêts, ils les ont mis à un régime si austère d'éducation politique, et de participation à la direction de

leurs affaires propres, qu'il semble qu'il leur en soit resté quelque affaiblissement dans l'organe de la vue, et qu'ils aient conservé, par suite de la longue habitude, une difficulté à porter leurs regards un peu loin. Puissent-ils s'en guérir promptement. Cette cécité imposée leur a fait assez de mal pour qu'ils en recherchent la fin.

CONGRÈS

DE PANAMA.

Un congrès en Amérique! Un congrès de Peuples! chacun a donc son tour! Un congrès pour mettre fin à une guerre de l'Europe contre l'Amérique, et pour fixer les droits d'une portion du globe envers ses autres parties! Ciel, dans quel temps vivons-nous! et en comparaison de tant de nouveautés et de grandeurs, que devient le reste de l'histoire, *même celle des anciens jours?* Quelle époque du monde vit jamais une réunion appelée du sein d'un territoire aussi vaste, et destinée à prononcer sur de pareils intérêts? Admirable Amérique, oui, tu te lèves sur le monde avec l'éclat et la bienfaisance qui signalent le retour journalier de l'astre auquel tu avais élevé

des autels, et dont tes drapeaux retraçaient la brillante image : comme lui, avec la lumière, tu viens apporter la fécondité; comme lui encore, bienfaitrice universelle, tu n'as que des rayons d'or à faire luire sur le monde : pour toute arme, tu n'as plus besoin que d'un bouclier, tissu des mains mêmes que tu t'apprêtes à remplir de biens, et le monde bien conseillé, au lieu de t'attaquer, de te méconnaître, de te craindre, de te *bouder* comme un enfant, ne doit plus que veiller à ta garde, comme à celle de son trésor.

Ah ! si l'âge ennemi ne m'enchaînait pas au sol natal, ce n'est pas de la terre d'Europe que je parlerais du grand conseil que l'Amérique s'apprête à tenir; j'irais aux lieux mêmes honorés par la présence de ce nouveau sénat, et plus heureux que l'envoyé du téméraire Pyrrhus, j'aurais à y contempler et à retracer au monde des hommes égaux en majesté, à ces Romains dont l'aspect royal imprimait le respect, et des intérêts dont la supériorité égale celle de l'Amérique sur le Latium et l'Épire.

Le congrès de Panama a deux objets : 1° les

moyens d'amener l'Espagne à mettre un terme à la guerre contre l'Amérique; 2° l'établissement et la déclaration des principes du droit public, relatifs au droit continental, colonial, et maritime, en paix comme en guerre. Ainsi le congrès a un objet privé, celui de la fin de la guerre avec l'Espagne, et un objet général de droit public, dont l'application se renouvellera chaque jour d'après les innombrables rapports qui vont s'établir entre l'Amérique et les diverses parties du globe (1). L'annonce

(1) Dans la séance du 10 mai 1825, M. de Villèle répondant à M. le général Foy, par rapport aux agens consulaires ou diplomatiques à envoyer en Amérique, a dit: *Depuis* 1808, *l'Angleterre est en possession du commerce avec les états américains; elle a, je ne dirai pas des millions, mais des milliards engagés dans ces pays. Or, la France commerce avec eux depuis très peu d'années; en* 1824, *ses exportations ont été de* 30 *millions, et ses importations de* 16 *millions.*

Notez ces paroles: Depuis 1808, époque de l'origine de ce commerce, l'Angleterre a déjà des milliards engagés dans le commerce américain; et la France, au bout de peu d'années, exporte pour une valeur de 30,000,000 fr. et importe pour celle de 16,000,000 fr. *Cela promet.*

de la tenue de ce congrès, et celle de l'objet de son travail, se trouve dans les papiers de Bogota, du 2 février 1825, rapportés dans le Moniteur du 28 mai; on y trouve aussi l'indication de l'auteur de l'Exposé des objets qui seront soumis au congrès : c'est le secrétaire d'état des affaires étrangères de la république de Colombie; ce qui donne à cette annonce un caractère officiel; et dans le fait, un exposé aussi détaillé ne peut guère être l'ouvrage que d'un homme fort rappro-

---

Il faudrait connaître la valeur du commerce français avec ces contrées aux époques antérieures à la révolution, pour bien juger de ce que l'on doit en attendre. Il est à remarquer que le commerce d'exportation de la France en Amérique, équivaut à la balance du commerce favorable pour la France, que le rapport du directeur général des douanes dit être de 30,000,000 f.; donc, sans l'Amérique, elle serait zéro. Rien n'empêchera l'accomplissement, bien plus, tout confirmera celui de la prophétie qui a dit depuis beaucoup d'années, que par la révolution de l'Amérique, la mer serait habitée autant que la terre, et que l'Europe manquerait à l'Amérique, bien plus que l'Amérique ne manquerait à l'Europe.

ché des conseils où s'est formée la résolution même de la tenue du congrès.

Voici cet acte remarquable :

Objets de délibération pour les Puissances belligérantes excluvisement.

1°. De former ou de renouveler, de la manière la plus solennelle, une ligue perpétuelle entre tous les nouveaux états de l'Amérique contre l'Espagne.

2°. De publier un manifeste sur la justice de leur cause, et sur leur système de politique envers les autres puissances de la chrétienté.

3°. De conclure une convention de navigation et de commerce entre elles toutes, comme alliées et confédérées.

4°. De décider, à l'égard des îles de Cuba et de Porto-Ricco, si elles se coaliseront pour les délivrer du joug de l'Espagne, et dans ce cas, quel contingent d'hommes et d'argent chacune d'elles fournira.

5°. De prendre des mesures pour porter de concert la guerre dans les mers et sur les côtes d'Espagne.

6°. Déterminer si ces mesures seront étendues aux Canaries et aux îles Philippines.

Objets de délibérations communs aux Puissances belligérantes et aux neutres.

1°. De prendre en considération les moyens de rendre efficace la déclaration du président des États-Unis, concernant tout projet futur de colonisation du territoire américain, et ceux de résister à toute tentative d'intervention dans les affaires domestiques des nouveaux états.

2°. De fixer de concert les principes contestés du droit des gens, et principalement ceux qui s'appliquent entre les puissances belligérantes et les neutres.

3°. De convenir sur quel pied devront être placées les relations politiques et commerciales des pays de cet hémisphère, qui sont maintenant comme Haïti, ou qui seraient, par la suite, séparés de leur métropole, sans être reconnus par aucune puissance américaine ou européenne.

Certes, voilà un sujet aussi vaste que neuf, aussi digne des lumières de notre temps, que de

la sécurité qui doit régner parmi les sociétés humaines. Il n'a pas encore appartenu à beaucoup de congrès d'avoir devant eux un horizon aussi étendu, et aussi lumineux; il semble que, dans cette occasion, l'Amérique conserve la supériorité que, dans toutes ses proportions et dans tous ses attributs, la nature lui a conférée sur le reste du monde. L'Europe compte deux grands congrès, ceux de Munster et de Vienne, celui-ci très supérieur au premier (1), qui fut presque pure-

(1) C'était le sujet d'un bien beau travail, que le congrès de Vienne; car il ne s'agissait de rien moins que de la reconstitution de l'Europe; le moment était venu de donner des bases solides à son état politique: au lieu de remplir cet objet si important, dans l'ordre matériel, le congrès a comme choisi la combinaison la plus éloignée du but, en créant le grand-duché du Rhin, et en rapprochant la Prusse de la France, en morcelant la première, ce qui est énerver cette puissance déjà bien faible pour garder les portes de l'Europe contre la Russie, et en adoptant l'extension immodérée de la puissance autrichienne en Italie. On n'a pas même donné au royaume des Pays-Bas l'extension que la nature elle-même indiquait; on n'a pas contesté à l'Angleterre la possession de quelques points insulaires

ment allemand. Eh bien ! que sont ces congrès en comparaison de celui que l'Amérique s'apprête à célébrer, et qui à lui seul surpassera, à une distance infinie, tous ceux que l'Europe a tenus et peut tenir encore? Qu'on y fasse attention, par sa nature propre et par toutes ses circonstances, par les germes qu'il ne peut manquer de semer, le congrès de Panama est et restera un des événemens de l'histoire les plus féconds en résultats : *on datera long-temps de lui.* Que

---

semés sur le contour de tous les continens, points d'où avec quelques régimens et quelques vaisseaux, l'Angleterre tient toujours son filet tendu sur le globe.

Dans l'ordre moral, par une contradiction fatale à l'esprit humain qui vit de logique, le congrès s'est tenu à la fois en dehors et en dedans des principes de la légitimité. En effet, comment les concilier avec le sort fait à la branche de la maison de Bourbon, qui occupait Parme et Plaisance, ainsi qu'à celui des républiques de Gênes et de Venise? Rien ne déroute davantage l'esprit des hommes et ne les écarte plus sûrement de la voie droite, que les demi-applications de principes que l'on entend proclamer inviolables. Après cela, le gros des hommes n'y voit plus qu'un jeu pour les forts, un joug fait pour les faibles seuls; et cet enseignement les

l'on n'attribue point cette annonce à l'amour de cette cause américaine, que depuis tant d'années je porte dans mon esprit et dans mon cœur; ce que je dis aujourd'hui n'est que la suite et le corollaire de ce que je disais il y a 27 ans; les événemens annoncés se sont développés, les résultats prévus se sont établis et consolidés. Dans cette immense affaire, tout a marché de front, sans déviation; l'Amérique a procédé comme une nation seule, bien plus, comme un seul homme bien inspiré pourrait le

---

pervertit, et leur persuade que *tout* est d'être fort, mauvaise leçon, et qui a fait beaucoup trop de disciples.

Depuis long-temps j'avais énoncé cette opinion sur le congrès de Vienne, et les résultats n'ont pas été propres à m'en faire changer. Aujourd'hui que l'épreuve est faite et que tout est vérifié, on peut dire que les dispositions créées dans le public par des actes et par quelques parties du langage du congrès de Vienne, sont entrées dans le grand nombre des causes qui ont facilité le 20 mars. Quand on parle de celui-ci, il faut savoir bien distinguer entre la cause et l'instrument, entre le mobile qui a produit et le bras qui a exécuté.

faire ; tout se tient dans cette magnifique révolution, et le congrès de Panama en est, pour ainsi dire, la couronne. Je publie ces vérités contre deux ennemis qui ont fait beaucoup de mal à l'Europe : 1°. les intérêts opposés à l'Amérique, qui travaillent depuis dix ans à égarer sur cette question, la plus grave qui se soit jamais traitée parmi les hommes ; 2°. l'ignorance ou les distractions qui, par deux chemins différens, amènent également à dire : *l'Amérique est si loin, que m'importe ce qui s'y passe?* Eh bien ! il faut apprendre à ne pas mesurer ses affections à son égard sur la distance matérielle qui en sépare, et montrer que, si dans le fait, la carte de géographie place l'Amérique fort loin de nous, nos intérêts les plus sensibles la rapprochent beaucoup, et la mettent, pour ainsi dire, à nos portes, et comme au milieu de nous.

Souvent, et plus encore dans les intérêts de l'Europe que dans ceux de l'Amérique, quelque chers qu'ils nous soient, nous avons dit, *on ne sait pas assez ce qu'est l'Amérique ; on ne s'occupe pas assez de l'Amérique.* Les événemens ont répondu avec exactitude à cette amicale interpellation. Voyez comme le tableau

s'est agrandi dans l'espace de quelques années. il y a dix ans, qui s'occupait de l'Amérique? aujourd'hui, qui n'est pas forcé de s'en occuper? il y a dix ans, quelle place occupait l'Amérique dans ces registres publics des événemens de tout l'univers, que l'on appelle *les journaux?* Aujourd'hui ils se partagent entre elle et le reste du monde. Il n'est plus un Européen qui, à son réveil, cherchant le monde au point où il l'a laissé la veille, ne se rencontre en présence de l'Amérique autant que dans celle de l'Europe même : il n'est plus de discussion ou de transaction dans laquelle l'Amérique n'entre; toutes les voiles et tous les vœux (1) de l'Europe cherchent également à se tourner vers elle; son amitié est un sujet d'envie ou de regrets, suivant qu'on en jouit ou qu'on en est

(1) Voyez les associations qui se forment dans le royaume des Pays-Bas, en Suède, en Prusse et dans la Basse-Allemagne: le vœu des peuples est évident; ceux des gouvernemens ne le sont pas moins; il n'est pas fort difficile de juger à quelles considérations tiennent les retards qu'ils subissent personnellement, et qu'ils font éprouver aux autres.

exclus; et, chose singulière, mais vraie, ceux qui s'éloignent d'elle, ou qui tâtonnent à son égard, se font traîner comme des victimes vers des autels chargés de dons qu'il ne tient qu'à eux de partager avec ceux que des interêts mieux entendus ont déjà fait accourir auprès d'eux. Aveuglement déplorable, spectacle misérable, et qui froisse l'esprit, erreur d'après laquelle, par une victoire contre nature, la routine l'emporte sur la lumière, les petites considérations sur les plus élevées, et les peuples voient leurs vrais intérêts immolés à des calculs que l'on n'osera pas défendre dans deux ans. Aussi voyez ce qui se passe, et si jamais le monde fut témoin d'une scène aussi remarquable. La guerre a commencé et a été poursuivie sur le sol de l'Amérique; voilà que le théâtre en est déplacé, et rapporté de l'Amérique en Europe. C'était une guerre continentale, la voilà une guerre maritime; l'Espagne envoyait en Amérique, avec menaces et fracas, les exécuteurs de ses durs commandemens, les ministres terribles de ses vengeances; son tour de trembler est venu, ses rivages n'ont plus que des ports solitaires et alarmés, la Méditerranée porte avec

étonnement des pavillons inconnus d'elle ; Colombie, Buenos-Ayres, viennent rendre aux côtes de l'Espagne la désolation qu'elle a portée sur la Plata et l'Orénoque, et l'Amérique bloque aujourd'hui les ports d'où le génie devinateur de Colomb s'élança pour la révéler et la donner à l'Espagne, présent funeste à toutes les deux. Telles sont les circonstances dans lesquelles se réunit le congrès de Panama.

Mais qui a conduit l'Amérique à le former, qui lui en a inspiré la pensée? le bon sens, c'est-à-dire l'obéissance à la nature des choses: on ne s'égare jamais en s'abandonnant à elles, et en se laissant porter sur leur cours. Or voici cette nature des choses dans la question actuelle.

La guerre de l'Amérique a un objet commun, et un ennemi commun, l'Espagne et sa domination. La cause est commune à toutes les parties de l'Amérique ; toutes comparaîtront donc à Panama. De quoi y traitera-t-on à l'égard de l'Espagne ? sera-ce de conquête sur elle, de l'affaiblir dans sa puissance, ou de quelque autre objet ambitieux? loin de là, on ne demandera à l'Espagne que de finir sa mau-

vaise guerre, et de laisser l'Amérique libre et tranquille, comme l'Amérique veut laisser l'Espagne. Il ne s'y agira que de forcer l'Espagne à la paix, à défaut de la raison et du sentiment de ses intérêts, par celui des calamités résultantes de la guerre. Cette guerre, de la part de l'Amérique, sous couleur offensive, sera donc purement défensive; car elle ne renferme aucun objet d'ambition : *c'est une guerre de paix.*

L'Amérique a combattu et triomphé : elle a déchiré jusqu'au dernier des drapeaux que l'Espagne avait arborés chez elle; elle en a jeté les lambeaux aux vents. L'Espagne se confie dans son éloignement contre les ressentimens de l'Amérique; celle-ci ne s'abuse pas sur la nature des coups qu'elle peut porter à l'Espagne. Porto-Ricco, Cuba, les Canaries, les Philippines peuvent être atteintes; à Panama, l'Amérique délibérera sur ce qu'elle doit faire de ces domaines de son ennemi, s'il reste obstiné et implacable. Tel sera le premier objet des délibérations du congrès américain.

D'un autre côté, l'Amérique entre dans le monde politique et social : elle voit et entend

tout ce qui s'y passe. Hélas ! qu'y aperçoit-elle? le choc des opinions, la fluctuation et la contradiction dans les principes élémentaires de l'ordre social, une masse immense de maux produits par l'arbitraire, dans des sociétés déformées par lui. Le bon sens lui fait sentir le besoin de ne pas confier ses destinées à cette mer orageuse, mais de donner à son existence une base solide, celle qui résulte de l'adoption des vrais principes de l'ordre social; en un mot elle veut *le droit;* elle va dire au reste du monde ce qu'elle attend de lui, comme ce qu'il doit attendre d'elle; à Panama sera faite la déclaration des droits d'un monde à l'égard de tous les peuples. Jusqu'ici quelques états, rares encore, avaient des déclarations de *droits des citoyens*, actes privés et renfermés dans l'enceinte de ces familles; à Panama, la scène s'agrandira, on entendra une partie de l'univers dire aux autres parties du globe : *Le Droit est une divinité tutélaire et impartiale pour tous; voilà ce que la nature des choses le fait. Je le prends à sa source; là il est pur, exempt du mélange des passions, des préjugés, des intérêts et de la rouille du temps. D'ailleurs il n'y a pas de*

temps pour le droit; seul, ce droit sera ma règle, seul il régnera sur moi à votre égard; mais aussi chez les autres, je ne reconnaîtrai pas d'autre maître. Admirable langage, et qui renferme tout ce que l'on doit aux autres et à soi-même.

Le congrès de Panama est donc dans la nature des choses américaines; il ne pouvait point n'être pas tenu, il est le résultat obligé de la révolution de l'Amérique; cette révolution a marché avec un ensemble et une rapidité privilégiés entre toutes les révolutions que l'histoire rappelle. On a combattu quarante ou cinquante ans pour la Hollande et pour la Suisse, et dix ans au plus ont complété l'immense changement de l'Amérique; toutes ses parties sont arrivées au but, comme à la même heure; toutes veulent également une solution définitive et complète avec tout le monde, et avec toutes choses. Rien de plus naturel en soi, ni de plus juste à l'égard des autres; la guerre sans objet est une atrocité, indigne d'êtres doués de raison; l'instinct de la destruction et du carnage n'appartient qu'à la brute. Une existence équivoque, contestée, est pleine de dangers; l'Amérique connaît les siens, de plus elle sent sa force et son prix; elle ré-

clame ses droits à cette sécurité d'existence qui est le droit commun de l'homme envers son semblable, et de toute société envers les autres sociétés. Délivrée d'ennemis extérieurs, l'Amérique, par une transition naturelle, passe à la consolidation sociale de son existence future; c'est ce noble et légitime sujet qui attire à Panama ses représentans chargés de la mission la plus étendue et la plus élevée dont la politique ait encore revêtu des hommes.

PARTIES BELLIGÉRANTES.

Parallèle de l'Espagne et de l'Amérique, par rapport à la guerre.

L'infiniment grand et l'infiniment petit, relativement l'infiniment riche et l'infiniment pauvre, l'infiniment éclairé et l'infiniment ténébreux, l'infiniment avisé et fondé en raison, et l'infiniment mal avisé et dépourvu de prudence, tels sont les attributs respectifs avec lesquels l'Espagne et l'Amérique se présentent

dans la lutte. L'état de l'Espagne fait pitié, et celui de l'Amérique fait envie ; tout le monde fuit l'Espagne, et ne veut pas avoir à faire avec elle ; tout le monde recherche l'Amérique et veut former des liens avec cette terre de richesses. La restauration de l'Espagne a fini d'abîmer ce malheureux pays ; la révolution de l'Amérique a restauré celle-ci en totalité. Le pouvoir erre et flotte en Espagne ; il est exercé par des oppresseurs tirés de la lie de la nation, sur des opprimés qui en forment la partie la plus éclairée : la nuit y prévaut sur le jour, la folie sur la raison, l'anarchie sur la loi, la tourbe sur l'élite de la population. Ce pays se partage entre l'anarchie et la misère (1) ; des moines ignorans poursuivent grossièrement les lumières comme leurs ennemis ; ils fanatisent une tourbe armée qui n'accorde d'obéissance qu'aux commandemens qu'elle a dictés : race aussi funeste à l'ordre public que les hommes de 1793, dont encore cette populace n'a pas les talens et la terrible énergie. L'Espagne n'a plus rien de ce qui constitue un gouvernement

(1) Voyez l'entreprise de Bessières.

propre à une action régulière (1), une cour divisée, foyer d'intrigues entre de misérables courtisans et de ridicules favoris; les agens supérieurs de l'autorité chassés, repris, toujours

(1) Voyez ce qu'on lit journellement dans les papiers sur les favoris Ugarte, Colamardi, qui ont eu pour prédécesseurs les Victor Saez, le duc de San Fernando, et la Camarilla. Voyez aussi le sort qu'ont eu presque tous les ministres depuis 1814, à commencer par le chanoine Escoiquiz, le plus fidèle et plus dévoué serviteur de Ferdinand VII; le général Santa Crux, le comte d'Ofalia. A Madrid, on fait comme dans l'Orient; du pouvoir à l'exil, au cachot, aux sévices de toute espèce, il n'y a qu'un pas. On commence par torturer un homme pendant un long temps, on lui inflige plus de souffrances que les tribunaux n'oseraient lui en faire subir, même après des crimes graves et bien constatés; on reconnaît un matin qu'il est *blanc comme neige, et l'on en est quitte pour le mettre dans la rue;* c'est à lui à lécher ses plaies, et ce qu'il y a de plus curieux, dans tout ceci, et qui complète tout, c'est que le lendemain de cette belle opération, on entend des trompettes officielles célébrer la justice, la générosité, la sollicitude du pouvoir sous lequel se sont passées toutes ces belles choses. N'est-ce pas insulter à l'humanité? Les

suspendus entre la disgrâce et une faveur contestée; les lois sans exécution, le trésor sans argent, l'impôt sans acquittement, le soldat sans paie, les ports et les arsenaux sans vais-

---

hommes sont-ils entrés dans des sociétés qu'ils soutiennent au prix de tout ce qu'ils ont de plus cher, pour y trouver de pareils traitemens? Voilà le fruit de ces gouvernemens ocultes et absolus qui écrasent le midi de l'Europe, et que des hommes sans cœur comme sans esprit célèbrent encore parmi nous, qu'ils nous ont proposés pour modèles, et qu'ils nous auraient rendus, s'il avait dépendu d'eux; dans son état actuel, l'Espagne est la satire même du pouvoir absolu, tant il s'y est montré sous des formes hideuses.

On lit encore journellement, *tel régiment désigné pour la Havane, a déserté; il n'en est resté que les officiers. — Tels régimens ont forcé les caisses publiques. — La garde seule est payée, les autres troupes sont en arrière pour la paie, de six mois; elles manquent d'habillemens et de chaussures; les employés ne sont pas payés. — On a pris telle caisse d'épargne pour les employés et l'on a fait tel emploi des fonds. On a trouvé quelques centaines de mille francs chez tel banquier, à condition d'un tel monopole, d'un tel privilège;* c'est-à-dire le droit donné à l'un pour rançonner tous les autres. Voilà comme l'Espagne se gouverne; elle a

seaux et sans armes : c'est dans cet état que l'Espagne prétend continuer sa lutte contre l'Amérique brûlante du feu de sa régénération, brillante de l'éclat de ses victoires, dévelop-

---

acquis la démonstration la plus complète de l'anéantissement de son crédit, par le refus d'emprunts qu'elle a éprouvé partout. Il est évident que son état s'est aggravé en comparaison des lois de 1820. On voit venir les conséquences. Il est évident que l'Espagne ne pourrait plus user de la ressource des biens de son clergé. Qui achèterait dans un pareil pays ? Autant vaudrait porter ses capitaux en Turquie.

Maintenant, on en est en Espagne à demander des lois contre les émigrés, et l'émigration ; ces habiles hommes ne peuvent pas sortir du Code pénal. Ils ne connaissent *que la peine* pour gouverner leurs semblables ; tout le *moral* du gouvernement échappe à leur vue ; ils n'ont jamais soupçonné son existence. Eh ! quelle peine, grand Dieu ! peuvent-ils infliger à une créature humaine, à un être doué de raison, au-dessus de celle de vivre sous leurs lois et d'habiter l'Espagne gouvernée par eux ? Ces hommes oublient que les deux émigrés dont la rentrée est la plus pressante pour l'Espagne, sont *le bon sens et le crédit.* Il ne manquerait que de faire des lois contre leur émigration, et de leur *donner terme* pour rentrer.

pant chaque jour la virilité de ses membres émancipés et dégagés de chaînes. L'Espagne n'a pas pu maintenir sa domination en Amérique, et elle en rêve une nouvelle conquête; elle n'a pu résister à l'Amérique renaissante soutenue par son seul courage, et elle prévaudrait contre l'Amérique pourvue de tous les attributs de la force ! L'Espagne de 1814 était un *Hercule* en comparaison de l'Espagne de 1825, et elle n'a rien pu contre l'Amérique qui, en 1814, n'était encore qu'un enfant, et qui, en 1825, est un *Hercule*, relativement à l'Espagne. A aucune époque de son histoire, l'Espagne n'était tombée aussi bas qu'elle l'est aujourd'hui; elle est rayée de la puissance comme de la politique européenne; elle ne compte plus dans cette contrée que par les scandales qu'elle présente, par le fardeau qu'elle impose à qui a le malheur d'être lié avec elle, et par les dangers dont elle menace la tranquillité générale; car il faut un miracle pour que l'Espagne échappe à la catastrophe dont elle rassemble les matériaux avec une persévérance aveugle et un art funeste. Aujourd'hui ce résultat est encore plus évident

qu'il ne l'était en 1820, d'après ce qui s'était passé depuis 1814. Que peut donc l'Espagne contre l'Amérique? rien, absolument rien : sa guerre n'est plus qu'un complément de ruine pour elle. Compterait-elle sur des troubles intérieurs, sur la ressource même du crime, tel que celui dont Bolivar vient de manquer d'être victime! mais la chance des troubles est épuisée; ils ont eu lieu, ils sont l'apanage nécessaire de la violence qui rompt les liens de l'ancienne domination : mais cette perturbation n'a qu'un temps; le besoin et la raison ramènent l'ordre, tout se classe, hommes et choses. L'Amérique en est là; elle a subi la loi commune, inhérente à toute révolution faite par la masse des citoyens; elle a eu ses ambitieux et leurs luttes. Tout cela est fini; l'Amérique est organisée régulièrement; il règne chez elle plus d'ordre qu'il n'y en a en Espagne, et elle est bien plus fondée à compter sur la désorganisation de l'Espagne, que celle-ci ne l'est à compter sur la sienne. Eh bien, quand le crime, *quod omen Dii avertant*, atteindrait Bolivar, cela rendrait-il l'Amérique à l'Espagne? Quel en serait le fruit? un redou

blement de haine contre l'Espagne. Sûrement la perte de ce grand homme serait une des plus sensibles que l'Amérique pourrait faire : mais que ferait-elle gagner à l'Espagne? a-t-elle la folie de croire qu'abattre une tête principale est détruire une révolution *de peuple?* c'est réduire la question entre *un homme et elle*, et la question existe entre un monde et l'Espagne : telle est la manie des bannis; ils s'imaginent toujours que c'est à eux que l'on veut revenir, que tel obstacle levé, les routes du retour sont aplanies, tandis qu'il peut y avoir mille combinaisons qui leur soient contraires. La mort de Bolivar ne rendrait pas plus l'Amérique à l'Espagne, qu'en 1800, celle de Napoléon n'eût ramené en France la monarchie; on fût retombé dans le désordre, dans les luttes intérieures; mais on n'aurait pas passé instantanément à la monarchie, dont les élémens dispersés avaient besoin d'être recueillis par une main puissante et réchauffés par une incubation nouvelle, de manière à ce que, par cette recréation, les choses étant faites, il n'y eût plus de combats qu'entre *des hommes* dont les uns occupent la place qui alors était remplie par d'au-

tres, comme il est arrivé en 1814. La monarchie existait; il n'y a eu qu'à se placer au poste dont le titulaire venait de descendre; au lieu qu'en 1800 il fallait refaire le poste lui-même.

Il en serait de même, et à bien plus forte raison, en Amérique; il faudrait que l'Espagne y reconstituât en totalité sa domination. Écartons donc cette idée, comme aussi révoltante par son absurdité que par son atrocité. On a beau se retourner pour trouver un motif, une signification quelconque à la guerre de l'Espagne contre l'Amérique; il est impossible d'y apercevoir autre chose que ruine et folie (1).

(1) La bataille d'Ayacucho a été pour l'Espagne et l'Amérique, ce que furent pour César et Octave les batailles de Pharsale et d'Actium contre Pompée et Antoine; c'est un de ces combats définitifs qui détruisent un pouvoir et consolident l'autre. Les effets naturels de cette action ne se sont pas fait attendre. Les provinces du haut Pérou se sont réunies à celles du bas Pérou; Olanetta, réduit à une poignée de soldats, s'est fait *tuer en pure perte*. Aurait-il pu dire ce qu'il prétendait faire après la destruction de la grande armée espagnole? En tout temps, la sottise a reçu son salaire. Il reste donc à l'Espagne, pour quelques jours seulement, car chaque

courrier peut apporter la nouvelle de leur reddition, le fort d'Usloa, et le Callad. Bolivar est campé devant celui-ci. Qui peut lui porter du secours dans l'éloignement où il est de l'Espagne? Sa résistance est une insanité; celle du fort d'Usloa est, sous quelques rapports, moins dépourvue de raison; car il peut être ravitaillé par la Havane. D'ailleurs, il n'est d'aucune influence sur les affaires du Mexique. Seulement sa résistance portera le gouvernement du Mexique à se pourvoir en Angleterre et aux États-Unis de vaisseaux plus forts que ceux qu'il a employés jusqu'ici, et le résultat final de toute cette conduite sera d'avoir créé une marine au Mexique, laquelle avec celle de Colombie servira à attaquer la Havane (1); il est impossible que l'Amérique souffre cette propriété espagnole à ses portes ; sa tranquillité éternelle en dépend. La Havane sera donc attaquée par l'Amérique, si elle ne se rend pas indépendante par elle-même. Le Mexique vient d'ordonner l'établissement d'un port de guerre; ce sera le premier qu'aura vu le golfe du Mexique; ainsi au bout de deux ans de liberté, la république du Mexique aura fait plus que l'Espagne monarchique n'en avait fait dans trois cents ans.

(1) Cela s'est vérifié d'après la reddition des vaisseaux espagnols en Amérique.

cela est dans l'ordre de la nature; aussi, ne s'agit-il pas de la justesse des regrets, mais de la possibilité de recouvrer ce bien perdu,

---

Il faut s'attendre à voir de merveilleuses créations dans le golfe du Mexique, qui va devenir le centre du commerce de l'Univers. Que de choses il y a là à gagner à se séparer de l'Espagne, et à sortir de l'état colonial, pour passer à l'état *de propriétaire !* L'Amérique rendue à elle-même, faisant ses affaires elle-même, travaillant en esprit de propriété, avec toute liberté, avec antant de désir d'avancer que l'Espagne en avait de la retenir ou de l'arrêter, l'Amérique enfantera des prodiges. On peut pronostiquer que cet isthme de Panama dont on a tant parlé, et qu'on a tant négligé, avant peu sera soumis à l'action puissante de l'art qui saura bien ouvrir les routes directes de l'Europe aux côtes occidentales de l'Amérique et à l'Asie, et celles de l'Asie, de la mer du Sud, et de tout le littoral américain occidental vers l'Europe. Là commencera une immense révolution commerciale, favorable à trois parties du monde, et aux nouveaux continens de la mer du Sud. Il en sortira de quoi dépasser tout ce que l'imagination des hommes peut se figurer. Qui aura produit ces biens immenses? la séparation de l'Amérique avec l'Espagne, c'est-à-dire sa civilisation: et puis opposez-vous à la révolution de l'Amérique, et à la civilisation !

et de ne pas ajouter à cette perte déjà si grande, par d'inutiles efforts pour la réparer. Ici revient la raison avec ses lumineux conseils : elle veut que les affaires des nations soient dirigées d'après leurs intérêts, et non pas d'après leurs passions, guides funestes, et que l'on ne les épuise pas pour courir après ce qui est perdu sans retour. La résignation a aussi son courage, et quand son heure est arrivée, il faut savoir accepter ce qu'elle ordonne et s'y soumettre. A coup sûr, l'Angleterre était plus puissante contre l'Amérique du nord, que l'Espagne ne l'est contre l'Amérique du sud : se refusa-t-elle à la loi de la nécessité? fit-elle céder ses intérêts à ses répugnances? voua-t-elle une guerre éternelle à l'Amérique? S'exposa-t-elle à voir ses colonies attaquées, ses côtes insultées, son commerce ruiné par un ennemi usant à son tour de sa supériorité? L'Angleterre n'avait rien à craindre de tout cela, et cependant elle ne s'obstina pas à combattre l'Amérique en lui refusant son aveu pour ce qu'elle possédait déjà par le fait. Les vains dépits de l'orgueil impuissant ne furent pas admis dans les conseils de l'An-

gleterre. Avertie par les faits, elle relâcha les liens de l'Amérique, et lui abandonna la jouissance de ce qu'elle n'avait pas pu l'empêcher de conquérir. Voilà le modèle que tous les intérêts de l'Espagne pressent cette puissance agonisante d'imiter.

Mais, ce n'est pas tout : ici il ne s'agit pas de la seule Espagne ; portons nos vues plus haut ; nous allons découvrir de quels dangers cette prolongation de la guerre Espagnole contre l'Amérique menace l'Europe. Ces dangers résultent :

1°. De l'invasion des mers du midi de l'Europe par les bâtimens armés de l'Amérique, qu'attire dans ces parages la guerre subsistante entre elle et l'Espagne ; 2°. De l'aggravation de l'état intérieur de l'Espagne, qui l'expose évidemment à une rechute plus grave que sa première maladie politique ; 3°. De la propagation de l'indépendance des colonies, et de leur formation en républiques, qui sont les conséquences naturelles de la prolongation de cette guerre. Ces trois choses se montrent à découvert dans la durée de cette lutte, si toutefois il y a une lutte, car toute lutte suppose deux

adversaires, et, dans le cas actuel, l'Espagne ne présente plus que l'image d'une victime impuissante à rendre les coups qui la meurtrissent. Un vieillard décrépit, abattu, aux pieds d'un colosse plein de vigueur et de jeunesse, n'est pas un athlète.

1°. Il ne faut point que l'orgueil blessé de l'Europe l'aveugle sur cette vérité. Le tour de l'Amérique est à la fin venu; elle a pris la route de l'Europe, comme l'Europe avait pris celle de l'Amérique. L'année 1825 aura à inscrire dans ses fastes que, pendant son cours, le pavillon de l'Amérique franchit les colonnes d'Hercule et vint se montrer à la Méditerranée étonnée de la vue de ces hôtes nouveaux. De tous les phares élevés sur ces rivages, on peut les découvrir; tout le littoral de la Péninsule est enceint d'une chaîne de corsaires; l'Espagne est comme retranchée du commerce de l'Europe : celui-ci ne peut plus avoir lieu avec elle, qu'avec le danger de contestations renaissantes; il est inévitable que cet ordre de choses n'en amène point de la nature la plus désagréable : cet état est violent, il nuit à tout le monde, il blesse tous les inté-

rêts, il est plein de menaces qui peuvent se réaliser chaque jour : le droit maritime n'est pas fixé par des lois générales, une des parties belligérantes manque du titre généralement reconnu *de nationalité*, il peut se trouver des hommes qui aient gardé l'habitude de ne voir dans les Américains que des rebelles, et qui soient portés à en user à leur égard avec présomption. Par-là, il s'est formé une situation diamétralement opposée à l'intention générale de l'Europe pour le maintien de la paix : ainsi l'Espagne contrarie directement ce but par la continuation de la guerre, et le pays qui, depuis quelques années, a tant inquiété et tracassé l'Europe, qui coûte si cher à la France, peut ajouter au fardeau dont il a déjà chargé tout le monde, celui d'une guerre susceptible de s'étendre à toute l'Europe.

2°. Si l'Espagne existait à une grande distance de l'Europe, sans liens antérieurs et sans consanguinité avec elle, son état inspirerait les sentimens que l'humanité ne refuse pas au malheur ; mais, dans cet éloignement, sa détresse anarchique ne serait pas un danger pour l'Europe; celle-ci pourrait contempler l'incendie

d'un poste de sûreté, et sans crainte de ses atteintes; mais l'Espagne tient à l'Europe par mille rapports, et dans l'état des communications des peuples entre eux, tous se tiennent, et il est hors de la nature des choses que l'Europe reste isolée de l'Espagne, et ne finisse point par se ressentir de sa situation; celle-ci est si violente, si bizarre, si contraire à toute saine notion de gouvernement, qu'elle ne peut manquer d'aboutir à une commotion prochaine; si l'Europe a cru nepas de voir abandonner l'Espagne à elle-même, lors de sa première révolution, comment croirait-elle pouvoir se tenir à l'écart de l'incendie dont des mains imprudentes et forcenées rassemblent de toutes parts les matériaux? La guerre avec l'Amérique n'est-elle pas un des plus actifs agens de ces menaçans préparatifs? car cette guerre aggrave la ruine de l'Espagne; la misère toujours croissante fera accroître le désordre, et le rendra incurable, et quand il sera au comble, de nouveau il faudra marcher en Espagne; car on ne voudra pas la laisser se consumer dans les flammes allumées et attisées par le plus déplorable système. Il est dans la nature des choses que ce soit à la

France d'aviser la première aux moyens d'en finir et d'en avoir la charge; car aucun plus qu'elle ne sera exposé à dire : *Jam proximus ardet Ucalegon.*

L'Espagne est complètement annulée pour l'Europe politique; elle n'est plus un membre vivant du système européen : celui-ci ne peut que souffrir du retranchement d'un appui qui pourrait y tenir une place importante. L'Europe est constituée de manière que, dans son système défensif contre la Russie, l'Allemagne forme le corps de bataille, la France la réserve, les Pays-Bas l'aile gauche de cette réserve, l'Espagne l'aile droite, et que l'Angleterre soit le trésorier de cette fédération préservatrice (1). La place de l'Espagne reste actuellement vide, elle a comme déserté l'Europe, et celle-ci est affaiblie par cette défection, qui est produite en partie par cette guerre d'Amérique que l'Espagne s'obstine à continuer contre toute raison. C'est un cancer qui élargit les plaies dont ce lazare politique est déjà couvert.

---

(1) Il ne s'agit pas ici d'attaquer, mais de se défendre contre le colosse du Nord.

3°. Les gouvernemens européens craignent les révolutions, et les républiques comme résultats des revolutions; prévision fondée justement sur la manière dont gouvernent les choses, des hommes qui ont l'air d'être les procureurs fondés d'une propagande républicaine. Voyez si par sa malfaçon à gouverner toute chose, l'Espagne ne semble pas s'attacher à jouer ce rôle. Par son obstination à posséder l'Amérique malgré elle, et à la frapper de ses armes, l'Espagne a poussé cette contrée au républicanisme : c'est elle qui l'a détachée de la monarchie; cette première leçon n'apprend rien à l'Espagne, elle s'opiniâtre à la guerre contre l'Amérique : celle-ci bien assurée chez elle, dit : Eh bien, puisque vous voulez la guerre, et toujours la guerre, je vais rendre Cuba et Porto-Ricco à l'indépendance; les domaines d'outre-mer épuisés, je passerai à porter la liberté aux Canaries et aux Philippines, et, en cas de besoin, ce sera sur son propre sol que j'irai chercher l'Espagne. Qui peut calculer les effets d'un appel à l'indépendance adressé à des millions d'hommes torturés par un système flétrissant pour eux, pour leur pays

et pour l'humanité? Ainsi, par sa conduite irréfléchie, l'Espagne est devenue un fil conducteur qui attire de contrée en contrée l'indépendance et la république; le système anti-américain de l'Espagne est donc un système anti-européen, qui rapproche d'elle ce qu'elle met le plus de prix à écarter. Observez avec quelle rapidité on est parvenu à ce point, et jugez par-là ce qu'on doit attendre de l'avenir; et, quand il sera réalisé, à qui sera-t-on fondé à s'en prendre? Faudra-t-il encore accuser les idées révolutionnaires, les progrès de la démocratie, et invoquer un redoublement de sévices et de rigueurs contre de prétendus auteurs d'un mal que l'on a fait soi-même? Et dans une situation pareille, dommageable pour tous, si le droit d'intervention ne portait avec lui tant de principes funestes, si le point précis qui autorise son usage était plus facile à assigner, l'Europe n'aurait-elle pas le droit de demander à l'Espagne la révision de ses conseils et de sa direction? Certes, une intervention de cette nature, dirigée vers un but d'utilité aussi sensible que générale, vaudrait bien toutes celles dont on a eu le spectacle depuis plusieurs

années, et laisserait après elle des fruits d'une utilité moins contestable.

En cas de continuation de la guerre, le congrès de Panama doit former et cimenter de la manière la plus solennelle une ligue perpétuelle entre tous les nouveaux états de l'Amérique. Que pourra l'Espagne contre une coalition liée par un intérêt aussi puissant et aussi général? Celui-ci est de la nature de ceux qui ne prêtent à aucun dissentiment, et qui maintiennent les ligues dans toute leur vigueur. L'Espagne n'a pas pu résister à chaque état séparé de l'Amérique, et elle s'opposerait à l'effort combiné de ce grand corps, dont aucun obstacle intérieur ne gênerait le développement, fort de ses succès, de son expérience et de ses lumières! Cela se conçoit-il? Mais la plus grande perte pour l'Espagne ne se trouverait-elle pas dans l'exclusion de la participation aux avantages que l'Amérique fera trouver à tous ceux qui entretiendront des relations de commerce avec elle? Par sa folle opposition, l'Espagne s'expose à en être privée sinon pour toujours, du moins pour un long temps; et il est très évident que l'Amérique seule, par son commerce,

peut être la réparatrice des misères de l'Espagne, et ramener du sang dans ce corps délabré. Depuis vingt-sept ans, je crie à l'Espagne, comme au reste de l'Europe : Vous n'avez qu'une seule ligne de conduite à suivre à l'égard de l'Amérique : avec elle, laissez là la politique proprement dite, et ne songez qu'à ses profits de commerce : vous vous abusez sans cesse sur le compte de l'Amérique. D'après vos anciennes idées, d'après votre routine, vous voulez absolument faire de l'Amérique un champ de spéculations politiques, et, dans le fait, elle n'en est qu'un de spéculations commerciales. A cet égard, il règne une méprise générale, et celle-ci est de la nature la plus dommageable : ce sont là de ces fautes qui gâtent un système tout entier, et dont les suites se font ressentir long-temps. L'Amérique est hors de toute espèce de politique pour ou contre l'Europe ; en revanche elle entre jusqu'au plus profond de ses intérêts de fortune et de richesses, et celles-ci sont l'âme et le nerf de la politique. A la distance où l'Amérique et l'Europe sont l'une de l'autre, dans l'impossibilité de s'atteindre mutuellement, la partie la plus

riche a un avantage immense sur celle qui l'est le moins : elle n'a pas besoin d'armes contre elle, il lui suffit de s'ouvrir ou de se fermer pour ou contre elle : là est le frein véritable à donner aux inimitiés dont elle peut être l'objet. Supposons l'Amérique mécontente de l'Angleterre ; aurait-elle besoin d'armer contre elle et de recourir à la force positive ? Assurément non ; il lui suffirait de suspendre le commerce ; l'Angleterre n'est pas en état de supporter cette suspension : de tous les points de l'empire britannique s'élèverait une voix puissante qui demanderait le redressement du tort qui aurait fait lancer cet interdit ; l'Amérique parlerait dans les salles mêmes de Westminster, et couvrirait les voix qui s'élèveraient contre elle. Par une simple négation, l'Amérique est plus puissante contre l'Europe, que l'Europe avec toutes ses forces le serait contre elle : ceci est une vérité élémentaire, sur laquelle on ne peut trop insister, et que je désire inculquer dans tous les esprits, pour le commun avantage de tous. Faites l'application de cette théorie à l'Espagne, et voyez ce à quoi elle s'expose, en encourant volontairement l'anathème d'exclu-

sion commerciale dont l'Amérique peut la frapper (1) ; dans ce sens l'Amérique est à l'égard de l'Europe, ce que Rome fut contre elle au temps de la grande puissance papale ; elle lançait l'interdit sur les états et sur les souverains. Ceux que frappait ce foudre redouté, tombaient retranchés de la société européenne, en souffrant tous les maux attachés à l'horreur que faisait ressentir une aveugle crédulité. La place qu'occupa Rome à l'égard des pères, dans l'ordre religieux, l'Amérique l'occupera dans l'ordre de la richesse, à l'égard de leurs descendans : Qui sera *excommunié* par elle, sera exhérédé de la richesse, et par conséquent privé du pouvoir élémentaire des sociétés modernes; *hors de l'Amérique, il n'y a plus de salut en finances;* désormais tout pouvoir de richesse viendra d'elle, et la dispensation de ce pouvoir en place un immense dans ses mains. L'Amérique ne l'ignore pas, elle n'en est pas à apprendre le prix dont elle est, à connaître le

(1) La prédiction était accomplie même avant la publication de cet écrit. Voyez le décret du Pérou du 17 avril, dans le Moniteur du 27 août.

principe de la force qui est son apanage : elle sait que, pour favoriser ou punir, elle n'a qu'à élever ou bien à abaisser ses barrières ; l'Espagne s'expose à ce châtiment, par la prolongation de la guerre, et, déjà bien pauvre, elle provoque de gaîté de cœur ce qui achèvera de la ruiner. Ce pays est si peu avancé dans la partie de ses conseils habituels, que des idées aussi simples n'ont pu encore y pénétrer, et qu'on en est encore aux rêves de grandeur, de pouvoir et de politique, qui auraient pu appartenir au règne de Charles-Quint ; et cependant il n'est aucun pays auquel on puisse dire avec autant de raison, comme au vieillard de la fable :

Quittez le long espoir, et les vastes pensées.

Mais ce sera surtout dans ses rapports avec le droit public des nations que le congrès de Panama sera d'un grand intérêt, et donnera naissance à une ère nouvelle. Il se propose, 1°. de publier un manifeste pour mettre sous les yeux du monde entier la justice de ses droits; 2°. d'expliquer son système de politique envers les autres puissances de la chrétienté ; 3°. de

conclure une convention de navigation et de commerce entre toutes ses parties comme alliées et confédérées; 4°. de régler la colonisation éventuelle de toutes les parties de l'Amérique ; 5°. de fixer les principes du droit des gens, principalement par rapport aux guerres maritimes; 6°. de déterminer ses relations avec les états devenus indépendans et non encore reconnus. Jusqu'ici les congrès n'ont guère atteint que des objets matériels, des portions de territoires: le congrès de Panama dépassera beaucoup cette limite; car le voilà touchant aux racines mêmes des sociétés; il n'a rien à démêler avec l'Europe, quant au territoire, mais comme puissance maritime et commerciale, toutes les parties de l'Amérique doivent aspirer à l'établissement d'un code universellement reconnu entre des nations que mille rapports doivent faire trouver sans cesse en présence : c'est un vœu de paix que l'Amérique a conçu, et dont elle va présenter les moyens au monde; on ne peut que la louer de vouloir prévenir toutes les collisions qui naissent naturellement de droits contestés. Puisque le commerce va former beaucoup de liens entre les deux hémisphères,

il est indispensable d'assurer les routes qui conduisent de l'un à l'autre, et de cimenter le code qui doit les régir. Tant que l'Amérique a été régie colonialement, ces précautions étaient superflues ; mais depuis qu'elle a repris une existence propre, elle a le droit de la placer sous la sauve-garde de lois reconnues par tous ceux avec lesquels elle est destinée à avoir à faire. Il faut le dire, ce qui est bon pour elle, l'est également pour l'Europe ; car le maintien légal de relations assurées et pacifiques est un avantage commun, et l'absence des contestations profite également à tout le monde. Avertie par ce que l'oubli et l'absence d'un droit général ont coûté à l'Europe, l'Amérique, dès son début dans le monde social, demande à le fixer, et veut entrer dans les sociétés humaines, un code de lois générales à la main : pensée humaine, juste, élevée, et qui honore l'Amérique entre toutes les nations. Enfin, graces à elle, un code de lois élémentaires pour les sociétés humaines va donc enfin être promulgué parmi elles ; ce que l'on a dit de Montesquieu, *le genre humain avait perdu ses titres, Montesquieu les lui a fait retrouver,*

va se réaliser en Amérique. Avec quelque autorité de génie qu'un homme parle au monde, cependant sa voix n'est jamais que celle d'un homme : ici ce sera celle d'un monde entier. Un particulier est toujours placé sous une loi quelconque de réserve ; notre civilisation n'en a jamais admis l'entière dispense pour les individus qui ont tant d'intérêts à ménager et tant de dangers à craindre : mais qui peut imposer les mêmes gênes à un monde entier, à l'Amérique? qui peut l'intimider ou la séduire? Pourquoi dissimulerait-elle, sacrifierait-elle quelque partie de la vérité? Au contraire, son intérêt ne la conduit-il pas à sa manifestation toute entière? Elle a tout ce qu'il faut pour être à la fois sans peur et sans reproches ; et non seulement l'Amérique possède tous les avantages de position nécessaires pour dire la vérité toute entière, mais elle seule est affranchie de tout ce qui, sur notre continent, la retient captive, ou l'obscurcit. Cette vérité ne peut paraître dans sa pureté primitive, que sur une terre vierge, exempte de toutes les difformités qui surchargent le reste du monde. Sans penser à l'Asie et à l'Afrique, apanages éternels de la barbarie, comment

établir le droit, dans sa pureté, sur la terre de l'Europe, encore encombrée du dépôt des lois et des usages qu'y ont apportés les féroces conquérans du Nord? Que notre orgueil n'en murmure pas; ils sont nos pères et nos instituteurs; ils vivent encore parmi nous; ils règnent encore sur nous. Combien de lois absurdes, bizarres, irréfléchies, ne découlent pas encore parmi nous de cette source impure? Comment élever, sur ce chaos, le fanal transparent du droit véritable? comment le faire prévaloir au milieu de tant d'intérêts ennemis? Heureux quand, après de longs combats, on laisse percer quelques parties de ce droit, et qu'on lui permet de se glisser là où il devrait toujours paraître en tête de tout. Mais l'Amérique n'est pas assujettie à ce régime restrictif; sa langue est aussi libre que son bras, et, sous la protection de celui-ci, celle-là va faire entendre au monde un langage pur de toute feinte, et dicté uniquement par la nature de l'ordre social. Il retentira en Europe ce langage de franchise; il y jouira de toute la faveur de la nouveauté, de toute celle de l'espérance, et Panama va devenir l'école de l'ancien con-

tinent. Ni l'Angleterre, ni les États-Unis, n'auront approché de ce que Panama va publier : les principes généraux vers lesquels l'attention du monde se tourne avec tant de complaisance, y seront proclamés avec une solennité majestueuse et calme ; ils viendront en Europe faire l'éducation des générations naissantes, et la consolation de celles qui s'éteignent, dans l'espoir d'un meilleur avenir pour leur postérité. Sous ce rapport, l'acte de Panama n'est pas un acte isolé, privatif, c'est un acte universel, un acte de l'ordre social ; ce n'est pas un acte purement américain, de plus, *c'est un acte humain*. Tel est, dans l'état de communication où vivent tous les peuples, le résultat nécessaire de tout acte qui atteint les principes de l'ordre social ; il agit au loin comme auprès ; il appartient et s'applique à ceux qui n'ont aucune part à sa formation, comme à ceux qui en sont les auteurs et les objets directs ; ils servent de leçons et d'autorités, et sont invoqués loin des lieux qui les ont vus naître. Dans cet ordre, toutes les parties du monde s'appuient les unes sur les autres, et c'est ce qui rend irrésistible la puissance de ces actes. On peut annoncer

cette destinée aux actes de Panama ; ils prendront une grande place dans le monde, en étendue et en durée, car aujourd'hui les principes ne périront plus; leur diffusion est le gage de leur durée; ils devraient périr partout et à la fois, autrement leur conservation dans un lieu, ferait leur résurrection dans tous les autres. Tel est l'état actuel du monde, à l'abri des invasions des barbares, et, en même temps, à l'abri d'un mode uniforme de despotisme : aujourd'hui les *Omar* perdraient leur temps, et aucun pouvoir sur la terre ne peut plus en faire disparaître un seul livre que les hommes ont intérêt à conserver : la vie des écrits est sous la protection de la civilisation du monde entier; et dans le cas d'une persécution, mille mains travailleraient à rétablir ces nobles bannis aux lieux d'où l'on auroit prétendu les exiler; singulier spectacle, et bien digne d'occuper à la fois les esprits par le rappel du passé et la considération de l'avenir, les principes de l'ordre social reviennent de l'Amérique en Europe qui les y a portés; mais ils y reviennent épurés, développés, et dégagés des voiles et des difformités dont les antécédens européens les ont

obscurcis et surchargés dans leur terre natale.

A Panama, l'Amérique se propose de publier un manifeste sur la justice de ses droits à l'indépendance et sur ses intentions à l'égard des puissances de la chrétienté. Ici, qu'il soit permis de dire qu'il y a *du luxe;* en effet, qui balance aujourd'hui sur la question de l'Amérique? qui révoque ses droits en doute? quels vœux ne conspirent pas en sa faveur? L'Amérique compte ses partisans et ses avocats par toutes les lumières de l'Europe, par tous les intérêts de l'Europe. Quels sont encore ses adversaires? les intéressés et les immobiles, quelques vieux Espagnols ou quelques têtes vieillies dans la routine. Les droits de l'Amérique sont ceux de la nature qui rend libre, l'homme devenu majeur ; car enfin le temps de s'appartenir à lui-même doit venir pour lui : le droit de l'Amérique est celui de l'humanité et de la raison outragées par le régime qui a pesé sur elle, par la soumission d'un monde entier à un petit pays d'Europe, tel que l'Espagne, par la subordination des besoins de l'Amérique aux intérêts de l'Espagne, à ses frayeurs sur la prospérité même de l'Amérique : le droit

de l'Amérique est celui de l'esclave qui rompt les fers dont une main avide l'a chargé. Pour contester les droits de l'Amérique, il faudrait commencer par établir que sa première conquête fut légitime, que l'Amérique a été faite pour l'Espagne, et que les peuples, sans autres droits que celui de servir, n'en reçoivent aucun de la souffrance excessive et irréformable dans les causes qui la produisent. La conséquence naturelle de ce système est de partager le monde entre des maîtres irresponsables et des esclaves sans espoir. Sûrement *Panama* ne sera pas un écho de Laybach, et ne dira pas avec lui : *qu'aux princes seuls appartient de modifier les institutions par des actes spontanés de leur volonté, et qu'ils n'en doivent compte qu'à Dieu.* Si les pouvoirs prévalant en Europe ont puisé leurs principes dans les intérêts de leur position, l'Amérique y puisera aussi les siens, et les maintiendra par sa puissance, comme les pouvoirs européens maintiennent leur suprématie par leur force : chacun a le même droit, et l'applique suivant sa position. En Europe on dit ce que l'on veut, quand on le peut : pourquoi en Amérique n'en ferait-on pas autant?

Quant au système politique de l'Amérique à l'égard de l'Europe, il est écrit dans la nature des choses. Les deux contrées n'ont aucun intérêt matériel, ni de territoire à démêler ensemble ; ce sont les sources ordinaires des débats entre les états; l'ambition est une affaire de voisinage ; mais d'immenses distances séparent l'Europe et l'Amérique : celle-ci n'entendra pas se mêler des démarcations territoriales de l'Europe, y soutenir le faible contre le fort, en un mot, entrer dans les intérêts de la balance politique qui ont si laborieusement et si infructueusement occupé l'Europe depuis beaucoup de siècles; de même l'Europe n'entendra sûrement pas se charger de la sollicitude du maintien de la balance politique américaine, faire que le Chili prévale sur le Pérou, ou le Pérou sur le Chili; tout cela ne lui importe en rien, tout cet intérieur américain lui est entièrement étranger; toute la politique américaine, à l'égard de l'Europe, se réduit donc à ces mots : *Bienveillance pour tous, richesse pour tous, égalité de faveurs pour tous, neutralité à l'égard de tous, réciprocité et amitié de la part de tous.* Là finissent, là

expirent tous les vieux systèmes d'exclusion, de nation plus favorisée, enfans d'une civilisation mal débrouillée; de meilleures notions ont prévalu, elles seront proclamées avec solennité à Panama, elles deviendront le code de l'Univers. La gloire de son établissement général appartiendra à l'Amérique, et si jadis la Grèce s'instruisit à l'école de l'antique Égypte, si elle lui demanda de l'aider de sa vieille expérience et de sa sagesse séculaire, de nos jours, par un retour directement opposé, ce sera la jeune Amérique qui instruira l'Europe, qui l'aidera à se relever de ses voies déréglées, à se dégager du limon de sa barbarie originelle, et à marcher à la clarté plus sûre des principes qu'elle avait méconnus. S'il était permis de prêter un instant des pensées et des paroles à l'Amérique, s'il n'y avait pas trop de présomption à lui servir même momentanément d'interprète, on dirait : toute la politique de l'Amérique à l'égard de l'Europe se réduit à ces mots : *Accourez tous au banquet que je vous prépare ; quiconque y apportera un cœur ami participera à ce festin : quiconque nourrit des dispositions hostiles sera exclus ; je n'ai*

rien à craindre, ni à désirer; mais je connais mon prix ; j'ouvre ou je ferme mon sein, suivant qu'on est bien ou mal disposé pour moi ; choisissez. Je récompense ou je punis, en ouvrant ou en fermant mes portes, et mon arme la plus puissante est une simple négation.

Voilà tout le système américain à l'égard de l'Europe ; la raison n'en admet pas d'autres, et sûrement à Panama, il ne sera pas dit autre chose, parce qu'il n'y a rien de plus ni de moins dans la nature des choses. C'est à elle qu'il faut toujours regarder dans les délibérations faites à la face du monde, et entre un grand nombre d'intéressés, libres de s'exprimer avec franchise. L'Europe peut s'arranger sur cela, car à l'avenir elle ne trouvera pas autre chose en Amérique.

C'est un travail bien complet que celui du congrès de Panama, tel qu'il est annoncé. Il embrasse et prévoit tout.

L'Amérique est trop éclairée pour n'avoir pas distingué dès l'abord la nature des rapports principaux qui vont s'établir entre ses diverses parties : la configuration de l'Amérique, les fortes barrières que la nature a placées entre

ses membres, le nombre et le volume des cours d'eau qui la traversent dans tous les sens, et qui pénètrent dans son intérieur à une immense profondeur, font de l'Amérique une contrée pourvue de tous les attributs maritimes, et vouée aux occupations nautiques. Par conséquent, en Amérique, les rapports maritimes domineront et prévaudront sur tous les autres. Les états américains ont leurs frontières tracées des mains de la nature. Qui peut les engager à les franchir? Leur territoire est fort étendu, et l'on pourrait même dire démesuré; il est exempt de ces gênes, de ces enclaves qui en Europe se font ressentir d'une manière si fâcheuse; la terre attend encore la population; les questions territoriales sont donc à peu près nulles pour l'Amérique, dans laquelle il n'y aura, d'ici à long-temps, ni à perdre ni à gagner de ce côté; mais il en sera tout autrement pour les relations commerciales; celles-ci vont abonder, et c'est un acte de sagesse prévoyante, de tendance à la conservation de la bonne harmonie, que celui par lequel l'Amérique va fixer des principes généraux et propres à prévenir les contestations qui pourraient s'élever dans une

arène litigieuse de sa nature, et dans laquelle vont s'élancer tant d'intérêts; on ne peut assez louer cette humaine prévoyance. Telle sera la première partie du congrès de Panama. Passons à la seconde.

Objets de délibérations communes aux Puissances belligérantes et aux neutres.

Elles porteront sur trois objets :

1°. La colonisation à venir d'une grande partie de l'Amérique. Cette pensée tient à de grands souvenirs et à une longue prévoyance. L'Amérique entière a été l'objet *de la main-mise, de la prise de possession de l'Europe;* celle-ci sur les terres occupées ou vacantes, dans des contrées ignorées d'elle, et l'ignorant à leur tour, en vertu de sa supériorité de force et d'industrie, s'est approprié toutes les parties de l'Amérique qu'elle a pu atteindre. On sait ce qu'elle a fait des habitans, comme elle a asservi les uns, exterminé les autres, et quelle est devenue leur condition; de là est venu l'ordre colonial, européen, ordre unique dans l'univers, et dont le maintien est l'objet des métropoles, tandis que sa destruction est la ten-

dance innée de toute colonie. L'affranchissement de cet état a coûté la première guerre de l'Amérique du nord; pour l'obtenir dans l'Amérique du sud, il a fallu la guerre qui se termine sous nos yeux; pour faire fructifier ces colonies, il a fallu les peupler d'un peuple étranger, apporté de loin, robuste, et qui, par une effrayante multiplication, menace de se les approprier. Ces considérations bien naturelles ont frappé les États-Unis, et, par la bouche du président de l'Union, il a été dit qu'aucune colonisation sur le sol américain ne serait plus tolérée à l'avenir. Ce n'est que pour lui qu'il a été statué; car les principes de la justice, et d'autres conséquences faciles à concevoir, s'opposaient à comprendre dans cette détermination la colonisation européenne déjà existante en Amérique : les Anglais, les Français, les Russes, les Hollandais possèdent encore de vastes étendues de terres en Amérique; il ne faut pas réparer un mal fait par un mal à faire, et qui peut même devenir plus grave ; la sagesse prescrit de tolérer ce qui existe, et de ne proscrire que le mal qui peut avoir lieu dans l'avenir. L'Amérique annonce devoir se tenir dans cette juste

mesure; elle ne dira pas à l'Europe : Nous ne reconnaissons point vos droits possessifs existans, mais nous dénierons à l'avenir toute autorisation à des acquisitions de la même nature ; elles sont très litigieuses en elles-mêmes, elles finissent par se résoudre en émancipation, et celle-ci ne résulte jamais que d'une lutte ; nous en fournissons la preuve, car notre liberté n'est que le fruit de nos combats : nous voulons la paix avec vous, et la séparation en est un moyen efficace ; en définitive, quel droit des hommes des autres continens ont-ils de s'approprier le sol d'un continent étranger, situé souvent à une grande distance, dont ils n'ont reçu aucune injure, et de le soumettre au double joug de leurs lois et de leurs intérêts, aux gênes de leur administration, et aux inconvéniens de leur éloignement? Cette colonisation européenne renfermait tous ces principes pernicieux pour les colons. Pour bien juger cet établissement, il faut être colon, il faut avoir subi toutes ses conséquences, il faut avoir été gouverné de si loin, par des hommes de passage ; il faut avoir eu à solliciter dans les métropoles, à les éclairer sur les faits et les personnes, à subir les dégoûts

de ces longues requêtes, et les souffrances de longs déplacemens; ce n'est pas dans les métropoles que tout cela est apprécié à sa juste valeur, c'est aux colonies qui en ont subi toutes les conséquences. Les métropoles ont l'habitude de ne considérer les colonies que sous le rapport de l'obéissance et du produit; voilà ce qui les touche dans l'ordre colonial; les métropoles regardent les colonies avec la hauteur de la supériorité, et les colons comme des hommes de labeur. Il y a entre ceux-ci et la métropole quelque chose de ce sentiment despectueux que le maître voue communément à l'esclave, la métropole venge l'esclave des mépris de son maître en le reléguant lui-même dans un rang d'infériorité avec elle; cet état est un désordre; il a produit des maux incalculables à une partie de la race humaine; l'Amérique l'a vu, et veut prévenir le mal là où il pourrait être encore établi. C'est une pensée humaine, et qui devait appartenir à une époque où la réformation sociale s'opère graduellement: voilà encore un mur de l'ancien édifice abattu, et que remplaceront des constructions plus régulières. L'Europe n'a rien à perdre par cette disposition de

l'Amérique, car elle touche au terme de l'ancien ordre colonial possessif, et elle n'a plus d'intérêt qu'à faire prospérer les anciennes colonies, c'est-à-dire qu'à les rendre à elles-mêmes, bien sûre de les retrouver plus fructueuses dans cet état de liberté, comme l'Angleterre retrouve les États-Unis, comme l'Europe entière trouve l'Amérique du Sud. L'ancienne théorie coloniale est perdue par les faits, atteinte et convaincue d'impossibilité de maintien par l'expérience, et appelée à céder à de nouvelles pratiques, par l'effort commun de toute la civilisation du globe. L'Angleterre ne la défend plus qu'à moitié aux Antilles et dans l'Inde; encore quelques jours, et ses colonies seront ouvertes comme le sont ses trois royaumes. Telle est la marche naturelle des choses, l'honneur appartient à celui qui le premier la reconnaît, la proclame, et l'applique; et cet honneur va appartenir à l'Amérique; on dirait qu'à elle, entrée la dernière dans le monde social, doivent appartenir toutes les glorieuses initiatives; en y réfléchissant on trouverait qu'elle les doit à l'absence des préjugés et des intérêts qui dominent encore en Europe, comme

la vue aperçoit plus loin et plus clairement les objets à mesure qu'ils sont plus dégagés des vapeurs de la terre, ou des nuages qui couvrent l'horizon.

2°. L'attribut principal des états américains sera le travail maritime et commercial ; la plus grande partie de la population américaine s'établira sur un *littoral de quatre mille lieues d'étendue*, et sur les bords de ces innombrables cours d'eau, qui arrosent l'Amérique dans toutes ses directions; il se formera dans cette contrée des villes immenses, à l'embouchure des grandes rivières. C'est ainsi que *New-York, la Nouvelle-Orléans, et Buenos-Ayres*, sont destinées à devenir des centres immenses de population. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à suivre sur la carte le cours des fleuves, et le nombre des affluens qui les grossissent, dont ces villes occupent l'embouchure; les villes maritimes, sans cours d'eau prolongés, ainsi que les villes continentales, ne les atteindront jamais: ainsi Lima et Rio-Janeiro, quoique favorisés par la présence d'un grand gouvernement et par la mer; ainsi Santa-Fé de Bogota, quoique centre d'une puissante république, n'é-

galeront jamais les cités indiquées plus haut, auxquelles le bonheur de leur position assigne des avantages que rien ne peut compenser. C'est ainsi que Paris, avec son modeste fleuve et ses maigres affluens, n'équivaudra jamais à Londres, quelque inégalité qu'il y ait d'ailleurs entre les pays dont ces deux villes sont les capitales. En Amérique, le rivage occidental sera toujours inférieur au rivage oriental, par la raison que nous venons d'indiquer; aussi sera-t-il beaucoup moins maritime.

En partant du principe placé en tête de ce chapitre, celui d'une prodigieuse extension de la navigation, pressentant cet avenir, l'Amérique a dû désirer l'établissement d'un code propre à bien fixer les principes conservateurs de ces importantes relations. L'Amérique a sous les yeux l'exemple de l'Europe; les principes du droit maritime n'y sont pas encore établis et reconnus; depuis près de cinquante années, ils sont l'objet de contestations décidées suivant la force que l'on a de les interpréter. En 1756, l'Angleterre attaqua, en pleine paix, une flotte française; en 1802, elle fit de même pour les frégates espagnoles chargées des tré-

sors du Mexique; en 1803, elle préluda à la guerre par l'enlèvement des vaisseaux du commerce français; deux fois elle a attaqué Copenhague et a confisqué sa flotte; le système continental vint après; avec lui les blocus de tous les rivages de l'Europe, puis les contestations sur la valeur de la garantie des pavillons, et finalement la guerre de 1811 entre l'Angleterre et les États-Unis. C'est ce tableau sous les yeux que l'Amérique demande une définition positive du droit. En entrant dans la carrière sans bornes qui s'ouvre pour elle et pour les autres, elle veut que toutes les routes en soient marquées par des points de reconnaissance adoptés par tout le monde; cela est juste à la fois et humain, car c'est un moyen de paix, de fin de contestations, et tout ce qui les épargne est favorable à l'homme. Dans nos temps où tout tend à fonder l'empire *du droit* en retirant le monde de l'empire *de la force*, cette pensée ne pouvait manquer de naître, et il est bien naturel que le pays qui est appelé à porter à la navigation et au commerce le plus ample tribut, s'occupe des moyens de leur garantie, et de faciliter leur cours, profitable pour

tous ; car ce qui se fera à cet égard à Panama, sera reversible au monde entier, le *droit* n'ayant aucune limite ni dans le temps, ni dans les lieux, ni dans les personnes, mais les embrassant et les couvrant toutes d'une protection commune. Sûrement l'on ne verra pas l'Amérique adopter ou sanctionner les principes d'intervention dans les affaires des pays étrangers, tels qu'ils ont été appliqués à quelques contrées de l'Europe. Menacée, pendant un temps, de l'intervention de la Sainte-Alliance, l'Amérique trouvera, dans cette menace même, une raison de plus pour bien peser la nature de ce droit, et assigner le cas de son application légitime. Là il n'y aura rien d'arbitraire, point d'intérêts de famille ou de voisinage, ni aucun de ces prétextes dont l'Europe a retenti, et qui ont amené des interventions qui ont porté des fruits si amers, et si indigestes. Les principes de l'ordre social seront seuls invoqués, et seuls décideront de tout; et cette heureuse innovation sera une gloire de plus pour l'Amérique, comme un bienfait de plus pour l'univers.

3°. A Panama on doit s'occuper des états qui pourront se trouver dans la position où

l'on voit Haïti : là il y a liberté conquise sur la métropole, comme elle est en Amérique (1); mais cette liberté n'est pas tout; elle existe de fait, mais elle n'est encore reconnue légalement nulle part. L'Angleterre et les États-Unis entretiennent des relations avec Haïti ; le soin de leur commerce les leur commande ; mais elles n'ont pas admis et n'entretiennent pas à Haïti des agens diplomatiques comme elles reçoivent les agens accrédités de l'Amérique, et comme elles en ont placé auprès d'elle ; de plus la puissance de ces états n'équivaut point à celle de l'Amérique (2). Sûrement la France ne songera jamais à attaquer Haïti ; elle se refusera toujours à des instances irréfléchies de la part de quelques anciens colons, qui semblent ne voir dans la France qu'un serviteur obligé de se sacrifier, *corps et biens*, pour leur procurer le retour à leur ancienne existence ; mais au-delà de ces motifs, il en existe un autre qui imposera

(1) Cet article était imprimé avant qu'on eût connaissance de la concession conditionnelle faite à Haïti.

(2) Cet aperçu est réalisé par l'acte de cession de l'indépendance, du 27 avril.

peut-être à l'Amérique une réserve prudente. La population d'Haïti ne tient pas à celle de l'Europe par le sang et par les signes extérieurs ; la liberté américaine est purement politique ; celle de Haïti a un degré de plus dans son origine, par lequel elle dépasse l'ordre politique. La reconnaissance d'états libres de fait, mais à ce seul titre, peut renfermer une initiative dont les intéressés à l'esclavage peuvent craindre les suites (1), et l'Amérique a l'intérêt et l'intention de ne blesser personne ; sa position sous ce rapport est fort délicate, et elle a besoin de se concerter avant de s'arrêter à un parti définitif; par-là elle évitera de présenter un spectacle semblable à celui qu'offre l'Europe, chez laquelle des questions majeures sont controversées et résolues en sens diamétralement opposés, et soutenues par des actions contraires ; aussi ne s'entend-on sur rien dans cette contrée, tandis qu'en Amérique on veut s'entendre sur tout; elle a senti tous les inconvéniens attachés

(1) Par l'accord fait entre la France et Haïti, le pavillon de celle-ci ne doit pas se montrer dans les îles françaises peuplées de noirs.

à cette diversité d'appréciation des choses; combien elles souffrent des démentis qu'à leur sujet, les chefs des pouvoirs européens s'adressent sur des questions de la plus haute importance, comme si elles n'existaient que depuis hier: ainsi il se trouvera que l'Amérique sera sortie du noviciat politique avant l'Europe. En fixant son attention sur l'ensemble des objets embrassés par la sollicitude du congrès, on ne peut trop admirer la sagesse et la maturité de cette jeune Amérique qui apporte, dès le début de sa carrière, une prudence supérieure à celle que montrent beaucoup d'états favorisés par l'expérience et le temps, cet auxiliaire si secourable en toute chose.

Mais ce ne sera pas seulement par le fond de ses délibérations que le congrès de Panama sera remarquable; il joindra à ce mérite celui de la forme: ici revient la considération de la supériorité des chancelleries américaines sur celles de l'Europe; on peut en dire autant de celles de la Grèce et des États-Unis. En effet, quelle chancellerie d'Europe égale en dignité, en clarté, en sincérité calme et ferme tout à-la-fois, les discours d'ouverture du congrès qui sont

prononcés chaque année à Washington ? La Grèce nous a aussi envoyé des modèles dans ce genre. L'étonnement fut grand en Europe, à la première audition des discours et des proclamations de l'Amérique : on s'était acccoutumé à l'idée de son ignorance, de son éloignement de la connaissance de toute affaire; aussi s'est-il manifesté la plus grande surprise, lorsque dès l'abord les paroles américaines firent entendre les vérités les plus palpables, les résolutions les plus éclairées, et les sentimens les plus convenans : on fut aussi étonné qu'elle sût ainsi parler, qu'on l'avait été qu'elle sût combattre. Le respect pour les habitans des colonies était inné en Europe : il y était comme reçu que le colon était un être d'une nature inférieure à l'Européen, et ne participant que sous quelques rapports à la civilisation de l'Europe. A cet égard, celle-ci tenait à cette pensée, comme à son droit d'aînesse et de métropole. L'expérience a annulé cette prétention, comme on a pu en juger par le ton de tous les actes émanés de l'Amérique. De même, Saint-Domingue échappé à la domination de l'Europe, n'a pas voulu pour cela se séparer du bon goût et du génie de sa fon-

datrice; l'élève s'est montré l'émule heureux du maître. Depuis *Péthion*, toutes les publications venues de Saint-Domingue, et surtout celles du président actuel, Boyer, ne sont inférieures en rien, même à celles de l'Angleterre, et sont très supérieures à celles des autres parties de l'Europe, qui ne peut encore se dégager tout-à-fait de l'obscurité, de l'ambiguité, et du néologisme affecté qu'elle a hérité de ses devanciers (1). Dans ces derniers temps, le congrès du Mexique a publié un exposé de la situation de la république, qui est un chef-d'œuvre de dignité, de clarté, de sentimens nobles et humains, et qui honorerait tous les cabinets de l'Europe. A Panama, l'Amérique recueillera toutes ses forces pour se présenter au monde avec la dignité propre à lui concilier ses suffrages, et ne prononcera que des paroles auxquelles l'élite des talens de l'Europe pourrait se reconnaître : on doit attendre de cette réunion des actes qui prendront place parmi les titres honorables pour l'esprit humain : ce se-

(1) Voyez les discours et les actes relatifs à la reconnaissance de l'indépendance d'Haïti.

ront des espèces de lettres de créance que l'Amérique présentera à l'Europe, pour constater la majorité de son génie, et la faculté de se suffire à elle-même. De là sortira le dernier trait contre ceux qui refusent encore à l'indépendance américaine une accession dont elle n'a d'ailleurs aucun besoin, qu'elle cessera de solliciter, qu'elle n'acceptera qu'avec dignité, dont elle se passera sans danger pour elle, et dont elle peut mettre le retard à prix. Tout ce que l'Amérique montre d'empressement à cet égard, n'est plus que bienveillant de sa part; car elle est parfaitement en mesure de se passer de la reconnaissance d'autrui : elle a moins besoin de la reconnaissance des autres, que ceux-ci n'ont besoin de la sienne; car enfin, si, à Panama, des exclusions de commerce étaient prononcées contre les retardataires, à cela qui perdrait le plus, d'eux ou de l'Amérique, et que pourraient-ils contre elle (1)?

S'il était permis de joindre ses pensées propres

(1) Il y a dix ans que j'annonce ce résultat comme menaçant les tergiversations dont sous vingt prétextes on use à l'égard de la reconnaissance de l'Amérique; le

à celles des sages que l'Amérique va charger de la décision de ces grands intérêts, on lui demanderait de fixer aussi son attention sur trois points qui semblent la réclamer, autant que ceux qui sont annoncés, et qui seraient le complément de cette organisation de sécurité dont l'Amérique veut s'assurer. Ces objets sont :

1°. Les relations avec la cour de Rome;

2°. L'état militaire permanent;

3°. La traite des Nègres.

Le catholicisme est une chose incomparable à tous les autres cultes que la terre connaît; il a établi un centre commun auquel toutes les parties de ce culte doivent aboutir, et d'où elles doivent tirer leurs moyens d'entretien. L'ordre qui a prévalu dans le catholicisme veut que le ministère ecclésiastique, qui ne peut se maintenir que par l'épiscopat, dépende de Rome, en soumettant à son libre arbitre la *mission* des évêques. Par-là, il ne peut y avoir d'évêques

---

moyen est tellement dans la nature des choses, qu'il est inévitable qu'il ne soit employé : j'en avertis pour la dernière fois; il sera trop tard, après l'événement, pour parler comme pour se plaindre.

qu'autant que Rome consent, et, par une suite nécessaire de ce principe, il n'y a de ministère ecclésiastique, en définitive, que sous *son bon plaisir* : le régime du bon plaisir est ainsi implanté dans l'Église, comme il l'a été dans la politique: ce pouvoir est immense, exorbitant, subversif de toute règle : il fait Rome *dictateur* dans l'Église. Rome connaît toute l'étendue et toute l'importance de cette prérogative; aussi y tient-elle beaucoup, et l'exerce-t-elle avec rigueur; forte de cette arme, elle ne craint pas de se mesurer avec les plus hauts pouvoirs, comme on l'a vu dans ses différends avec Louis XIV et Napoléon; et si elle a cédé à Savonne et à Fontainebleau (1), à l'égard du dernier, elle a triomphé de Louis XIV, elle s'est parée de sa victoire sur ce potentat, elle a cherché à s'en faire un titre; car tel est son usage : avec elle, le fait se convertit tout de suite en droit. Malheureusement aucune ressource n'a été ménagée contre ce droit dans aucune des

(1) Dans les deux occasions Rome accepta les sages modifications proposées par Napoléon; car il ne s'agissait pas d'autre chose

conventions arrêtées entre Rome et les divers états. Napoléon seul avait su trouver et faire reconnaître le correctif indispensable à un ordre de choses qui a produit beaucoup de maux, et qui établit une inégalité choquante entre Rome et ceux qui contractent avec elle. Si cette prérogative romaine a pesé sur l'Europe d'une manière très fâcheuse, si on l'a vue laisser des états tels que le Portugal se réduire à un seul évêque, celui d'Elvas, vieillard de 80 ans; si on l'a vue laisser trente-deux siéges vacans en France, pendant *onze années de suspension de bulles;* si la cour de Rome est si difficile dans ses négociations, si tenace dans ses pratiques, qu'on voie, depuis 1814, la Suisse ne pouvoir pas parvenir à obtenir un évêque, ni le royaume des Pays-Bas un concordat : que sera-ce pour l'Amérique, avec son étendue, la population qui va s'y multiplier et son éloignement de Rome? Conçoit-on, à l'égard de l'Amérique, la possibilité du maintien de relations, telles que les exigent les usages de la chancellerie romaine, et que cette contrée n'aura pas immensément à souffrir de la nécessité de recourir sans cesse à Rome, vu la rapidité et le nombre des

vacances qui ne peuvent manquer d'avoir lieu dans une terre aussi étendue et sous un ciel si inclément? L'Amérique ne peut se passer d'un moyen de pourvoir à ses besoins religieux, d'une manière facile et qui ne l'éloigne pas de son culte. Rome elle-même y a le même intérêt; car elle doit voir que si les liens deviennent pesans, ils seront rompus; et Rome n'existe pas pour elle-même, mais pour la catholicité.

La catholicité n'a pas fait de Rome son centre, en vue de son pouvoir propre, mais pour le maintien du culte: ce que l'Europe n'a pas su faire jusqu'ici, avertie par l'expérience, l'Amérique ne doit pas le négliger; c'est au moment des établissemens qu'il faut de la prévoyance, et les oublis sont sujets à amener de longs regrets. Rome ne demande pas mieux que de suppléer à l'épiscopat par des *vicaires apostoliques;* elle en donne tant qu'on en veut, et quelquefois plus qu'on en veut: cette pratique est admirable pour l'extension de son pouvoir propre. Ces vicaires sont ses proconsuls: par eux, elle règne directement; elle a donc un grand intérêt à étendre cette pratique: par cela même les autres en ont un tout semblable à la restreindre et à s'en af-

franchir : c'est à quoi le congrès de Panama devrait pourvoir par une détermination commune à toute l'Amérique. Un monde entier se présentant en corps devant Rome pour régler les moyens d'entretenir son culte serait un spectacle à la fois imposant, religieux, et fait pour faire naître dans l'esprit de Rome même des réflexions qui, peut-être, ne s'y sont pas encore présentées avec assez de lucidité : c'est de près que les objets se font mieux reconnaître. Il faut amener Rome sur le bord de cette grande détermination, et lui tenir, à la face du monde, ce langage de respect éclairé et ferme qui provoque les réflexions sérieuses. Rome n'a encore rien vu de tel que ce qui se prépare en Amérique : que son zèle religieux l'éclaire sur ses démarches, car elle est entre la conservation ou la perte de cette belle portion de ses domaines : la condescendance éclairée les lui gardera, le rigorisme, l'attachement aux vieilles habitudes les lui enlevera. Un *continent tout entier* n'accepte pas des douleurs éternelles; la justice évidente, celle qui résulte de dommages dont la source est découverte à tous les yeux, a une force irrésistible pour l'un et contre l'autre :

un accord bienveillant ne pourra donc manquer de résulter de l'harmonie d'intérêts égaux, si de part et d'autre on ne consulte qu'eux. Déjà l'Amérique s'est mise en règle avec Rome, en députant plusieurs fois vers elle; c'était son devoir et son intérêt : le succès n'a pas encore répondu à son attente ; il n'est guère probable qu'elle soit plus heureuse dans ses nouvelles tentatives. Dans cette position, avec une disposition des esprits si bien connue, l'Amérique doit porter ses vues plus loin, et, pour cela, embrasser un ordre de choses commun, basé sur les principes du catholicisme, et à la fois sur les règles de la justice, de la raison et de ses intérêts. La réunion de Panama est une occasion admirable, en même temps qu'un puissant moyen de force; car si quelque chose est propre à frapper les yeux de Rome, et peut l'amener à réfléchir, sûrement c'est la supplique respectueuse, mais virile, d'un continent qui ne demande que l'éloignement de tout obstacle à l'entretien de son culte. Le monde n'aura encore rien vu ni d'aussi neuf ni d'aussi grand.

2°. Il a été remarqué plus haut que l'attribut maritime est le caractère distinctif des états

américains. Par conséquent, comme les États-Unis, ils pourront se passer de l'entretien des armées régulières, telles qu'en supporte l'Europe armée en paix comme en guerre; elle représente les anciens hommes d'armes qui en tout temps, dans les actes ordinaires de la vie, ne paraissaient qu'en armes; c'est la civilisation de nos pères, les barbares du Nord, dont nous avons subi les mœurs et les lois. L'Amérique, enfant d'une civilisation plus humaine, n'éprouvera pas le besoin de cette charge ruineuse. Elle n'a rien à craindre de l'Europe; la nature a élevé d'immenses barrières entre ses diverses parties; toutes possèdent de grands biens, de grands principes de fécondité, toutes ont besoin d'accroître la population. Ambition et conquêtes seront, pendant un long cours de siècles, des mots sans signification en Amérique; toute ambition, toute conquête, ne peuvent y porter que sur l'ordre moral et commercial; cette heureuse situation donne à la totalité de l'Amérique la faculté de réduire son militaire au strict nécessaire, celui de l'entretien des armes savantes, et du maintien de la sûreté publique.

L'établissement républicain formé dans toute l'Amérique s'oppose à celui d'une grande force armée permanente; les États-Unis l'ont sagement évité : Rome a péri par ses armées, elles lui ont donné les Marius et les douze César en remplacement des Brutus, des Fabricius, des Camille, des Marcellus et des Scipion. L'Angleterre se ressent de l'accroissement de son militaire; la Suisse n'entretient pas de troupes réglées; la Hollande en avait; aussi avait elle un maître dans son stathouder capitaine-général, et amiral-général de cette singulière république. Dans les républiques, tout l'esprit doit être civil : l'esprit militaire est anticivil; il crée dans l'esprit du soldat une disposition à mépriser le citoyen désarmé, il inspire à l'homme du respect et de l'amour pour la force, en lui en donnant le sentiment, et l'attache à l'éclat du pouvoir exécutif, en le détachant des lenteurs inhérentes au pouvoir législatif. Le militaire est un instrument de pure exécution, et il n'aime qu'elle, aussi redoutable dans l'intérieur des états que respectable aux frontières; la multiplication du militaire est un principe très actif de guerre; on

a la guerre, quand on a des soldats (1), comme on a des soldats, quand on a la guerre; ils sont, pour ce fléau, à la fois cause et effets, comme ils le sont pour les impôts; c'est la multiplication du militaire qui a mis toutes les finances de l'Europe dans l'état où on les voit; et quand en se fiant sur un militaire nombreux, brave, et habile, on a guerroyé pendant cinquante ans, lorsqu'on a mangé dix fois la fortune de l'état, on meurt en laissant échapper d'une bouche expirante ces paroles repentantes, *j'ai trop aimé la guerre*: belle consolation pour les millions de victimes de cette manie guerrière, et des banqueroutes qu'elle finit par amener! Au temps de Law, on retrouva toutes les guerres et tout le faste du règne précédent.

3°. La question de la traite des Noirs a pris, par la révolution de l'Amérique, un caractère de gravité qui n'avait pas été prévu. On touche au résultat final du transport de la population de l'Afrique sur le sol de l'Amérique, et les choses en sont venues au point que le mot

(1) Voyez les aveux de Frédéric à l'occasion de sa première guerre contre Marie-Thérèse.

traite des nègres ne signifie plus aujourd'hui que ceci : *A qui restera l'Amérique? à l'Afrique ou bien à l'Amérique?* Ce pays éprouve au plus haut degré le malheur *du mélange des sangs* et de l'inégalité de forces entre les races. Les nègres, et leurs produits, les mulâtres, surpassent infiniment en forces les autres classes; de plus, ils sont fort nombreux; même, en quelques lieux, ils sont les plus nombreux. Tout ce qui peut ajouter à cette population menaçante, ne peut manquer d'ajouter à des embarras déjà trop grands; l'Amérique doit s'empresser d'y pourvoir, et elle ne le peut d'une manière plus efficace que par l'adoption de mesures combinées, uniformes, qui, sur tout son sol, arrêteront à la fois cette importation funeste. Toute cargaison de nègres, transportée en Amérique, équivaut à une cargaison de poudre destinée à embraser le pays, ou bien à celle d'animaux prêts à la dévorer. Jadis la question des nègres était une question *de sucre et de café* (1); par la multiplication des nègres

---

(1) C'en était bien une d'humanité, et avant toute autre; mais on ne s'occupe pas de ce rapport.

en cette contrée, elle est devenue une question entre l'Afrique et l'Amérique, pour savoir à qui celle-ci finira par appartenir. Ceci est infiniment grave, et il est digne de la sagesse et de la perspicacité du congrès de Panama de pourvoir à ce grand avenir de l'Amérique, et à la réparation des longues et cupides imprévoyances de l'Europe; le congrès doit se dire à lui-même : *Vide ne quid detrimenti America capiat*. A quoi bon l'avoir arrachée si péniblement à l'Espagne, s'il faut finir par l'abandonner à l'Afrique? et pourquoi avoir renversé le trône de l'Europe pour en élever un à la Guinée?

Il ne s'agit plus des intérêts commerciaux de quelques villes, ou de certains points de quelques états en particulier. Sûrement il est malheureux que les changemens dans l'ordre commercial apportent des souffrances à ces cités, et causent du déclin dans leur prospérité ; mais ces malheurs, suite inévitable des vicissitudes commerciales, dans d'autres temps, atteignirent aussi Venise, Gênes, Bruges, et les villes anséatiques; c'est un accident inné dans cette carrière, que l'on appelle le commerce, qui est un état de lutte,

un combat perpétuel entre toutes les industries de l'univers. Les villes qui cherchent un dédommagement à leurs pertes dans la traite des Noirs, peuvent en trouver dans d'autres spéculations, aucune ne leur est interdite. Saint-Domingue et l'Amérique elle-même s'offrent à elles pour remplacer ce qu'elles ont perdu ; mais la réparation de leurs dommages coûterait trop cher au monde, si elle devait être achetée par l'accroissement des dangers de l'Amérique, menacée de plus en plus par l'accroissement de la population noire; cette population y est déjà la source de fort grands embarras : à la Havane, elle empêche l'indépendance; aux États-Unis, elle produit une division entre les états du sud qui ont beaucoup de nègres, et ceux du nord qui sont exempts de ce fléau. Ils ont été si imprudemment multipliés au Brésil, qu'ils y seraient les maîtres, le jour où ils en auraient la volonté. Le congrès de Vienne s'honora beaucoup par sa déclaration contre la traite; il faut compléter son ouvrage, en mettant enfin un terme à un commerce, ou plutôt à un brigandage aussi offensant pour l'humanité, que dangereux pour les intérêts à venir de l'Europe;

elle n'a pas découvert et conquis l'Amérique, elle ne l'a pas civilisée, elle n'a pas applaudi au triomphe de sa liberté, pour n'avoir, en définitive, travaillé que pour les nègres, ce qui ne peut manquer d'arriver en continuant de charger cette terre d'une population plus robuste que la population indigène, et en laissant cette population se substituer, avec sa férocité et son ignorance, à des hommes formés aux goûts, aux mœurs et aux consommations de l'Europe, et s'associant à elle par le paiement continuel d'un ample tribut à son industrie : voilà cependant ce que l'Europe s'expose à perdre, par ce qu'elle tolère relativement à la traite. En quelques endroits, on ferme les yeux sur les infractions portées aux conventions générales sur la traite ; une tolérance détournée est accordée à des villes qui souffrent du changement de la direction du commerce ; c'est un grand mal que cela, et que l'on reconnaîtra, quand d'ailleurs il sera trop tard. Lorsqu'on voit la Louisiane se remplir de nègres, on se demande si cette partie de l'Amérique est lasse de vivre et d'être américaine ; ses imprudens habitans se préparent à payer *leur sucre bien cher*.

Nous le répétons, et nous voudrions le faire bien concevoir, la question de la traite a complètement changé de face; il ne s'agit plus de *produits coloniaux à augmenter, mais de colonies à conserver; il ne s'agit plus de la prospérité de Nantes, de Bordeaux, de Liverpool, mais de la possession territoriale de l'Amérique* : cela vaut la peine d'y penser.

Tel sera, tel nous désirons que soit le congrès de Panama, tel, enfin, qu'il réconcilie les esprits avec le nom même de congrès; que créé par une pensée légitime, étendue, providentielle, il soit célébré avec solennité, dignité, concorde; que la lumière éclate dans ce foyer pour se répandre sur le monde entier, que la modération lui concilie tous les suffrages que la raison ne refuse jamais à la tempérance, et qui lui vaudront les applaudissemens de toute la partie éclairée de l'Europe. Dans cette noble attitude, le congrès de Panama sera un des plus grands événemens de notre époque, et ses effets pénètreront dans l'avenir le plus reculé.

Panama est loin de nous; c'est peut-être à cause de cet éloignement que ce qui s'y pas-

sera, n'échappera pas à l'état habituel de distraction dans lequel nous sommes sur l'Amérique, comme sur tout ce qui se passe un peu loin ou bien au-dehors de nous; mais, avec le temps, nous trouverons que le congrès de Panama s'est tenu plus près de nous que nous ne l'aurons imaginé.

Washington, Bolivar, Napoléon, Iturbide.

Puisque le congrès de Panama me ramène aux choses de l'Amérique, il peut m'être permis de parler des acteurs qui, à diverses époques, ont paru avec le plus d'éclat sur cette vaste scène, et de les comparer soit entre eux, soit avec des personnages qui se sont trouvés placés dans des circonstances à peu près semblables, mais qui en ont fait une autre application. Toute grande scène amène devant les yeux du monde de grands acteurs; les révolutions sont particulièrement les foyers dans lesquels se développent les grands talens, les grands caractères, le courage, le dévoûment: les résolutions fortes ou généreuses éclosent

à leur chaleur, et de leur sein sortent presque inévitablement ces hommes d'élite, que l'humanité compte de loin en loin, qu'elle possédait à son insu, dont l'existence, sans ces révolutions, n'eût jamais été révélée, et qui sont placés dans le cours des âges comme des fanaux destinés à éclairer la route, et à montrer à l'homme jusqu'où son génie, libre de se déployer, peut atteindre (1).

Une grande renommée s'élève dans l'Amérique du Sud : celle-ci n'a plus rien à envier aux États-Unis; et Colombie peut placer *son Bolivar non-seulement à côté de Washington*, mais encore au-dessus de lui. Quand un homme paraît avec quelque éclat dans une carrière, il est dans la nature de l'esprit humain de le comparer avec ceux qui se sont trouvés à peu près dans la même situation : c'est ce qui a eu lieu à l'égard de Bolivar; le nom de Washington est venu, dans toutes les bouches, se placer à côté du sien. Étrange effet de l'irréflexion! il est entre ces deux hommes autant de distance qu'il y en

---

(1) Ici il s'agit des effets, et non du mérite des révolutions.

a entre l'Amérique du Sud et les anciens états de l'Union. Comparez les auxiliaires de Washington, les Franklin, les Adams, les Jefferson avec les premiers compagnons de Bolivar; comparez la population américaine du Nord, composée d'Anglais égaux aux Anglais d'Angleterre, avec les sangs mêlés de l'Amérique du Sud, la facilité de former les premiers, pourvus d'une éducation préparatoire semblable à celle de l'Europe, avec les difficultés d'employer utilement les Américains du Sud, chez lesquels l'éducation espagnole avait prévalu ; comparez les Américains du Nord, jouissant des bienfaits de la constitution anglaise, avec les Américains du Sud, ployés depuis trois cents ans au despotisme espagnol et monacal ; et vous verrez de quel côté se sont trouvées les plus grandes difficultés, et à qui il revient plus de mérite et de gloire pour les avoir vaincues. D'un côté, tout était fait; de l'autre, tout était à faire. Calculez, de plus, la durée et les dangers de la guerre faite des deux parts, ses incroyables fatigues dans un pays tel que l'Amérique du Sud, et ses immenses résultats, avec les résultats privatifs aux États-Unis qu'a eus leur

guerre. Washington a-t-il passé *onze années* sous les armes, comme l'a fait Bolivar? et il y est encore; a-t-il, comme celui-ci, tenu l'épée d'une main et tracé des codes de l'autre? a-t-il, comme Bolivar, délivré un pays voisin avec les troupes de sa patrie qu'il avait affranchie? Bolivar a-t-il eu des alliés tels que la France et l'Espagne? N'est-ce pas à travers toutes les menaces de l'Europe que, d'un front imperturbable, il a parcouru la carrière une fois entamée? La révolution des États-Unis a donné le mouvement à la réformation sociale qui s'opère dans l'univers, cela est vrai : mais elle s'est bornée à une contrée fort étroite, au lieu que la révolution de l'Amérique a développé ce grand changement, et par l'étendue et la richesse de l'espace qu'il embrasse, elle en fera le complément. L'action de Washington n'a guère dépassé sa patrie; celle de Bolivar embrasse le monde : que dans sa reconnaissance, celui-ci lui voue le respect que l'on doit à un bienfaiteur universel, car il l'est, en cela il ne fera qu'acquitter une dette; par Bolivar, l'univers s'enrichit d'un nom qui occupera une première place parmi les objets de la juste admiration du genre humain.

Il est surtout un rapport sous lequel on a beaucoup comparé Bolivar et Washington; c'est celui du désintéressement et de la modération patriotique, qui les ont fait renoncer tous les deux à profiter, pour leur propre élévation, du pouvoir acquis par de grands services. Frappée d'un trop grand nombre d'exemples par lesquels on a vu des mains armées pour le service de la patrie, lui imposer le joug par les moyens remis par elle pour sa défense propre, l'Europe attendait avec une curiosité inquiète le parti que prendrait Bolivar; et des hommes, le jugeant d'après eux-mêmes, le voyaient déjà comme retenant à son profit le pouvoir qu'il s'était créé dans son pays; d'autres formaient des vœux pour que Bolivar se saisît de ce pouvoir, et se plaisaient à entrevoir dans cela, soit des facilités pour abattre la révolution américaine, soit des moyens de jeter de l'odieux sur elle et sur toute révolution: pensée vulgaire, et qu'une âme haute a rejetée avec indignation. Depuis Marius et Sylla, on a été accoutumé à voir les chefs militaires s'approprier le pouvoir acquis par les armes, et asservir la patrie, après l'avoir glorieusement servie. Beaucoup d'espérances se fon-

daient sur cette disposition présumée chez Bolivar : mais qu'il était loin d'admettre de pareilles idées ! Il n'a montré qu'une seule impatience, celle de déposer le pouvoir : servir la patrie, affranchir l'Amérique, telle était son ambition ; une gloire immortelle, un nom impérissable, voilà tout ce qu'il a voulu : *Je n'aspire*, a-t-il dit, *qu'à mettre un terme aux deux plus grands fléaux qui puissent affliger la terre, la guerre et la dictature* : admirables paroles, faites pour confondre à jamais les ambitieux, et les parricides de leur patrie, ceux qui, dans les malheurs des guerres civiles, ne voient qu'un moyen de se saisir du pouvoir, et de s'élever au trône sur les débris des lois et sur les corps sanglans de leurs semblables ! Le plus grand exemple et la plus grande leçon de modération ont été donnés à la fois par Bolivar, et sa gloire est d'autant plus éclatante que les voies étaient plus aplanies devant lui. On a beaucoup célébré la modération de Washington : mais quel moyen avait-il de s'en écarter ? Franklin et les autres chefs américains n'étaient-ils pas des barrières contre toute *ambition à la Cromwel ?* Washington a été désintéressé, qu'il en soit loué ; mais

a-t-il été le maître de ne l'être pas? au lieu que Bolivar aurait pu tout ce qu'il aurait voulu, dans un pays qui n'avait encore connu que la monarchie. Le succès d'Iturbide au Mexique n'en est-il pas la preuve? Qu'étaient ses services et ses talens comparés à ceux de Bolivar? et cependant il était parvenu au trône, et il y serait resté, si une prompte ivresse du pouvoir n'eût égaré sa raison et provoqué les excès qui l'ont perdu. En mettant à part tout ce qui tient à la légitimité, dont nous n'avons pas à nous occuper ici, on trouvera aussi quelque défaut de jugement dans un autre rapprochement que l'on rencontre souvent, celui de Napoléon et de Bolivar; leur position n'a rien eu de commun: l'un a pu faire les choses, l'autre a été entraîné par elles; en un lieu il n'y avait pas d'antécédens, ni d'anarchie; dans l'autre, on pliait sous ce double fardeau: dans un lieu, tout était fait et préparé pour la liberté comme pour la monarchie; dans l'autre, tout était pour la monarchie toute seule, et les chefs respectifs dans les deux états ont pu, l'un, faire ce qu'il voulait, tandis que l'autre pouvait être amené par la nature des choses à faire ce qui, d'après toutes les

vraisemblances, n'était pas dans sa volonté primitive; elle aurait pu ne pas viser si haut par elle-même, mais y être amenée par d'irrésistibles circonstances (1). Ce mérite fait à Bolivar une place à part dans l'histoire; s'il est un mortel dont, tout considéré, on puisse envier la destinée, c'est celle d'un homme qui a pris l'Amérique dans les fers pour la donner à la liberté, dans les langes de l'enfance, pour la revêtir de la robe de la plus brillante virilité; qui, pendant dix ans, guerrier, législateur, vainqueur, pur de tout sévice, de tout arbitraire, de tout excès, au lieu de se placer lui-même au sommet de la pyramide qu'il venait d'élever, n'a aspiré qu'à déposer à ses pieds le glaive et les faisceaux du commandement, content de suivre et de diriger de ses re-

(1) Il serait curieux de rechercher comment Napoléon a été amené à se placer sur le trône : s'emparer d'un pareil poste n'est pas une idée simple ni innée. Quelle vue peut démêler, dès l'abord, un but aussi éloigné? quelle ambition, au début, peut convoiter un bien d'une nature aussi relevée, et placé dans un lointain si désespérant?

gards la marche d'un monde entier, dans la carrière où son bras l'a fait entrer. Certes, cela est beau, cela est grand, digne d'admiration et d'envie; cela assure au mortel d'où sont émanées tant de merveilles, la plus belle place qu'un homme ait encore occupée parmi ses semblables. On ne peut plus former qu'un seul vœu pour ce grand homme, celui que le Ciel lui accorde de jouir long-temps de cette incomparable gloire, au sein de son incomparable patrie.

La moralité du monde, ébranlée par tant d'exemples de violence, d'ambition, de bassesse et d'hypocrisie cupides, avait besoin d'être raffermie. Les exemples d'un grand homme vertueux peuvent être le principe d'une épuration générale, et avoir la force de *désinfecter* la société. Bolivar vient de rendre ce service immense à la société humaine; sa modération, au sein du plus haut pouvoir, a plus que rendu odieuse l'ambition aux dépens de la patrie, elle l'a rendue *ridicule*. Quand Bolivar a refusé le diadème en Amérique, qui oserait le placer sur son front, sans s'exposer à la risée de l'univers? Ce grand exemple fait entrer l'ambition dans une carrière bien nouvelle pour elle, et

la force à se borner à l'honneur des services publics, et à la reconnaissance des citoyens, désormais affranchis de la crainte de l'invasion des ambitions privées. A l'avenir les chefs des guerriers ne demanderont plus aux nations de payer leurs services par la perte de leur liberté, et les peuples rassurés ne craindront plus de rencontrer des oppresseurs dans leurs défenseurs, et de sentir des fers tomber des lauriers façonnés en couronnes, par des mains armées d'un glaive remis par eux pour leur propre protection; le rôle des Marius, des César, des Cromwel, des Walstein a pris fin; celui des guerriers citoyens, et bornant leurs vœux à ce titre, commence. Bolivar a ouvert cette ère nouvelle, et par-là il a servi le monde entier, autant que par la longue suite de ses travaux il avait servi une de ses parties, l'Amérique.

POST-SCRIPTUM.

Cet écrit a été composé dans les premiers jours, et imprimé dans les derniers du mois d'août. Dans cet intervalle de temps, trois grands événemens ont eu lieu : 1°. l'accord avec Saint-Domingue; 2°. le décret rendu par le gouvernement Péruvien contre le commerce espagnol; 3°. l'insurrection de Bessières, et le redoublement de l'anarchie en Espagne. Ces trois faits renferment autant de confirmations des annonces contenues dans cet écrit; et, en vérité, en pareille matière, il y a peu de mérite à rencontrer juste; *on prédit à coup sûr*, tant, aujourd'hui, tout est dans la nature des choses.

Depuis dix ans nous annonçons à l'Espagne l'exclusion qu'elle vient de subir au Pérou; il est bien évident que ce pays a pris une initiative qui sera suivie par le reste de l'Amérique. L'Espagne va donc subir un interdit général dans ces belles contrées, qui deviennent des sources de richesses si abondantes pour les nations mieux avisées qu'elle. Ainsi seront punis son obstination, son orgueil insensé. Et comment la plaindre

d'éprouver une peine tellement puisée dans la nature des choses? C'est la plus juste des peines, la loi du talion. Vous vous acharnez à poursuivre la guerre, et une guerre sans but contre l'Amérique; eh bien, l'Amérique vous fermera toutes ses portes: vous ne songez qu'à lui faire du mal; elle vous refusera tous ses biens. Est-il rien de plus naturel? Mais ce principe, si juste en lui-même, n'est-il pas susceptible de s'étendre aux peuples retardataires dans la reconnaissance de l'Amérique? Cet exemple ne renferme-t-il pas une leçon pour eux? Le décret du Pérou, contre le commerce espagnol, justifie tout ce que nous avons dit de la supériorité des chancelleries américaines sur celles de l'Europe. Rien ne peut être mieux libellé, ni mieux motivé, plus clair ni plus précis. L'insurrection de Bessières, la fermentation générale de l'Espagne, même contre *el re netto*, que la populace fanatisée par un clergé qui oublie tous ses devoirs, qui se montre au monde sous les couleurs les plus contraires à l'esprit de son état, trouve *trop tiède à son gré*, sont venues compléter le tableau que nous avons tracé de l'état de l'Espagne, de l'impuissance et de la folie de sa

guerre contre l'Amérique. Tout moyen, toute ressource, manquent désormais à l'Espagne, soit au-dedans soit au-dehors. Qui serait assez fou pour lui prêter un écu? Il est évident que c'est un pays perdu, destiné à devenir le *grand pensionnaire* du reste de l'Europe... Et c'est dans cet état qu'il ferait la guerre à l'Amérique!

L'émancipation de Saint-Domingue, malgré les couleurs de légitimité dont on a cherché à couvrir cette reconnaissance, est une preuve de plus de cette force des choses, contre laquelle on se roidit en vain, et à laquelle, après beaucoup de dommages, il faut finir par céder. Que de pas va commander ce premier pas! Voilà une république de plus, bien et dûment reconnue, et qui porte le nombre de celles qui déjà existent de l'autre côté de l'Atlantique, à huit états républicains, en attendant la Havane et le Brésil. Il sera curieux de voir comment l'empereur don Pedro, dans l'absence du droit divin, et du droit légitimaire, n'ayant pour lui que son seul droit social (1), se démêlera avec son

(1) Voyez ses proclamations; il y dit : Le temps de

père, avec sa première patrie, avec son nouveau royaume, et ses nouveaux voisins des huit républiques. Il a déjà un procès avec Buenos-Ayres, pour Monte-Video qu'il retient pour des prétentions de l'Espagne envers le Portugal, qui, ni l'un ni l'autre, n'ont plus rien à faire avec l'Amérique. Se vit-il jamais rien de plus bizarre? Don Pedro n'avait, en Amérique, que cet écueil à redouter; il a été le chercher. Pour envahir sur ses voisins, il hasarde son trône d'un jour (1). Montesquieu a donc eu raison de dire: *S'il n'y avait que deux hommes au monde, ils se battraient pour les frontières.*

O vanas hominum mentes! o pectora cæca!

---

tromper les hommes est passé : toute institution n'a pour but que la société entière, et bien d'autres choses encore.

(1) Le Brésil est dix fois plus étendu qu'il n'a besoin de l'être: n'importe, il faut empiéter sur ses voisins.

FIN.

